

FR

FR

FR

TECHNICAL ANNEXES

TABLE DES MATIÈRES

Annexe 2 – Fiches par pays.....	65
1. Belgique	65
2. Allemagne	70
3. Denmark.....	75
4. Grèce	79
5. Espagne	82
6. France.....	89
7. Italie.....	95
8. Irlande	101
9. Luxembourg	104
10. Pays-Bas.....	107
11. Autriche.....	110
12. Portugal	114
13. Finlande.....	118
14. Suède	123
15. Royaume-Uni	127
Information on Programme Details of the Acceding Countries.....	133
Annexe 3 – Liste des grands projets.....	139
Annexe 4 – Données financières	142
Annex 5 - Outturn of payment appropriations on 31.12.2003 - by budget item.....	155

ANNEXE 2 – FICHES PAR PAYS

1. BELGIQUE

Objectif 1

En 2003, la *Région wallonne* a finalisé l'engagement de la plus grande partie du budget initial des programmes des Objectifs 1 et 2 en poursuivant la sélection des projets. Elle a aussi mis en route les évaluations à mi-parcours de ces programmes. Plusieurs réunions des comités d'accompagnement ont permis de suivre ces évaluations. Les rapports finals ainsi que les propositions d'allocation de la réserve de performance ont été présentées à la Commission avant le 31 décembre 2003.

En ce qui concerne le programme DOCUP Objectif 1 Hainaut, deux comités de suivi ont été organisés en 2003 : le premier, tenu le 23 juin, visait à examiner et faire adopter le rapport annuel relatif à l'année 2002 par les membres du comité de suivi. A cette occasion, l'état d'avancement physique et financier a été discuté. Cette réunion a également permis de faire le point, ainsi que le prévoyait le DOCUP, sur la situation en matière d'assainissement des friches industrielles. L'état d'avancement a été établi par rapport aux éléments suivants : inventaires des sites, encadrement législatif de l'acquisition et de l'assainissement par le secteur public, procédures de sélection des sites à assainir dans le cadre du DOCUP 2000-2006.

Le second comité de suivi, tenu le 15 décembre, a été consacré en grande partie à l'examen du rapport final de l'évaluation à mi-parcours, du projet d'allocation de la réserve de performance et de la révision du DOCUP.

Le niveau des dépenses présentées au paiement du FEDER dépasse, à la fin 2003, 158 Mio € soit environ 39% des subsides disponibles. Les prévisions de dépenses qui avaient été alignées sur le profil des engagements de manière à ne pas perdre de crédits suite à l'application de la règle N+2, ont été respectées. Toutefois la dernière demande de paiement a été introduite au-delà de la date du 31 octobre. En ce qui concerne l'application de la règle N+2, seul l'IFOP a été concerné puisque aucun paiement n'est intervenu pour ce fonds. Un montant de 281.393€ de l'intervention de l'IFOP devrait être dégagé en 2004.

Les modalités de mise en œuvre des mesures de l'Axe 3 pour le volet FEOGA du DOCUP Objectif 1 Hainaut sont définies dans le cadre du Plan wallon de Développement Rural. Le DOCUP prévoit une allocation de 41,572 Mio € au titre de l'Axe 3.

Fin 2003, les engagements et les paiements ont atteint respectivement 23,285 Mio € et 7,532 Mio €.

Les niveaux de dépenses présentées au paiement du FSE à la fin 2003 ont pour leur part atteint 24,77% des subsides disponibles.

Within the Single Programming Document 2000-2006 for the regions of objective 1, adopted by the Commission on 16 May 2000, an amount of 1,7 Mio € has been allocated to FIFG-measures, mainly for investments concerning the processing of fish and fishery products.

By the end of 2003 the Belgian authorities had not yet made any commitments for the above FIFG-allocation.

Objectif 2

En ce qui concerne les DOCUP Objectif 2 Meuse Vesdre et rural, les activités de gestion ont été calquées sur celle de l'Objectif 1 à l'exception de l'examen de la situation des friches industrielles qui n'avait pas lieu d'être pour le DOCUP rural. Les comités de suivi ont eu lieu les 24 juin et 16 décembre 2003.

Les niveaux de dépenses FEDER à la fin 2003 pour les DOCUP Meuse Vesdre et rural étaient respectivement de 26 Mio € et de 14 Mio € soit environ 20% et 27% des dotations totales pour ce fonds qui n'a fait l'objet d'aucun dégageant en application de la règle N+2. Au niveau des mesures FSE par contre, un dégageant de 1.043.435,56 € a dû être effectué en application de la règle N+2

Pour la *Région de Bruxelles-Capitale*, le lancement de l'évaluation à mi-parcours du DOCUP Objectif 2 a connu un retard considérable, toutefois le rapport d'évaluation a bien été présenté à la Commission avant le 31 décembre. L'appréciation faite par les services de la Commission relève plusieurs faiblesses dans ce rapport.

Le comité de suivi qui s'est réuni le 30 juin et le 3 décembre 2003. Au cours de cette seconde réunion, il avait examiné le rapport d'évaluation à mi-parcours et exprimé plusieurs demandes d'amélioration avant que la version finale ne soit livrée à la Commission. Il a néanmoins approuvé la proposition de révision du DOCUP et a retenu une proposition d'allocation de la réserve de performance qui a été transmise à la Commission.

Le niveau de dépenses FEDER (seul fonds intervenant) à la fin 2003 pour le DOCUP de Bruxelles-Capitale dépassait 7 Mio € soit environ 16% de la dotation totale. Aucun dégageant n'a dû être effectué en application de la règle N+2.

Pour la *Région flamande*, les quatre programmes de l'Objectif 2 suivent leurs cours d'une manière qui ne suscite guère de commentaires particuliers : l'on peut raisonnablement affirmer qu'ils ont tous quatre atteint leur « vitesse de croisière » et évoluent d'une façon satisfaisante. Aucun dégageant « N+2 », dont la première échéance survenait, pour la Flandre, en décembre 2003, n'a été à déplorer.

Pour ce qui est des montants budgétaires alloués aux projets approuvés, le programme Limbourg a atteint, au 31 décembre 2003, un seuil d'engagement FEDER, de 52,6 % du montant total disponible, le programme Flandre occidentale un seuil de 62,6 %, le programme Flandre orientale un seuil de 61,9 % et le programme Anvers un seuil de 52,75 %.

Pour chacun des programmes, le comité de suivi s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2003. Le comité de suivi de septembre 2003 a approuvé une proposition de modification du programme Flandre occidentale consistant à transférer, pour les années 2003 à 2006, une part substantielle du montant de la contribution communautaire au titre du FSE vers la contribution communautaire au titre du FEDER. La décision a été modifiée par la Commission en date du 23 décembre 2003. Plusieurs éléments expliquent ce transfert: le caractère peu étendu et strictement délimité de la zone d'application du DOCUP, l'existence d'un DOCUP au titre de l'objectif 3 qui couvre toute la Flandre, le manque de terrains industriels au sein de la zone objectif 2, et le fait qu'une partie importante de l'activité économique le long de la côte se déroule dans de petites entreprises ou chez des indépendants, souvent liés à des activités saisonnières. En outre, un projet important de formation pour l'aéroport d'Ostende a dû être suspendu pour un temps indéterminé et sera probablement abandonné en raison de la crise dans le secteur aérien, et le potentiel de travailleurs pour certaines professions-clés dans la zone est trop limité, de sorte que

les promoteurs de projets rechignent à faire appel au programme objectif 2. En revanche, la demande est grande visant à obtenir des moyens au titre des mesures cofinancées par le FEDER (infrastructures de tourisme, développement durable, infrastructure pour les formations principalement). Enfin, les rapports définitifs d'évaluation à mi-parcours, qui concluent au caractère performant des quatre programmes ainsi que la proposition d'allocation de la réserve de performance entre les programmes sont parvenus à la Commission avant le 31 décembre 2003. Selon cette proposition, la réserve de performance est attribuée aux différents programmes de façon proportionnelle.

Objectif 3

L'Objectif 3 en Belgique est opéré par 5 programmes opérationnels distincts, selon les compétences des différentes autorités fédérales et régionales.

Le DOCUP Objectif 3 pour la Région Bruxelles Capitale, qui dispose d'une enveloppe FSE de 23.7 Mio € progresse bien dans sa mise en œuvre. Le total des paiements effectués s'élève à 11.6 Mio €. Ainsi les engagements des trois premières années sont liquidés et celui de 2003 est absorbé pour 40%, aucun dégageant de N+2 n'est intervenu. Le processus de l'évaluation à mi-parcours a subi certaines difficultés qui subsistent encore à la fin de 2003. La révision à mi-parcours devrait actualiser la stratégie du programme avec certains réajustements des budgets consacrés aux différentes priorités.

Pour le DOCUP Ministère fédéral de l'emploi, dotée d'une enveloppe FSE de 69.1 Mio € la mise en œuvre des différentes priorités est globalement satisfaisante. Fin 2003, le total des demandes de paiement intermédiaire introduites s'élève à 15.5 million d'euros, Y compris l'acompte de 7% de l'intervention, ces dépenses couvrent les engagements 2000 et 2001, ainsi que 8% de l'engagement 2002. La règle N+2 ne provoque donc pas de dégageant. Le rapport annuel ainsi que la réunion annuelle entre l'autorité de gestion et les services de la Commission n'ont pas soulevé de difficultés importantes. Le rapport d'évaluation a été délivré fin 2003, ces conclusions ne donnent pas lieu à une modification de la stratégie du programme.

Le DOCUP Flandre dispose d'une allocation FSE de 376.2 Mio €. Les différentes priorités montrent une mise en œuvre satisfaisante. En 2003, une demande de paiement intermédiaire de 71,9 Mio € a été transmise, portant l'exécution à 100% des engagements 2000 et 2001 et 40% de l'engagement 2002. La réunion annuelle tenue en novembre 2003 n'a pas révélé des difficultés particulières. Le rapport d'évaluation à mi-parcours a été remis fin 2003. Ces conclusions et recommandations se concentrent sur les systèmes de mise en œuvre, la stratégie globale du programme n'est pas mise en question. La proposition de révision à mi-parcours se limite un certain assouplissement dans la délimitation entre certaines priorités.

Pour ce qui concerne le DOCUP Wallonie-Communauté française-Bruxelles, la rencontre annuelle a permis de constater l'accomplissement de progrès significatifs dans le renforcement de la dimension "réseau", dans les mécanismes de reconnaissance des compétences, dans la prise de conscience par les entreprises des besoins en formation et dans une meilleure coordination des espaces ressource-emploi et des carrefours formation. L'évaluation à mi-parcours a pour sa part débouché sur la proposition d'accorder la réserve de performance aux axes les plus performants, à savoir les axes "Améliorer la réinsertion professionnelle et l'inclusion sociale" et "Amélioration des systèmes et mesures d'accompagnement". Aucun projet de modification du programme à mi-parcours n'a été communiqué. Enfin, aucun dégageant reposant sur l'application de la règle N+2 n'a été nécessaire. Par contre, l'exécution des demandes de paiement a été suspendue en octobre 2003, dans l'attente de certaines améliorations que la Commission a demandé d'apporter

au système de gestion du programme, suite à un audit. Les niveaux de dépenses présentées au paiement du FSE pour ce programme ont pour leur part atteignaient à la fin 2003 28,98% des subsides disponibles.

En ce qui concerne le DOCUP pour la Communauté Germanophone, doté d'une enveloppe FSE de 10.7 Mio € la mise en œuvre se déroule comme prévu. Fin 2003, les paiements effectués absorbent les engagements 2000,2001, 2002 et la moitié de l'engagement 2003, et ne donne donc lieu à aucun dégageant. Le rapport sur l'évaluation à mi-parcours a été introduit largement dans les délais. Sur base de ses conclusions, la révision à mi-parcours devrait rester limitée à une légère simplification de la structure du programme, sans changer sa stratégie.

La proposition pour l'allocation de la réserve de performance en Objectif 3 prévoit une attribution proportionnelle aux 5 programmes. Au sein de chacun de ces programmes, cette dotation supplémentaire est allouée aux priorités les plus performantes et aux priorités les plus prometteuses pour l'avenir.

FIFG outside Objective 1 Regions

The Structural Programme Fisheries 2000-2006 for the regions outside objective 1 was adopted by Commission decision of 21 December 2000. It provides a total FIFG-allocation of € 35,3 million for the above period and is particularly focused on processing of fish and on the renewal and modernisation of the fishing fleet.

All the necessary “administrative infrastructure” (programming documents, Monitoring Committee ...) has been established.

The progress of implementation is rather slow. In total reimbursement claims for about 5% of the total FIFG-allocation have been submitted to the Commission. Most of this amount concerned the temporary laying-off premium for the cod-recovery plan.

Closure of the 1994-1999 programming period

FEDER

En ce qui concerne la Région wallonne, tous les documents nécessaires à la clôture des interventions ont été introduits avant le 31 mars 2003. Tous les dossiers ont été analysés et ont fait l'objet, si nécessaire, de demandes de compléments d'informations ou de contrôles supplémentaires. Une des principales difficultés encore à résoudre réside dans le traitement des cas de faillites pour lesquels les montants des subventions ne peuvent être récupérés par la région. Une fois cette question résolue, toutes les interventions encore ouvertes devraient être clôturées en 2004.

La Région de Bruxelles-Capitale est concernée par trois programmes d'initiative communautaire à clôturer pour cette période (paiement du solde final). Les demandes formelles de clôture ont été présentées à la Commission avant le 31 mars 2003. Les rapports finals et les déclarations d'audit de l'article 8 ont été traités et ont fait l'objet de remarques. La clôture interviendra au cours de l'année 2004.

S'agissant de la Région flamande, l'ensemble des documents requis (rapport final, demande de paiement du solde et déclaration « article 8 ») pour les quatorze programmes à clôturer ont été reçus dans les temps, étant au plus tard le 31 mars 2003. Ces documents font l'objet d'un

examen, de sorte que, selon toute vraisemblance, les procédures de clôtures seront toutes finalisées avant la fin de l'année 2004.

FSE

Pour tous les 17 programmes dotés d'une enveloppe FSE, tous les documents de clôture ont été reçus avant le 31 mars 2003. Tous les dossiers ont été analysés, et la plupart d'entre eux a fait l'objet d'une demande d'informations complémentaires. En 2003, 5 programmes ont pu être liquidés, donnant lieu à un paiement de 2.6 million d'euro et un dégagement de 9.8 Mio €. Pour les 12 programmes restant à liquider, la clôture devrait intervenir dans le premier semestre 2004, après la réception et l'examen des compléments d'information requis.

Initiatives communautaires

LEADER+

Deux programmes LEADER + ont été approuvés par la Commission en décembre 2001 prévoyant une allocation totale de 15,9 Mio €, dont 4,3 Mio € pour le programme flamand et 11,6 Mio € pour le programme wallon. Les deux Compléments de Programmation ont été approuvés par les comités de suivi en 2002.

La première phase de l'exécution s'est achevée début 2003 par la sélection des 'Groupes d'Action Locale' (5 en Flandre, 15 en Wallonie). Le volet 3 'Mise en réseau' est également devenu opérationnel en 2003.

Fin 2003, les engagements et les paiements ont atteint respectivement 7,800 Mio € et 0,838 Mio€

2. GERMANY

Objective 1

Work in 2003 clearly focused on the mid-term evaluation, the allocation of the Performance Reserve and the development of proposals for the adaptation of the programmes including shifting excess funds to top performing measures. For the ESF, discussions between the fund managers and Commission services focussed on the implementation of the ESF in line with the European Employment Strategy and on repercussions induced by the labour market reforms. Attention had to be paid to cash flow in order to avoid losses of EU money under the “n+2” rule; this was successful in each case.

As a consequence of the flooding catastrophe of August 2002, the Managing Authority in Sachsen-Anhalt submitted, early in the year, an application for modifying the programme, proposing the reinforcement of flood prevention. The proposal also provided for a substantial reduction of the national public contribution by € 481 million. The programme suffered from continuous budgetary problems in the public sector. The Commission adopted two decisions concerning support for Major Projects (“AMD Priesteritz” in June and “Zellstoff Stendal” in December, both private investments), in a third case (“Salziger See”, infrastructure investment) the Commission refused such participation.

In Thüringen the damages of the flood disaster - concentrated in the area of Altenburg – led the Managing Authority to the proposal of a programme modification in February. The Commission adopted this proposal aiming at the creation of three new measures of preventive character (total €40 million, ERDF €15 million, EAGGF €15 million)– in July.

For Sachsen, Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Berlin and the horizontal OPs "ESF Bund" and “Transport” work concentrated on discussing with the independent evaluators each step of the mid-term evaluation procedure, this by means of several meetings of the relevant Monitoring Committees and the Evaluation Steering Groups.

Under the OP “Transport”, covering all Objective 1 regions, the following Major Projects have been adopted after assessment by the Commission:

- Railway projects “City Tunnel Leipzig” and “Südanbindung Halle”,
- Road projects “Highway A 71” (Thüringen) and “Federal Road B 96n” (Mecklenburg-Vorpommern, Rügenanbindung)

At the end of the year expenditure on the ground and reimbursed by the Commission has reached 33.8 % of the amounts granted for the whole programming period 2000-2006. At the end of 2003, ESF payments to Objective 1 programmes have reached 44,4% of the total amount available for the period 2000-2006.

The Monitoring Committee for the CSF met in Rheinsberg in June, in order to coordinate all evaluation activities, and again in Berlin in December to receive from the evaluators and to discuss the main findings of the evaluation exercise. The development strategy chosen for East Germany was confirmed, the reported quantitative results in fostering competitiveness of firms, investment in infrastructure, human resource development and employment as well as environment are considerable.

The Annual Meetings between the national and regional authorities and the Commission took place in Brussels in November. For the first time Objective 1 and Objective 2 regions discussed together items of common interest, i.e. “sustainable regional development” and “risk capital financing”.

EAGGF6 German regions (Bundesländer) are classified as Objective 1 region. The programmes were approved at the end of the year 2000.

Payment claims, already paid or in the workflow, amounting to € 1,362.37 million based on accounts provisionally closed up to 31.12.03 and advance payments ranging up to € 240.95 million without the temporary reductions of € 4.27 million covered 46.4% of the total EAGGF funds of € 3,442.25 million for the period 2000-2006 or 80.9% of commitments for the years 2000 - 2003.

57.4% of the EAGGF funds in the amount of € 1,975.80 million foreseen for Germany have been committed.

Mid Term Evaluation reports for Objective 1 regions were sent in by the end of 2003. For one OP a shift of funds was recommended by the evaluator from the EAGGF to the ERDF. Also a reallocation of funds within the EAGGF measures was recommended in some programmes.

Within the Community Support Framework 2000-2006 for the regions of objective 1, the Commission adopted the Operational Programme Fisheries by decision of 30 August 2000. It covers the whole area of objective 1 in Germany and provides a FIFG-allocation of € 105,2 million for the period 2000-2006 and is particularly focused on processing and on investment in fishing ports.

By the end of 2003 reimbursement claims for 54 % have been submitted to the Commission.

Objective 2

In reaction to the flood disaster the Monitoring Committee for the Bavarian programme approved, early in the year, the reinforcement of technical flood prevention, a measure already provided in the programme, by attribution of an additional amount of € 98 million (whereof € 49 million ERDF funds) at the expense of the measure designed for water supply and waste water disposal.

Niedersachsen proposed to the Commission a modification of the programme, primarily in order to introduce a new measure “Curative and preventive action for the Elbe dykes” (ERDF contribution € 15,3 million, 50 % of total cost) and to shift financial resources away from Priority 1, aiming at support for individual firms. Given the overall economic decline this priority suffered from insufficient demand. The Commission agreed to these changes.

Also for Rheinland-Pfalz, Schleswig-Holstein, Nordrhein-Westfalen and Baden-Württemberg programme changes were proposed to the Commission. For Rheinland-Pfalz and Nordrhein-Westfalen these proposals could be accepted before the end of the year.

The need to spend money within two years after the year of its commitment (“n+2” rule) incited the Managing and Paying Authorities to improve their internal controlling tools. For some Länder the payment claims which avoided noticeable losses relative to the 2000/2001 commitments reached the Commission only at the very last moment, a fact which should be avoided in the upcoming years.

The effects which hampered a smooth implementation of structural policy, already reported in the previous year, i.e. decline in economic activity (combined with weak private co-financing) and the crisis of public and local budgets, persisted.

In most cases at the end of the year, the Managing Authorities submitted the final reports of the mid-term evaluation – intensively discussed in partnership at all stages of their genesis - as well as their proposals for allocation of the Performance Reserve to the Commission. Some of them already submitted their ideas for adaptations of the programmes taking into account the results and recommendations of the mid-term evaluation.

Under the Niedersachsen and Nordrhein-Westfalen programmes the Commission agreed on Major Projects “Sartorius AG”, Göttingen (private investment) and “Phoenix West”, Dortmund (conversion of an industrial estate).

Overall consumption of ERDF funds has reached 25.8 % of the amounts granted for the whole programming period. Overall ESF payments to the German Objective 2 regions exceeded 29% of total amounts available.

Objective 3

Following adoption of the Objective 3 SPD on 10 October 2000, the draft programme complement was adopted in principle by the Monitoring Committee on 30 January 2001 and after finalization sent to the Commission on 18 April; it was accepted on 23 May 2001. The programme complement has not been changed in the course of the year 2003.

The first Annual Review Meeting on the year 2000 which was delayed took finally place in March 2002 and was an opportunity for ESF managers at federal and regional level to review the results of the first year of implementation.

The key results of the mid-term evaluation were then presented at the Monitoring Committee meeting on 9th of December 2003, at which the contribution of the SPD to the National Action Plans for Employment and Social Inclusion was highlighted. In 2000, 2001 and 2002 79.3% of the planned overall resources (62.8% of the ESF resources) was spent. Taking into account the late decision on the SPD, in general and taking all the priorities together the ESF results were in line with forecasts.

In 2002 333.000 persons (44% women) have taken part in measures. This corresponds

to 157% of the planned overall level for the year. Nearly one half of them engaged in measures undertaken by the Federal Office of Employment and the other half in measures of the Länder. Within individual priorities and measures, actions did not start in Germany with the same speed and scope, especially as far the federal level is concerned. Apart from certain financial bottlenecks, this was mainly due to the fact that measures under priorities 2, 3, 4 (social inclusion, lifelong learning, adaptability and entrepreneurship, equality) especially needed more intensive preparation than other measures under, for example, priority 1 (active and preventive labour market policy).

By the end of 2003, a total of € 1.709 million had been paid for the Objective 3 programme, which is 35.9% of the total allocation to the SPD.

On the basis of the Mid-term Evaluation Report and progress made in implementation so far, it is proposed to reinforce Priorities 2, 3 and 4 and reduce at the same time the allocations to

Priorities 1, 5 and the Technical Assistance Priority. As suggested by the evaluators, there is no need to revise the substance of the OP strategy and to add or withdraw priorities; therefore, the overall OP structure remains intact.

FIFG outside Objective 1 Regions

The Structural Programme Fisheries for the regions outside objective 1 was adopted by Commission decision of 28 September 2000. It provides a total FIFG-allocation of € 111,1 million for the above period and is particularly focused on processing and marketing of fish and on the renewal and modernisation of the fishing fleet.

The implementation of the programme is rather low. By the end of 2003 reimbursement claims for 8,7 % have been submitted to the Commission.

The concentration of investment projects at the end of the previous period and the general economic climate were forwarded as main reasons by the German authorities.

Community Initiatives

LEADER+

13 German regions (Bundesländer) and the national network are participating in the Community Initiative Leader+.

Payment claims, already paid or in the workflow, amounting to € 15.14 million based on accounts provisionally closed up to 31.12.03 and advance payments ranging up to € 8.40 million covered 12.8% of the total EAGGF funds of €262.80 million for the period 2000-2006 or 27.6% of Commitments for the years 2000 - 2003.

46.3% of the EAGGF funds in the amount of €121.60 million foreseen for Germany have been committed.

Four German regions could not use up the funds committed in 2001 and the n+2 rule has to be applied. The German Authorities were informed that €4.53 million have to be decommitted.

In Germany 148 LAGs have been selected. Mid Term Evaluation reports, which were sent in at the end of the year, describe predominantly the procedures and the administration ways of the LEADER+ programmes, rather than realised projects.

Closure of programming period 1994-1999

49 programmes have been closed, for which €263 million have been paid by the Commission and €58 million have been decommitted.

EAGGF

The closure of the program period 89-93 could be finished with the Thuringia and Brandenburg projects amounting to € 3.5 million. The final payments for the rural women projects Baden Württemberg as well as the Territorial Employment Pact Güstrow (Mecklenburg-West Pomerania) with a total amount of €0.076 Million were executed and three programmes of the period 94 – 99 could be closed as well as the year 1999 closure for the national programme according to Regulation (EU) No. 950/1997 on improving the efficiency of agricultural structures summing up to €57.17 million.

Germany has submitted an extraordinary amount of OLAF-cases.

3. DENMARK

Objective 2

For the current programming period there is only one Objective 2 Programme for Denmark. The Programme initially totalled €617 million, of which €189 million from the Structural Funds (€27 million are for phasing-out regions), €206 million comes from the national public sector and €222 million comes from the private sector.

The Programme aims at creating the conditions for self-sustained growth in the regions of Denmark that are facing structural difficulties. The Programme combines actions under the European Regional Development Fund (ERDF) (71%) and the European Social Fund (ESF) (29%).

The eligible areas consists of five geographical sub-regions:

- Bornholm (Obj. 2)
- Lolland, Falster and Møn (Obj. 2)
- Nordjylland (Obj. 2 and Phasing out)
- Parts of the counties of Viborg, Århus, Ringkøbing and Sønderjylland (Obj. 2 and phasing out)
- Sydfyn and islands not covered by the regions mentioned above (Obj. 2).

During 2003 one Programme Monitoring Committee (PMC) meeting was organised, in the autumn. The meeting focused primarily on the state of play of the implementation, including the n+2 rule, and the information and evaluation activities. The Commission aired some worries that only one PMC meeting is organised a year. This issue was discussed at the meeting in 2003 and the PMC decided to have two meetings in 2004.

The annual meeting between the managing authorities and the Commission was replaced by an exchange of letters, as this was an option given in the simplification efforts and wished by the Danish authorities. It was generally perceived that the Programme was progressing well.

ERDF

By the end of 2003 the Commission had paid out €44,3 million which was 33% of the total allocation. Since this was more than the allocation for the years 2000-2001, no money had to be returned under the n+2 rule. A payment request was submitted in December 2003. Including the payment on this request the total payments to the Programme until end 2003 was €46,2 million.

The actual realisation of the ERDF part of the Programme was as follows:

334 ERDF projects have received a grant totalling €57,7 million, covering 43% of the total Programme allocation. Almost one third of the projects concerns support to investments in businesses, although this only covers around 19% of the total grants. The measure that has absorbed the biggest amount of money, namely app. 43% of the total grant, concerns

infrastructure investments in the development of the regions. In this measure 50 projects received the money.

ESF

The total ESF funding is €55 million.. Approximately 75% of the projects were approved under the measure concerning the development of skills within companies and in connection with new start-ups, whereas only approximately 25% of the projects concerned the measure on the development strategic infrastructure and networking. By the end of 2003 total payments amounted to €17.5 million resulting in no decommitments being made at the end of 2003.

Objective 3

The €379 million programme approved by the Commission in 2000 sets out **five priorities**, reflecting the country's 1999 National Action Plan for Employment:

- Strengthening active labour market policies to prevent long term unemployment and to improve labour market structures;
- Promoting equal opportunities for all in accessing the labour market;
- Developing skills and training;
- Encouraging entrepreneurship and innovativeness.
- A further 3% of the budget (€12 million) is set aside for technical assistance to manage, implement and evaluate the results of the programme.

The National Agency for Enterprise and Housing within the Ministry of Business and Economics Affairs is responsible for the day-to-day co-ordination, management and monitoring of the programme. The Regional Social Fund Committees of the counties are responsible for the implementation of the decentralised Funds which amounts to about 75% of total Funds.

The implementation year 2003 has been characterised by intensive work in the Evaluation Steering Group in order to supervise the preparation of the mid-term evaluation report and assure the quality. The mid-term evaluation report was submitted to the Commission on 16 December 2003.

Three meetings in the Monitoring Committee were held in 2003 in order to prepare for the mid-term review of the programme. Following the examination of the mid-term evaluation report, the Monitoring Committee finally decided not to amend the programme at this stage. . The third Annual Review meeting with the managing authority was held on 25 November 2003.

FIFG outside Objective 1

On 8 August 2000 the Commission adopted the structural programme for the period 2000-2006. An amount of €205 million is available from FIFG and total investments of €1000 million are envisaged. The major focus areas are processing, port facilities and the fleet which is in need of modernisation in order to improve working conditions, sanitary conditions and selectivity of the fishing gear. The implementation of the programme has started as expected.

Community Initiatives

INTERREG

There are three INTERREG IIIA Programmes with Germany and Denmark and one with Sweden and Denmark (continued from previous period). Denmark also participates of INTERREG IIIB and IIIC Programmes

LEADER+

The Leader + Programme (EAGGF) for Denmark was approved in 2001. The total public cost of the Leader+ Programme 2000 - 2006 is € 34 million including an EU contribution of € 17 million. The Commission has accepted the programming complement the 29th April 2002.

As result of public tender 12 local action groups have been selected. The groups cover 11 500 sq. km or approximately one fourth of the territory with a population of 593 000 inhabitants.

The Programme has a budget of € 17.0 million (EAGGF) of which € 2.9 million or 17% has been paid by now (including an amount of € 0.6 million paid in 2004 due to technical reasons).

The Mid Term Evaluation of the Program was received in December 2003.

EQUAL

There is one EQUAL Programme (ESF) (adopted in 2001). The budget is € 29.9 million, and by the end of 2002 slightly more than 7% had been paid.

After the preparatory Action 1, a total of 19 Development Partnerships were approved for Action 2 in Denmark. A major focus of the Danish EQUAL programme is the integration of refugees, immigrants and their descendants. Other issues covered by the programme are the gender divided labour market, the socially marginalised and disabled and asylum seekers.

The national thematic work started with a seminar in Odense in June 2002. There all Development Partnerships took part in the discussions on the contents and working methods of the national thematic networks. In the end four networks were set up; One on the issue of partnership, one on diversity, one on skills accreditation and finally one on gender issues.

URBAN

There is one URBAN Programme in Denmark (for the city of Århus) (approved in 2001). The allocation is € 5.3 million, of which 7% advance has been paid out.

Closure of the period 1994-1999

ERDF

By the end of 2003 there was one Programme open involving Denmark, namely one INTERREG Programme. It has not been possible to close this Programmes as necessary information on the distribution of the final payment between the participating countries (Denmark and Sweden) had not reached the Commission from the managing authorities.

EAGGF

A total of 4 programmes have to be closed and they are still under examination.

ESF

The Commission received the closing documents for all 5 programmes concerning the 1994-1999 period in March 2003. The payment requests have been processed and submitted for final payment.

4. GRECE

Objectif 1

FEDER

Les travaux de l'année 2003 ont été marqués par la préparation de l'évaluation et de la révision à mi-parcours et par la clôture des programmes de la période 1994-1999.

En mars 2003 a eu lieu la *rencontre annuelle* « 2002 » pour le CCA et les programmes « Chemins de fer », « Environnement », « Thessalie », « Epire » et « Macédoine occidentale ». Les thèmes abordés incluaient le progrès encore faible de ces PO, la mise au point du système de gestion du CCA y compris la nécessité d'une assistance accrue pour certaines catégories de bénéficiaires finaux, le programme des contrôles à mettre en œuvre, ainsi que la fiabilité des prévisions financières envoyées par les autorités grecques.

Les *rapports annuels 2002* de tous les POs ont été adoptés par les Comités de suivi en procédure écrite en juin 2003 et ensuite ont été soumis à la Commission. En général les rapports étaient satisfaisants, mise à part la section sur les indicateurs physiques (output, résultat, impact) qui laissait à désirer, ce qui dans certains cas a conduit à une demande d'informations supplémentaires. Suite à cet exercice tous les rapports ont été acceptés en septembre/octobre.

Huit grands projets ont fait l'objet d'une décision de cofinancement en 2003. Ils portent essentiellement sur les infrastructures des transports publics à Athènes en rapport avec les Jeux Olympiques et à Thessalonique (ring, aéroport). En mars 2003 a commencé l'exercice de *l'évaluation à mi-parcours*. Les premiers projets de rapports ont été évalués par les services de la Commission, discutés par les Comités de suivi de tous les PO en novembre et décembre, et soumis à une analyse critique quant à leur pertinence. Le projet de rapport d'évaluation concernant le CCA a été discuté pendant le Comité de suivi du CCA à Thessalonique le 17 décembre 2003. Ensuite, les rapports finaux, nettement améliorés, ont été envoyés à la Commission avant le 31 décembre 2003.

Les évaluations confirment que les rythmes de réalisation des programmes opérationnels sont fort différents d'un programme à l'autre et que certains programmes risquent de se voir appliquer la règle « n+2 » en 2004. Ces différences de rythme d'exécution se constatent également à l'intérieur des programmes. Si les travaux d'infrastructures avancent, des retards substantiels sont enregistrés par les mesures visant la participation du secteur privé, la recherche et les nouvelles technologies y compris la société d'information, la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'innovation dans les régions, et les actions intégrées de développement rural et urbain. Les autorités helléniques ont été invitées à utiliser davantage l'assistance technique pour la préparation des projets dans ces domaines et pour donner un plus grand soutien aux bénéficiaires finaux concernés.

Concernant la *révision à mi-parcours* du CCA et des PO, une première discussion a lieu pendant la rencontre annuelle « 2003 » à Athènes début novembre. Ensuite les Comités de suivi se sont penchés sur les propositions initiales de révision des programmes. Ces propositions de révision devront être finalisées au cours du premier semestre 2004.

La rencontre annuelle en novembre et le Comité de suivi du CCA du 17 décembre ont également servi à esquisser les grandes lignes de la distribution de *la réserve de performance*, qui pour la Grèce, comme pour tous les Etats membres, s'est basée sur une appréciation mathématique des trois groupes de critères. Celle-ci s'est avérée très sélective, conduisant à l'allocation d'un

montant de la réserve de performance à seulement 13 des 24 PO grecs. La distribution de la réserve de programmation a été utilisée pour renforcer les actions du FSE, dont la quote-part du CCA a progressé sensiblement.

Les paiements effectués jusqu'au décembre et les demandes de paiements reçues encore à la fin de l'année ont permis de constater que les PO grecs ont franchi la première application de la règle n+2 sans dérogation de la contribution communautaire.

Pendant l'année 2003 s'est poursuivi *l'audit du système de gestion et de contrôle* du CCA 2000-2006. Bien que des améliorations aient été notées, il y a toujours des faiblesses auxquelles il faudrait remédier, notamment pour les contrôles sur place des projets cofinancés.

En mars 2003, ont été reçus les dossiers de **clôture** des programmes opérationnels et initiatives communautaires de la période 1994-1999, dont à la fin du 2003 presque la moitié avait été effectivement clôturée. La préparation de la clôture des autres programmes est dans un état avancé, suite à la soumission par les autorités helléniques d'informations complémentaires en octobre 2003.

FEOGA

Le programme national monofonds FEOGA-Orientation a été approuvé par la Commission le 6.4.2001. La contribution communautaire à ce programme est de 1 233,4 Mio € pour un coût total de 3 010,2 Mio €. Les programmes régionaux plurifonds approuvés dans le courant du premier semestre 2001 représentent un coût total de 10.914,4 Mio €, une contribution communautaire totale de 7 041,7 Mio € et une contribution de 1 026,9 Mio € à charge du FEOGA-Orientation. Tous les compléments de programmation ont été également adoptés par les comités de suivi. Les comités se sont réunis pendant le mois de juin 2003. Certaines activités qui ont connu des difficultés de mise en œuvre ont dû être reconsidérées avec les autorités de l'EM. Pour 2003, les paiements ont atteint 53,7 Mio € (27/10/2003).

FIFG

The Operational Programme (OP) for 2000 – 2006 as modified the 2/12/2003 with the Commission Decision E (2003)4618 foresees a total cost of € 483.3 million. This amount includes a total public expenditure of €322 million (FIFG Contribution €211.100.000, ERDF contribution €25.495.752 and €85.476.558 National (Greek) contribution). The OP envisage private sector investments with an amount of €161.2 million private funds.

The 2003 modification was mainly an adaptation of the OP to the new developments of the CFP with the transfer of €10,5 million FIFG contribution to measures linked to withdrawal of vessels and the consequent diminishing of the measures linked to the building of new ships. The main orientations of the OP remain unchanged. A new Programming Document adapted to the modified OP was approved by the monitoring Committee (end of 2003). Declared FIFG expenditure up to the end of 2003 is €41.440.722, i.e. 19, 63 % of the total FIFG contribution.

The ERDF expenditure linked to this Programme up to the end of 2003 is approximately €2, 76 million i.e. circa 11%. A rapid acceleration of the expenditure linked to ERDF is foreseen for 2004, since many infrastructure projects have started.

All the measures of the Programme have now been activated (started) by the Managing Authority. The expenditure shows the most progress (size of the amounts related to agreed projects and generated expenditure) in the measures linked to the withdrawal of vessels and also

(to a lesser extent), to the ones linked to the aquaculture followed by processing and marketing. A simplification of the management procedures has started and should continue in the future.

LEADER+

Il n'existe qu'un seul programme pour la Grèce. Il a été approuvé le 19.11.2001. Son coût total est de 392,6 Mio € dont 182,9 Mio € à charge du FEOGA-Orientation. En 2002, l'autorité de gestion a sélectionné les 40 groupes d'action locale prévus par le programme. Les conventions entre 39 groupes d'action locale et l'autorité de gestion ont été signées début 2003. L'Autorité de gestion a également sélectionné l'évaluateur pour l'évaluation à mi-parcours, ainsi que la cellule d'animation du réseau national. Enfin le comité de suivi s'est réuni à deux reprises en 2003.

Pour 2003, les paiements effectués s'élèvent à 2,9 Mio €(27/10/2003).

5. ESPAGNE

Objectif 1

FEDER et FSE

Le bilan global de la mise en œuvre de l'année 2003 est assez satisfaisante, tant pour l'exécution des programmes que pour les exercices d'évaluation à mi-parcours et d'allocation de la réserve de performance.

En ce qui concerne l'exécution financière, le taux d'exécution pour les quatre premières années d'activité est globalement acceptable (70,8 % pour le FEDER et 69,5% pour le FSE). Cette situation, représente une accélération marquée du rythme d'exécution observé les années précédentes (48 % pour le FEDER pour la période 2000-2002) et semble indiquer que la mise en œuvre des priorités a repris une cadence de plus en plus soutenue.

Il convient, cependant, de préciser que le taux d'exécution diffère significativement, d'une part, entre les P.O. régionaux (73,09 % pour le FEDER et 74,8% pour le FSE) et les P.O. plurirégionaux (61,37 % pour le FEDER et 66,03% pour le FSE) et, d'autre part, à l'intérieur même de ces deux groupes. En effet, en ce qui concerne le FEDER, Extremadura et, dans une moindre mesure Murcie, dans les PO régionaux et « Société de l'Information » et « Lutte contre la Discrimination » dans les PO plurirégionaux présentent des taux d'absorption nettement inférieurs.

Par ailleurs, le 31.12.03 représentait la première échéance pour l'application de la règle (n+2) aux P.O. espagnols. Aucun dégageement automatique des montants FEDER ni FSE n'a été opéré en application de cette règle en ce qui concerne l'objectif 1.

Concernant les rapports annuels d'exécution, ceux-ci ont été soumis à la Commission dans les délais réglementaires et examinés par les Comités de suivis des différents PO. Bien que de qualité acceptable, les services de la Commission considèrent qu'il serait souhaitable d'améliorer l'information qualitative, notamment en termes d'indicateurs de résultat et d'impact. Par rapport à l'année précédente, les rapports disposent d'un chapitre supplémentaire consacré aux projets TEN.

Les rencontres annuelles ont eu lieu en décembre 2003. Les principaux sujets abordés ont été l'évaluation à mi-parcours et à la réserve de performance, le suivi des recommandations des rencontres précédentes, en particulier celles relatives au respect des directives communautaires sur les marchés publics et sur la TVA, et le suivi de la programmation. A ce sujet, un appel a été lancé à l'autorité de gestion pour qu'elle rende la base de données « Fondos 2000 », élément clé dans la coordination des interventions entre les administrations centrale et régionales, accessible à l'ensemble des gestionnaires.

L'évaluation à mi-parcours et la préparation de l'allocation de la réserve de performance, vu les enjeux considérables qu'ils comportent, ont bénéficié d'une grande partie des efforts consentis pendant l'année 2003.

L'évaluation à mi-parcours a été bâtie sur trois piliers fondamentaux.

En premier lieu, sur les Groupes Techniques d'Evaluation qui ont permis d'assurer, d'une part, le partenariat entre l'Etat membre et la Commission dans le suivi de cet exercice et, d'autre part,

moyennant l'élaboration d'un « Guide Méthodologique » pour l'évaluation des Programmes Opérationnels, une harmonisation des travaux d'évaluation au niveau des P.O. et de faciliter, de ce fait, l'évaluation du CCA.

Ensuite, sur les Groupes de Travail Thématiques, qui furent au nombre de trois : Egalité de Chances, Développement soutenable et Société de l'Information, qui ont sans doute permis une amélioration de l'intégration des principes horizontaux dans les travaux.

Finalement, sur des équipes de experts en évaluation indépendants qui ont garanti la rigueur et l'indépendance nécessaires à la crédibilité des résultats.

Les rapports d'évaluation ont été transmis à la Commission dans les délais réglementaires . Ils présentaient un niveau de qualité élevé et fournissaient des conclusions et des recommandations utiles sur les mécanismes de mise en œuvre, la gestion, l'efficacité et l'efficience des fonds qui constituent sans doute une base d'information intéressante, pour les différents Comités de Suivi lors de la révision à mi-parcours des interventions.

En ce qui concerne les travaux débouchant sur l'allocation de la réserve de performance, ceux-ci ont été menés au sein du Groupe Technique Réserve. Celui-ci a permis d'assurer, d'une part, la transparence et la rigueur de la démarche, et, d'autre part la validation des résultats moyennant l'application d'une méthodologie d'allocation de la réserve convenue entre toutes les parties impliquées et respectant les orientations de la Commission en la matière.

Tel que stipulé dans l'article 44. 1 du Règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil, les autorités espagnoles ont transmis à la Commission avant le 31.12.03 leur proposition d'allocation de la réserve. Celle-ci considère tous les PO globalement efficaces, à l'exception du « Programme Opérationnel Société de l'Information ». En effet, cette intervention ne satisfait ni le critère relatif à l'absorption financière, ni un des critères spécifiques d'efficacité.

FEOGA

L'année 2003 a connu une accélération dans le niveau d'exécution des programmes opérationnels espagnols¹.

Après 4 années de mise en œuvre, l'exécution financière est de 73% par rapport aux montants engagés depuis le début de la période de programmation, soit un montant de 2.026 Mio € payés sur les 2.766 Mio € engagés entre 2001 et 2003.

En mars 2003, la Commission a approuvé la modification des indicateurs communs de gestion et d'exécution financière de tous les PO en vue de l'allocation de la réserve de performance, conformément à la Communication sur la Simplification. Ensuite, ont été introduites des modifications des programmes opérationnels d'Amélioration des Structures (introduction d'une nouvelle mesure et modification du tableau financier) et Castilla-La Mancha (modification du tableau financier), ainsi que des compléments de programmation des PO des Communautés autonomes suivantes: Castilla-La Mancha (introduction d'une nouvelle mesure), Castilla-León, Cantabria et Extrémadura.

¹ 2 programmes horizontaux (un monofonds pour l'amélioration des structures de production des zones de l'objectif 1 et un plurifonds pour l'assistance technique), 9 programmes régionaux plurifonds (Andalousie, Asturies, Castilla la Mancha, Castilla y Leon, Estremadure, Galice, Murcia, Canaries et Valence) et un programme plurifonds en phasing-out (Cantabria)

Un Groupe de Travail d'Évaluation avait été créé au sein du Comité de suivi du CCA et de chacun des PO. Ces groupes ont étudié les différents rapports d'étape jusqu'à la rédaction définitive et l'envoi à la Commission fin 2003.

IFOP

Pour la période 2000-2006 le territoire couvert par l'objectif n°1 en Espagne reste le même que pour la période précédente à l'exception de la Cantabrie qui est en "phasing out". Les investissements totaux prévus s'élèvent à 3122,4 Mio € dont 1504,6 Mio € correspondent à l'IFOP. Au 30.09.2003, le programme opérationnel pluri-régional de l'IFOP a été engagé à hauteur de 66,52 % et exécuté à hauteur de 36,25% du montant total programmé.

Les investissements prévus concernent en priorité la transformation et commercialisation des produits de la pêche et la restructuration de la flotte et son renouvellement. Par contre, l'exécution de l'axe prioritaire (adaptation des capacités) a à peine commencé.

Les compléments de programmation et les critères de sélection des projets ont été adoptés par les Comités de suivi dans les délais impartis par la réglementation. Une modification du Programme opérationnel IFOP pour les régions objectif 1 a été faite suite à l'adoption par le Conseil du Règlement (CE) 1451/2001 du 28.06.2001².

L'additionnalité est vérifiée au niveau du CCA objectif 1 à l'occasion des réunions du Comité de suivi et dans les rapports annuels. En ce qui concerne le DOCUP la vérification est limitée aux rapports annuels.

Action Spécifique Maroc :

Une modification du Règlement (CE) 2561/2001 est intervenue pour prolonger les délais d'exécution des mesures socio-économiques. Des demandes de remboursements ont été faites à la Commission pour un montant de 57,5 Mio €

Action Spécifique Prestige :

Pour pallier aux conséquences de la marée noire « Prestige », plusieurs actions ont été menées avec les autorités espagnoles dans le cadre de l'IFOP. Un remboursement de 30 Mio € sur des crédits provenant de la ligne 11.0609 « Specific measure aiming to promote the conversion of vessels and of fishermen that were, up to 1999, dependent on the Fishing Agreement with Morocco » a été fait aux autorités espagnoles. En addition, 70 Mio € ont été remboursés sur la ligne IFOP pour compenser les équipages, les propriétaires des navires, les conchyliculteurs et les travailleurs de l'aquaculture.

Objectif 2

Le concours communautaire total en faveur des sept DOCUPs (Aragón, Balears, Cataluña, La Rioja, Madrid, Navarra et País Vasco) est de 2.748 Mio €. A la fin 2003 la contribution du FEDER est de 2.432 Mio € (le 88,50 %) et celle du FSE de 315million. La participation du FEDER dans chaque DOCUP se distribue parmi six axes prioritaires, tandis que le FSE est présent dans quatre priorités à Cataluña (252,63 million) et une seule dans les autres cas.

² J.O. L 198 du 21.07.2001

Les *interventions du FEDER* se déroulent à un rythme d'absorption financière très satisfaisant. . Concernant ce taux d'exécution moyen sur le total programmé, à la fin 2003 l'Espagne est le premier Etat bénéficiaire de cet Objectif (47,01% en moyenne, le global de l'Objectif 2 étant le 26,28% - voir Annexe 3), les sept DOCUPs se plaçant parmi les huit premiers de l'Union. Aucun dégagement de crédits n'est à effectuer au début 2004. Par contre, les *interventions du FSE* présentent un rythme d'exécution moins satisfaisant. Des dégagements de crédits de faible importance sont à attendre au début 2004 pour les interventions à Balears (36.576 €) et La Rioja (202.897 €).

Les *comités de suivi* ont analysé et approuvé les rapports d'exécution 2002 ainsi que des modifications des compléments de programme. Concernant les rapports d'exécution, l'approbation a été accompagnée d'observations formulées par la Commission et d'autres participants aux comités. Ces observations ont été reprises à des degrés divers dans les rapports que l'Autorité de gestion a finalement notifié à la Commission, entre le 16 juin – Rapport du DOCUP de Madrid et le 19 septembre – Rapport du DOCUP de Pais Vasco.

La Commission a jugé ces rapports conformes à la législation communautaire et en a informé l'Autorité de gestion entre le 7 août – Rapport du DOCUP de Cataluña et le 5 décembre – Rapports des DOCUPs de Madrid et Navarra.

En 2003 se sont déroulées les *rencontres annuelles* relatives à l'année 2002 (en janvier) et à l'année 2003 (en décembre).

Les rencontres relatives à l'année 2002 ont donné lieu à des observations, concernant les contentieux existants sur la transposition nationale des directives communautaires à l'égard de la passation des marchés publiques et de la TVA, ainsi que le suivi des missions de contrôle effectuées par les instances communautaires. Ces observations ayant été résolues ultérieurement par l'Autorité de gestion, elles n'ont pas donné lieu à des recommandations. Les Rencontres de l'année 2003 pourront faire éventuellement l'objet d'observations en 2004.

La structure nationale de coordination est une instance établie ad hoc par l'Autorité de gestion, avec la participation des Administrations régionales et de la Commission, en vue de coordonner certains aspects d'information, suivi et évaluation des DOCUP.. Lors de la réunion de décembre 2003, la réalisation et les conclusions des sept évaluations intermédiaires, les informations financières des DOCUP et des autres interventions structurelles dans les régions de l'Objectif n° 2, les premières ébauches des reprogrammations à effectuer en 2004 et la situation des procédures de clôtures (paiements des soldes) des POs / DOCUPs (1994-1999) intéressant ces régions ont été analysées.

Plusieurs modifications ont été effectuées en 2003 ; elles ont concerné tous les DOCUPs.. Dans ces modifications le fait le plus saillant est le transfert du FSE vers le FEDER, dans l'axe prioritaire R&D, comme résultat de problèmes d'exécution financière (il est à noter que, dans 6 des 7 DOCUPs, le FSE intervient seulement dans cet axe). Le transfert concerne les années 2003-2006 pour les DOCUPs de Balears, Navarra et La Rioja et 2003 pour les autres, le DOCUP de Cataluña gardant la dotation 2003 FSE pour les autres axes prioritaires. Les décisions modificatives inhérentes à ces changements ont été signées en août 2003 pour les DOCUPs de Aragon et La Rioja et en octobre 2003 pour les autres.

Précédemment, sur la base des analyses, accords et procédures initiés lors des derniers mois de l'année 2002, d'autres Décisions modificatives dont on avançait déjà certaines informations dans le Rapport 2002 des Fonds Structurels ont été finalement signées en 2003 :

- En mars 2003, la Décision précisant les indicateurs de gestion et de réalisation financière, communs aux sept DOCUPs, pour l'attribution de la réserve de performance à la fin 2003.
- En avril 2003, la Décision modifiant le DOCUP de País Vasco (réaffectation mineure des crédits du FEDER entre priorités, dérivée de la correcte attribution de plusieurs projets d'infrastructure de compétence locale et provinciale aux mesures y afférentes).

Les versions finales des évaluations à mi-parcours des sept DOCUPs ont été notifiées à la mi-décembre 2003 à la Commission.

Le contenu de ces évaluations a été encadré par les termes de référence, les guides méthodologiques établis en partenariat entre l'Administration espagnole et la Commission, ainsi que les documents de travail de la Commission y afférents. Le suivi des travaux a été effectué par le Groupe Technique d'Evaluation de chaque DOCUP (GTE), le Groupe Technique de Coordination des Evaluations (GTCE) et les deux Groupes de Travail Thématiques, représentatifs des deux priorités horizontales de la programmation – l'Egalité des chances et le Développement soutenable.

Quelques jours avant la notification, le Groupe Technique de Réserve (GTR), instance partenariale établie en vue de la déclaration d'efficacité ou pas des interventions, a déclaré les sept DOCUPs efficaces sur la base de la Méthodologie établie et des indicateurs de performance constatés.

L'Autorité de gestion a transmis le 22 décembre 2003 à la Commission sa proposition d'attribution de la réserve de performance. Etant donné que chaque DOCUP a été estimé performant, sur la base de la Méthodologie établie par le GTR et des dispositions établies dans chaque DOCUP, l'Autorité a proposé de distribuer cette réserve, 115 Mio € pour les zones « permanentes » et 4 Mio € pour les zones « transitoires », de façon proportionnelle au concours initial attribué à chaque DOCUP.

Objectif 3

Le CCA objectif 3 est mis en œuvre par douze programmes opérationnels (sept régionaux et cinq plurirégionaux et thématiques). Le montant total de la contribution communautaire pour ces douze programmes est de 2.222 Mio € pour la période 2000-2006, dont 846 M€ correspondent aux PO régionaux et 1.376 Mio € aux PO plurirégionaux et thématiques.

Ces programmes visent à soutenir le développement et l'amélioration des systèmes de formation professionnelle, l'insertion et la réinsertion des chômeurs sur le marché du travail en donnant la priorité à une approche préventive mise en œuvre à travers des parcours d'insertion, et les initiatives locales pour l'emploi, la promotion de la participation des femmes sur le marché du travail, la lutte contre la discrimination sexuelle, la promotion de l'insertion sur le marché des personnes défavorisées, ainsi que la promotion de l'esprit d'entreprise et de la formation tout au long de la vie pour les employés.

Le bilan global de la mise en œuvre de l'année 2003 est assez favorable. En effet, d'une part, aussi bien l'exécution physique que financière peuvent être qualifiée d'acceptables, sauf pour les PO "Sistemas de Formación Profesional" et "Asistencia Técnica", et, d'autre part les exercices d'évaluation à mi-parcours et d'allocation de la réserve de performance se sont déroulés de façon satisfaisante.

En ce qui concerne l'exécution financière, le taux d'exécution pour les quatre premières années d'activité est globalement acceptable, 67,92% pour les douze programmes (taux d'exécution de 74,86% pour les PO régionaux et de 63,64% pour les cinq PO plurirégionaux). Il convient, cependant de préciser que le taux d'exécution diffère significativement dans le cas des P.O. plurirégionaux, en effet en ce qui concerne les PO "Sistemas de Formación Profesional" et "Asistencia Técnica" les taux sont du 34,68% et 40,41% respectivement.

Par ailleurs, le 31.12.03 représentait la première échéance pour l'application de la règle (n+2) aux P.O. espagnols. Un dégageant automatique pour un montant de 2.084.055 € a été réalisé en application de cette règle concernant le PO "Sistemas de Formación Profesional".

Concernant les rapports annuels d'exécution, ceux-ci ont été soumis à la Commission dans les délais réglementaires.

Pendant les mois de septembre, octobre et décembre 2003, ont eu lieu les Comités de Suivi des PO régionaux. En ce qui concerne les cinq programmes plurirégionaux et thématiques, les Comités de Suivi ont eu lieu en novembre. Les principaux sujets abordés ont été l'évaluation à mi-parcours et la réserve de performance.

Pour les PO plurirégionaux et thématiques les rencontres annuelles ont eu lieu en novembre. Le principal sujet abordé a été la reprogrammation à effectuer en 2004.

L'évaluation à mi-parcours et l'allocation de la réserve de performance

Les rapports d'évaluation, aussi bien du CCA que des différents PO, ont été transmis à la Commission dans les délais réglementaires. Ils fournissent des conclusions et des recommandations sur les mécanismes de mise en œuvre, la gestion, l'efficacité et l'efficience des fonds qui constituent sans doute une base d'information intéressante pour les différents Comités de Suivi lors de la révision à mi-parcours des interventions.

Tel que stipulé dans l'article 44. 1 du Règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil, les autorités espagnoles ont transmis à la Commission avant le 31.12.03 leur proposition d'allocation de la réserve. Celle-ci considère tous les PO globalement efficaces, à l'exception des PO "Fomento del Empleo", "Sistemas de Formación Profesional" et "Asistencia Técnica".

IFOP hors Objectif 1

Pour la période 2000-2006 le territoire couvert par les régions hors objectif n°1 en Espagne reste le même que pour la période précédente. Les investissements totaux prévus s'élèvent à 824,5 Mio€ dont 207,5 Mio € correspondent à l'IFOP. Le document unique de programmation pour les régions espagnoles hors objectif n°1 de l'IFOP a été engagé de 59,63% et exécuté de 27,4% du montant total programmé (30.09.2003).

Les investissements prévus concernent en priorité la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et le renouvellement de la flotte.

Initiatives communautaires

LEADER+

En 2001 et 2002, la Commission avait approuvé 18 programmes LEADER+ (un programme horizontal et 17 programmes régionaux, soit un par Communauté autonome). 17 programmes

avaient fait l'objet d'une subvention globale, un seul (le Pays basque) d'un complément de programmation. Au total, 150 groupes d'action locale devraient être constitués.

Après 3 années de mise en œuvre, l'exécution financière est de 22% par rapport aux montants engagés depuis le début de la période de programmation, soit un montant de 51 Mio € payés sur les 230 Mio € engagés entre 2001 et 2003. Si les programmes ont été approuvés pour la plupart en 2001, les conventions de financement (concrétisant la subvention globale) n'ont été envoyées à la Commission et conclues qu'au courant de 2002, ce qui explique le retard pris dans la mise en œuvre de ces programmes.

Clôture des interventions de la période 1994-1999

FEDER

Parmi les 41 interventions de l'Objectif 1, au 31.12.03 seulement 10 d'entre elles avaient été clôturées. En plus, on a procédé à la clôture partielle de 9 autres. Le reste des interventions demeure en attente des informations complémentaires à fournir par l'Etat membre à la demande des services de la Commission. Toutes les ressources étant engagées, il resterait au niveau des paiements un solde légèrement supérieure à 756 Mio € c'est-à-dire, inférieur de 33 % à celui existant au 31.12.02.

Concernant l'Objectif 2, les sept P.O. 1994-1996 ont été déjà clôturés dans le passé et, à l'intérieur de la période 1997-1999, seulement le P.O. Catalogne a pu faire l'objet d'une clôture partielle.

Aucune intervention de l'Objectif 5b 1994-1999 n'a pu être soldée en 2003.

FSE

Sur 19 interventions de l'Objectif 1, au 31.12.03 seulement 5 avaient été clôturées, le reste des interventions demeure aussi en attente des informations complémentaires à fournir par l'Etat membre à la demande des services de la Commission.

Pour ce qui se réfère à l'Objectif 2, les huit P.O. 1994-1996 ayant été clôturés depuis longtemps, deux interventions 1997-1999 (Navarre et La Rioja) ont été soldées en 2003.

A l'intérieur des sept DOCUPs Objectif 5b, celui du Pays Vasco a été soldé en 2003.

En ce qui concerne l'objectif 3, sur 12 interventions, au 31.12.03 seulement 7 avaient été clôturées, le reste des interventions demeure aussi en attente des informations complémentaires à fournir par l'Etat membre à la demande des services de la Commission.

FEOGA

Les autorités espagnoles ont adressé à la Commission les documents requis pour la clôture de 47 interventions (15 PO Obj 1, 7 DOCUP Obj. 5b, 1 PO Obj. 5a, 1 DOCUP Obj. 5a, 18 PIC LEADER II, 3 PIC Interreg II, 1 Regis II et 1 Pacte territorial pour l'emploi). Ces documents ont été examinés et fait l'objet d'échanges d'information, afin de parvenir à la liquidation du solde éligible dans les meilleurs délais.

Concernant les interventions de l'Objectif 5b 1994-1999, celle de Navarre a été clôturée en 2003.

6. FRANCE

En 2003, la Commission a reçu, puis accepté, dans le respect des dispositions de l'article 37§2 du Règlement 1260/99, la totalité des rapports annuels des 31 programmes Objectif 1 et 2 et du DOCUP national objectif 3.

La rencontre annuelle entre la Commission européenne et les autorités de gestion des DOCUP Objectif 1 et 2 a eu lieu les 23 et 24 septembre et le 10 décembre 2003 pour l'Objectif 3.

Les services de la Commission, en étroite collaboration avec les autorités nationales et régionales ont organisé trois séminaires :

– *le séminaire Objectif 1, en Martinique du 12 au 14 mai*

Ce séminaire était ouvert aux différentes régions ultrapériphériques et avait pour objectif d'améliorer la qualité des DOCUP à travers l'échange d'expériences réussies sur les conditions de mise en œuvre et sur des thématiques transversales.

– *le séminaire Objectif 2, à Dijon (Bourgogne) du 2 au 4 avril*

Ce séminaire portait sur la qualité des interventions des fonds structurels et poursuivait l'objectif d'une réflexion commune sur la lisibilité de l'action publique, sur le rôle respectif de chaque partenaire et sur la valeur ajoutée de son intervention dans les programmes.

– *un séminaire Fonds Social Européen, à Paris, le 16 décembre*

Ce séminaire a permis de faire un premier bilan des interventions du FSE en France, à mi-parcours de la programmation 2000/2006, en soutien de la Stratégie Européenne pour l'Emploi. Il a permis d'alimenter la réflexion sur la mise en œuvre du FSE et sur son avenir, à l'horizon de 2007, afin de préparer la conférence européenne sur le futur du FSE, qui s'est tenue à Bruxelles les 29 et 30 janvier 2004.

En fin décembre, les autorités françaises ont transmis à la Commission une proposition d'allocation de la réserve de performance pour les DOCUP de la France métropolitaine, élaborée par la DATAR et une seconde proposition pour les quatre DOM, élaborée par le Ministère de l'Outre Mer. Ces deux propositions démontrent qu'un travail important a été réalisé pour mettre en place dans chacun des cas une méthode qui lie l'allocation financière supplémentaire au niveau de performance des DOCUP.

De même, les propositions d'allocation de la réserve de performance pour l'objectif 3 ont été adressées fin décembre par le ministère des affaires sociales, dans le cadre de la révision à mi-parcours du DOCUP objectif 3.

Objectif 1

En plus des deux régions éligibles à l'Objectif 1 à titre transitoire, la Corse et le Nord-Pas-de-Calais (Hainaut français), l'Objectif 1 en France couvrent les 4 départements d'Outre-mer (DOM).

Le montant total de l'intervention du FEDER dans les six régions françaises relevant de l'Objectif 1 s'élève à 2.292 Mio € pour 2000-2006, dont 1.908 Mio € (soit 83%) pour les quatre

départements d'Outre-mer. Le montant FEDER versé en 2003 à ces régions est de 377.130.468 € soit 16,45% de la dotation globale. Les différentes avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 625.812.468 € soit 27,3% de la dotation globale du FEDER dans les régions Objectif 1.

Le montant total de l'intervention du FSE dans les six régions françaises Objectif 1 s'élève à 938.618.020 € pour 2000-2006, dont 818 Mio € (soit 87,2%) pour les quatre départements d'Outre-mer. Le montant FSE versé en 2003 à ces régions est de 52 960 518,61 € soit 5,55% de la dotation globale de la période. Les différentes avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 343 006 265,08 € soit 36,54% de la dotation globale du FSE dans les régions Objectif 1.

Le montant total de l'intervention du FEOGA-Orientation dans les six régions françaises Objectif 1 s'élève à 675.953.218 € sur la période 2000-2006. Le montant versé par le FEOGA-Orientation en 2003 s'élève à 91.304.860 euros, soit 13,5% de l'enveloppe globale des crédits FEOGA – Orientation Objectif 1 pour la période.. Les différents paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 155.947.666 € soit 23,07% de la dotation globale du FEOGA-Orientation dans les régions Objectif 1.

Dans le domaine de la pêche, les 4 DOM et la Corse bénéficient de mesures spécifiques qui représentent 40.781.432 € sur la période 2000-2006 provenant de l'IFOP. Le montant total versé à ces régions en 2003 au titre de l'IFOP s'élève à 3.695.405 € soit 9,06% de la dotation globale. Les différentes avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 8.189.589 € soit 20,08% de la dotation globale de l'IFOP dans les régions Objectif 1.

En 2003, la Commission a adopté 2 décisions modificatives: la première vise à améliorer la bonne gestion du DOCUP en Corse et la seconde a été adoptée suite à des changements importants de la situation sociale et économique et du marché du travail en Nord-Pas-de-Calais (article 14§2 du règlement 1260/99).

La Commission a adopté 3 décisions portant sur la participation communautaire à trois grands projets :

- Le Grand projet « Déviation de Sainte-Marie », prévu dans le DOCUP de la région Réunion, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 20.936.586 € soit 55% du coût total éligible au titre de ce projet (soit 38 Mio €);
- Le Grand projet « Cité Hospitalière de Mangot-Vulcin », prévu dans le DOCUP de la région Martinique, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 46,491 Mio € soit 36,6% du coût total éligible au titre de ce projet (127 Mio €) ;
- Le Grand projet « SEVELNORD », prévu dans le DOCUP de la région Nord-Pas-de-Calais, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 2,29 Mio € soit 0,64% du coût total éligible au titre de ce projet (358 Mio €).

IFOP

Objective 1 Corsica

The SPD 2000/2006 for Corsica has a FIFG allocation of 2.3 Mio € (payment of 0.48 Mio € has been made). Strategic priorities include preserving employment, better organization and quality of production, improvement of marketing, as well as increasing production capacity in fish

farming whilst respecting marine environment. 70% of 2000-2003 FIFG funding has been committed for projects by the managing authority.

Objective 1 Guadeloupe

The SPD 2000/2006 for Guadeloupe has a FIFG allocation of 6.2 Mio € (payment of 0.47 Mio € has been made). Strategic priorities include improving port facilities and better marketing. The development of fish farming could reduce imports to cover local needs. At the end of 2003, less than 40% of the first four years' funding had been programmed for action by the managing authority.

Objective 1 Guyane (French Guyana)

The SPD 2000/2006 for French Guyana has a FIFG allocation of 7.6 Mio € (payment of 2 Mio € has been made). Strategic priorities include improving port facilities, improvement of processing and marketing, as well as introducing production capacity in fish farming. Fisheries are one of the main economic sectors of the region. The development of the fish sector could increase the regional added-value. At 31.12.2003, 70% of the 2000-2003 funding had been committed for action by the managing authority.

Objective 1 Martinique

The SPD 2000/2006 for Martinique has a FIFG allocation of 9.1 Mio € (reimbursement of 0.4 Mio € has been paid). The main objectives are to development employment, regional added-value, fish production and improve processing and marketing. The development of fish farming could reduce imports to cover more local needs. Only 25% of the 2000-2003 funding has been programmed for action by the managing authority and 14 % has been committed.

Objective 1 Reunion

The SPD 2000/2006 for Reunion has a FIFG allocation of 15.6 Mio € (first payment of 3 Mio € has been made). Strategic priorities for fish sector (one of the main economic sectors of the island) include renewing and modernizing the fleet, improving processing and marketing, increasing production capacity in fish farming, as well as innovative actions to improve knowledge of the local fishing environment and the best sustainable ways to exploit it. At 31.12.2003 about 90 % of the four first years funding had been committed for action by the managing authority.

Objectif 2

Le montant total de l'intervention du FEDER dans les 21 régions françaises bénéficiant de l'Objectif 2 sur la période 2000-2006 s'élève à 5.380.045.086 €. Le montant FEDER versé en 2003 à ces régions s'élève à 1.091.280.134 euros soit 20,28% de la dotation globale. Les différentes avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 1.785.305.950 €, soit 33,18% de la dotation globale du FEDER.

Le montant total de l'intervention du FSE dans les 21 régions françaises bénéficiant de l'Objectif 2 sur la période 2000-2006 s'élève à 881.953.914 €. Le montant FSE versé en 2003 à ces régions s'élève à 72 943 718 €, soit 8,27% de la dotation globale. Les différents avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 216 987 806,26 €, soit 24,60% de la dotation globale du FSE.

Le montant total de l'intervention du FEOGA, section garantie, programmé dans les DOCUP de l'objectif 2, au titre du développement rural dans les 21 régions françaises sur la période 2000-2006 s'élève à 768.343.047 €. Le montant FEOGA versé en 2003 à ces régions s'élève à 84.307.824 €, soit 10,97 % de la dotation globale. Les différents paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 151.537.840 €, soit 19,72 % de la dotation globale du FEOGA.

Le montant total de l'intervention de l'IFOP dans les régions hors Objectif 1 sur la période 2000-2006 s'élève à 233.700.000 €. Le montant IFOP versé en 2003 à ces régions s'élève à 14.678.566 €, soit 6,28% de la dotation globale. Les différentes avances et paiements intermédiaires effectués depuis 2000 représentent 42.239.764 €, soit 18,07% de la dotation globale de l'IFOP hors objectif 1.

En 2003, l'application des mesures de simplification adoptées par la France a conduit à des améliorations du dispositif de gestion et à un allègement des circuits financiers, ainsi qu'au renforcement de l'animation.

Ces mesures ont contribué à éviter le dégageant d'office fin 2003, à l'exception de 14,991 Mio € au titre du FSE (7 DOCUP concernés). A noter que pour les six DOCUP visés par l'objectif 1, il n'y a eu aucun dégageant d'office fin 2003.

La Commission a adopté 19 décisions modificatives. La plupart des décisions concerne la simplification des DOCUP et leur bonne gestion. Huit décisions ont été prises suite à des changements importants de la situation sociale et économique et du marché du travail (article 14§2 du règlement 1260/99).

En 2003, la Commission a adopté 6 décisions portant sur la participation communautaire aux grands projets:

- Le Grand projet « LENGLET Imprimeurs », prévu dans le DOCUP de la région Nord-Pas-de-Calais, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 0,72 Mio €, soit 1,31% du coût total éligible au titre de ce projet (54,9 Mio €) ;
- Le Grand projet « Plate-forme multimodale d'intérêt européen de Dourges-2^{ème} phase », prévu dans le DOCUP de la région Nord-Pas-de-Calais, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 17 Mio €, soit 34,41% du coût total éligible au titre de ce projet (49,4 Mio €) ;
- Le Grand projet ferroviaire « Tours – Saincaize », prévu dans le DOCUP de la région Centre, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 17,2 Mio €, soit 25% du coût total éligible au titre de ce projet (68,9 Mio €) ;
- Le Grand projet « Route Centre Europe Atlantique – RCEA », prévu dans le DOCUP de la région Limousin, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 20,95 Mio €, soit 29,55% du coût total éligible au titre de ce projet (70,92 Mio €) ;
- Le Grand projet « ATMEL Rousset Phase 3 », prévu dans le DOCUP de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 9,15 Mio €, soit 2,45% du coût total éligible au titre de ce projet (373 Mio €) ;

- Le Grand projet « Electrification des lignes vosgiennes », prévu dans le DOCUP Lorraine, pour lequel la participation du FEDER a été fixée à 16.591.250 € soit 25% du coût total éligible au titre de ce projet (66, 365 Mio €).

Objectif 3

A la fin de l'année 2003, 24% de l'enveloppe globale FSE (4,7 Mia '€) avaient été certifiés par les autorités françaises. Les paiements effectués par la Commission (y compris l'acompte de 7%) s'élevaient alors à 1 447 Mio '€ ce qui a permis d'écartier le risque d'un dégageant d'office à la fin de 2003.

L'année 2003 s'est caractérisée par la préparation de la révision à mi-parcours du DOCUP, y compris l'allocation de la réserve de performance par priorité. Cet exercice de révision a pris en compte les principaux enseignements du Rapport d'évaluation intermédiaire de l'objectif 3.

A l'issue d'un partenariat large et exhaustif conduit à la fois aux niveaux national et régional, les propositions et aménagements suivants ont été approuvés par le comité national de suivi, réuni le 17 décembre 2003.

- prise en compte de l'accompagnement des bénéficiaires du Revenu Minimum d'Activité (RMA) au titre de la mesure 3, en termes de formation, de tutorat, d'accompagnement à l'emploi,
- prise en compte de l'accompagnement des jeunes bénéficiaires du Contrat d'Insertion dans la Vie Active (CIVIS) au titre de la mesure 7,
- possibilité de gérer certaines mesures ou parties de mesures par Subvention Globale au bénéfice des Conseils Régionaux candidats,
- fusion des mesures 8 et 9 dédiées à l'Egalité des chances hommes / femmes,
- ouverture aux salariés des grandes entreprises, notamment pour ce qui relève des mutations économiques (approches préventive et curative),
- inscription de 2 nouvelles priorités transversales (vieillesse active et personnes handicapées),
- élargissement du public cible des mesures 1 et 4 (aux chômeurs et inactifs + aux adultes) au titre des formations relevant des Conseils Régionaux,
- augmentation de la dotation de la mesure 10B, dédiée aux "micro-projets associatifs",
- augmentation du taux moyen d'intervention du FSE (de 44,71% à 45,76%).

La proposition de DOCUP objectif 3 révisé a ainsi été adressée à la Commission, fin décembre, par les autorités françaises.

IFOP hors Objectif 1

The SPD "fisheries" 2000/2006 for France outside of the regions obj.1 has a Community allocation of 233.7 Mio € (all reimbursements totalling 40 Mio € have been paid). Strategic priorities are long-term management of fish resources, assisting the modernization of companies to enable them to increase their value-added and reinforcing the socio-economic situation of

local communities dependent on fishing or marine stock farming. At 31.12.2003, all committed projects perform 500 Mio € of investment with 100 Mio € of FIGF funding.

Clôture des périodes de programmation précédentes

Clôture de la période de programmation 1989-1993

A la fin de l'année 2003, seule l'intervention PIC Regis-Envireg-Stride Guyane n'était pas encore totalement clôturée : il restait un dégageant de 645.666 € à effectuer.

Clôture de la période de programmation 1994-1999

La plupart des demandes de solde ont été reçues juste avant la date limite du 31 mars 2003. Pour traiter efficacement ces nombreuses demandes, les services de la Commission ont établi un plan de priorité et procédé à des dégageants partiels. Grâce à cette méthode, le reste à liquider (RAL) qui s'élevait au 1^{er} janvier 2003 à 693,9 Mio € n'était plus que de 123,9 Mio € au 31 décembre 2003. Pendant l'année 2003, 464,8 Mio € ont été dégageants et seulement 105,2 Mio € ont été payés. En effet, les programmes de cette période ont été sous exécutés de 12% en moyenne avec un taux particulièrement élevé pour les Programmes d'initiative communautaires (-24%).

Pour le FSE, les engagements, pour la France et pour la période 1994/1999, s'élevaient à 4 470 Mio € et le RAL s'établissait à 85,857 Mio € à la fin de l'année 2003.

7. ITALIE

Objectif 1

FEDER

L'année 2003 a été consacrée, d'une part, à la poursuite de la mise en oeuvre des stratégies de développement indiquées dans le CCA et les 14 programmes opérationnels (7 programmes régionaux et 7 programmes multirégionaux) et, d'autre part, à assurer un rythme des dépenses approprié afin d'éviter le dégagement automatique des ressources par la deuxième application de la règle « n+2 ».

Pour ce qui concerne la mise en oeuvre, une bonne partie des efforts ont été concentrés sur les mesures en difficulté, afin d'éviter des blocages négatifs pour l'efficacité des interventions sur le terrain et le rythme des dépenses. Dans le premier semestre de l'année, l'exercice très détaillé de vérification de la mise en oeuvre des programmes, lancé en 2002 par le Ministère de l'Economie italien en coopération avec les Autorités de gestion, a été réitéré avec succès.

Dans ce cadre, un effort particulier a été effectué dans le domaine des transports, où 18 grands projets d'infrastructures ont été soumis à la Commission. En outre, le groupe de travail sectoriel, constitué au niveau du Comité de suivi du CCA, a intensifié son travail dans le cadre de l'analyse de cohérence de l'ensemble des interventions dans le secteur des transports dans le Mezzogiorno (cohérence entre le programme multirégional et les programmes régionaux ; cohérence entre les interventions nationales et celles cofinancées par les Fonds structurels).

Un autre élément central de la mise en oeuvre des programmes en 2003 est représenté par les projets intégrés territoriaux. Cet instrument de développement local a permis de déclencher des mécanismes partenariaux pour la conception et gestion du développement d'un territoire, autour de ses points forts et vocations. L'année 2003 a été consacrée à la mise à point de ces mécanismes et au démarrage des actions concrètes, suite aux accords de partenariat conclus après la phase de négociation.

Plusieurs programmes opérationnels ont été modifiés pour des raisons de bonne gestion. Les compléments de programmation ont été ajustés grâce à l'expérience acquise dans les années précédentes et aux premiers résultats de la mise en oeuvre des interventions. Il faut souligner, dans ce contexte, les réunions des Comités de suivi des programmes, qui ont été consacrées, dans le premier semestre, à la mise à point et à l'ajustement de la mise en oeuvre, et dans le second semestre, à la discussion des premiers résultats de l'activité d'évaluation à mi-parcours, en permettant ainsi d'anticiper certains thèmes de la révision des programmes. Tous les 14 rapports annuels d'exécution ont été reçus et ont été jugés conformes à la réglementation en vigueur.

FEOGA

Les services de la Commission ont approuvé une modification du POR Campania concernant l'adaptation d'une mesure visant la promotion de la commercialisation des produits de qualité.

Les troisièmes *rencontres annuelles* ont eu lieu à Bruxelles au mois de novembre, permettant à la Commission de lancer l'exercice de la révision à mi-parcours en partenariat avec les Autorités de gestion.

Les thèmes possibles de la révision du CCA et des programmes opérationnels ont été abordés, et pour certains aspects il a été possible de parvenir à un premier accord entre la Commission et l'Etat membre. Les rencontres annuelles ont permis aussi de faire le point sur le respect de la règle « n+2 » et sur des éléments techniques de mise à point des rapports annuels d'exécution.

La discussion sur la révision à mi-parcours a continué informellement dans les dernières semaines de 2003. Pour la fin de l'année, tous les rapports d'évaluation intermédiaires ont été transmis à la Commission.

Pour ce qui concerne l'allocation de la *réserve de performance*, le Comité de suivi du CCA a approuvé l'allocation de la réserve « nationale » de 6% au mois de mars et celle de la réserve « communautaire » de 4% au mois de décembre.

L'Italie est l'Etat membre qui a mis en jeu, dans ce contexte, le pourcentage plus élevé de ressources, avec des mécanismes transparents et agréés au préalable entre les Autorités de gestion et la Commission. Le monitoring des critères d'évaluation a été assuré par un groupe d'experts indépendants.

L'exercice de la réserve a montré des résultats positifs, notamment pour ce qui concerne l'avancement institutionnel des programmes (surtout au niveau régional), qui était l'élément central d'évaluation pour l'allocation de la réserve nationale. Dans ce contexte, les programmes qui ont montré les meilleures performances sont les programmes régionaux Basilicata et Campanie et les programmes multirégionaux Développement Local et Education.

Les résultats de l'allocation de la réserve communautaire de 4% ont montré que les programmes plus performants ont été Puglia et Sicile pour les régions et Education et Recherche pour les programmes multirégionaux.

Dans les deux exercices, les programmes Calabre et Transports ont montré des performances assez faibles.

Il est à souligner que suite à l'expérience au niveau du CCA, les Autorités italiennes ont estimé opportun de proposer ce mécanisme pour l'allocation dans certains cas des ressources nationales.

En ce qui concerne *l'exécution financière*, l'effort d'accélération des dépenses a permis d'éviter des dégagements automatiques sur base de la règle « n+2 », sauf pour le programme multirégional « Développement local », où un problème persiste et un montant d'environ 1,3 M€ pourrait être dégagé dans le cadre du FSE.

IFOP

The operational programme for 2000-2006 has an FIFG allocation of € 122 million, mainly devoted to fleet measures. Strategic priorities include adjusting fishing effort to the fish resources available (€80.025 million), fleet renewal (€37.975 million) and technical assistance (€ 4 million). Other fisheries measures for objective 1 regions are contained in separate programmes for each of the regions concerned. At 31.12.2003, €49.506 million had been spent – mainly on scrapping of boats.

Calabria

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of € 18.6 million. At 31.12.2003, a first advance of €1.3 million has been paid, and a first intermediate payment of € 0.25 million has been reimbursed. Strategic objectives include protection and development of fish stocks, aquaculture, processing and marketing, improving port facilities, socio-economic measures, actions undertaken by professionals, innovative actions and promotion.

Campania

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of €38 million, of which at 31.12.2003, € 5.442 million has been paid. Strategic objectives include protection and development of fish stocks, aquaculture, processing and marketing, improving port facilities, socio-economic measures, actions undertaken by professionals and promotion.

Molise

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of €0.46 million mainly for aquaculture.

Puglia

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of €30 million, of which at 31.12.2003, a total €2.915 million has been paid. Strategic objectives include protection and development of fish stocks, aquaculture, processing and marketing, improving port facilities, socio-economic measures, actions undertaken by professionals, innovative actions and promotion.

Sardegna

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of € 27 million. At 31.12.2003, € 2.855 million has been paid. Strategic objectives include protection and development of fish stocks, aquaculture, processing and marketing, improving port facilities, socio-economic measures, actions undertaken by professionals, innovative actions and promotion.

Sicilia

The operational programme for 2000-2006 has an FIG allocation of € 50 million. At 31.12.2003, €5.303 million had been paid. Strategic objectives include promoting local produce, improving the local fishing environment and better working conditions, processing and marketing.

Objectif 2

L'année 2003 a été consacrée à la mise en œuvre des stratégies de développement prévues dans les 14 Docup des régions italiennes de l'objectif 2, avec une attention particulière aux secteurs qui ont fait l'objet d'un « encadrement » programmatique (notamment « eau », « déchets », « Innovation » et « Société de l'Information ») ainsi qu'aux dispositions horizontales de mise en œuvre (notamment monitoring, information et publicité, contrôles).

L'aspect de l'exécution financière a fait l'objet d'un suivi très attentif, vu que l'année 2003 a aussi été la première année d'application de la règle « N+2 ». Les données du système national de monitoring au 30.9.2003 (dernières disponibles) indiquaient un niveau moyen d'engagements et de paiements, par rapport aux montants programmés, respectivement de 26% et de 12%. Pour ce qui est des paiements, en particulier, la situation est assez variables entre les régions avec les meilleures performances pour Valle d'Aosta, Toscana et Bolzano, qui se situent à 34%, 23,7% et 21,2%.

L'effort d'accélération des dépenses a produit le résultat qu'aucun dégageant automatique ne sera effectué sur base des dépenses déclarées au 31.12.2003.

Au niveau des ajustements des documents de programmation, un certain nombre de Docup ont été modifiés pour des raisons de bonne gestion, notamment pour éclaircir la situation des dépenses non éligibles du secteur privé. Les Compléments de programmation ont aussi été ajustés pour tenir compte, notamment, des premiers résultats de la mise en œuvre des interventions (adaptation des critères de sélection des projets, des procédures de mise en œuvre des actions...).

Tous les rapports annuels d'exécution des 14 Docup ont été reçus et ont été considérés conformes à la réglementation en vigueur ; des ajustements de contenu ont souvent été demandés en vue d'en accroître la qualité.

En vue d'améliorer le degré de coordination dans la mise en œuvre des Docup et permettre l'échange d'expériences, une rencontre a été organisée au mois de mai à Bologne avec les administrations centrales et régionales italiennes concernées. Lors de cette rencontre, les thèmes de l'avancement financier des Docup (à la lumière de l'application de la règle « N+2 »), des modalités de modification des documents de programmation, de la mise en place des encadrements sectoriels (pour l'eau, les déchets et la Société de l'Information), de la réserve de performance et de l'application de l'article 29.4 du Règlement 1260/99 sur les infrastructures génératrices de recettes, ont été traités. L'exigence a aussi été soulignée de mieux suivre (notamment par le biais des rapports annuels) les résultats de l'application concrète des principes de coordination des interventions des différents Fonds structurels sur un même territoire, établis dans les Docup et les Compléments de programmation.

Les Comités de suivi qui ont eu lieu en 2003 ont permis un monitoring de l'exécution des Docup, du double point de vue de la mise en œuvre de la stratégie et de l'exécution financière.

Les rencontres annuelles 2003 ont eu lieu en novembre à Rome et avaient comme but notamment de finaliser la mise au point des Rapports d'évaluation intermédiaire et de lancer la réflexion sur la révision à mi-parcours des Docup ; les aspects relatifs à l'ajustement éventuel des rapports annuels et à l'exécution financière, à la lumière de la règle « N+2 », ont aussi été traités.

Pour ce qui est des deux points principaux, les draft des Rapports d'évaluation ont été commentés en vue de parvenir à l'envoi, en fin d'année, de documents de qualité. Pour la fin de l'année, tous les Rapports d'évaluation ont été transmis à la Commission.

Quant à l'exercice de révision à mi-parcours, il a été mené sur base d'un document (« non paper ») d'orientation préparé par les services de la Commission à l'intention des régions italiennes de l'objectif 2. Les réunions ont permis de dégager un premier accord avec les autorités italiennes sur un certain nombre de principes généraux (notamment : confirmation des stratégies générales des Docup mais réinterprétation à la lumière des conclusions des Conseils de

Lisbonne et Göteborg, rationalisation des régimes d'aide qui ne devraient pas augmenter leur poids relatif, amélioration du système de monitoring, amélioration du degré de coordination entre les actions financées par les fonds structurels) qui constitueront une sorte de « plateforme » en vue du démarrage des discussions officielles sur la révision. Des hypothèses de révision plus spécifiques au niveau des différents Docup ont également été commentées lors des rencontres bilatérales.

En ce qui concerne l'attribution de la réserve de performance, des critères et mécanismes clairs (ayant trait au degré de réalisation physique et financière des Docup ainsi qu'à la mise en place des systèmes de monitoring, de contrôle et d'évaluation) ont été agréés au préalable avec les autorités italiennes et un Groupe technique a été créé auprès du Ministère de l'Economie, avec la participation des autorités régionales.

Le Groupe, sur base des rapports préparés par les autorités de gestion quant au respect des critères méthodologiques convenus, a élaboré une proposition nationale d'allocation de la réserve aux Docup des régions de l'objectif 2, que les autorités italiennes ont transmis à la Commission fin décembre 2003.

Objectif 3

L'évolution du contexte économique et social dans les zones de l'objectif 3 en Italie montre une augmentation continue du taux d'emploi; dans ces régions le chômage est bas, et parfois très bas, tandis qu'il reste élevé au Sud. Les prévisions du Ministère du travail quant au taux d'emploi en 2010 sont assez optimistes, en pointant un résultat de 68% (il est de 55% à présent, 61% au Centre Nord et 43% au Sud).

En ce qui concerne les résultats de la mise en œuvre, les quinze programmes couvrant aujourd'hui les régions objectif 3, sont pleinement opérationnels et leur avancement financier fait ressortir que les engagements dépassent 55% sur le total des ressources 2000-2006 et les dépenses 28%, ce qui est un excellent résultat.

Aucun programme de l'objectif 3 n'a fait l'objet d'un dégageement automatique.

En terme de réalisations, les services pour l'emploi sont opérationnels et bien développés et constituent un succès majeur. L'avancement de tous les axes est satisfaisant. En ce qui concerne les autres thèmes clés de la stratégie, l'exclusion sociale ainsi que les mesures axées sur le thème de la promotion de l'égalité de chances font toujours l'objet d'une forte attention par la plupart des Autorités de gestion. La formation tout au long de la vie présente encore de difficultés de mise en œuvre et un certain retard de réalisation; une attention particulière devra aussi être consacrée à l'avenir à la formation relative à la recherche scientifique, au développement technologique, et au soutien de l'esprit d'entreprise, domaines dont la mise au point se révèle laborieuse.

La valeur ajoutée du FSE est particulièrement perçue au niveau régional, où les autorités de gestion affirment que le NAP italien se réalise grâce au soutien du FSE, dont la contribution permettrait aussi aux objectifs nationaux d'être atteints.

L'évaluation à mi-parcours a mis en exergue, outre le bon niveau de réalisation, l'impact très fort que les activités financées par le FSE ont sur la réalisation des objectifs de la Stratégie Européenne de l'Emploi. L'évaluation a été également fondamentale pour la révision à mi-parcours des programmes de l'objectif 3 en Italie. Cette révision n'a pas apporté de changement radical à la structure de la programmation.

Enfin, en ce qui concerne l'attribution de la réserve de Performance, toutes les Autorités de Gestion ont atteint un bon niveau d'efficacité et ont bénéficié, en différentes mesures, des fonds prévus par cette enveloppe financière

FIFG outside Objective 1 Regions

The SPD for 2000-2006 has an FIFG allocation of €99.6 million, of which €46.100 million are for fleet measures (adjustment of fishing effort and fleet renewal). Another €30.256 million are devoted to protection and development of aquatic resources, aquaculture, fishing port facilities, processing and marketing, and inland water fisheries, whereas the FIFG allocation for other fisheries measures such as small-scale coastal fishing, socio-economic measures, actions undertaken by professionals, promotion and innovative actions, amounts to € 18.244 million. Technical assistance receives an FIFG allocation of €5 million. At 31.12.2003, €29.766 million had been spent – mainly on scrapping of boats and aquaculture.

8. IRELAND

Objective 1

ERDF

The implementation of the ERDF in five Irish Objective 1 programmes – Economic & Social Infrastructure, Productive Sector, Technical Assistance, Border, Midland & Western Region and Southern & Eastern Region – continued at a generally increasing pace in 2002. In the Economic and Social Infrastructure programme, for example, a number of major projects in the roads and public transport sectors were completed. Also, in the programmes for the Border, Midland & Western Region and Southern & Eastern Region, progress continued in the roll out of broadband infrastructure, while in the Productive Sector programme, significant support continued for Research & Development activities. Payments for a total of €293 million were made to the programmes, including an amount of €224 million to the Economic and Social Infrastructure Operational Programme.

A major task in 2003 was the completion of the Mid Term Evaluation and Mid Term Review of the Community Support Framework and Operational Programmes. Overall, the mid-term evaluations concluded that the strategies underpinning the programmes remain valid, and in particular the importance of addressing Ireland's infrastructure deficit. This was reflected in the Commission's acceptance in the Mid Term Review of the Irish proposal to allocate the entire amount of the Performance Reserve to road and public transport in the Economic & Social Infrastructure programme.

EAGGF

The low EAGGF spending up to the end of 2002 under the on Farm investments measures (Farm Waste Management and Dairy Hygiene) resulted into the decommitment of around €5 million due to the implementation of the N+2 rule for the 2000 appropriations. The EAGGF absorption of EU funds under the on Farm investments measures was still low in 2003 and the N+2 rule for 2001 appropriations could be implemented again.

Adjustments of the eligibility conditions in these schemes (higher investment ceiling, grant rate and income ceiling for applicants) aiming at increasing interest between farmers were proposed by the Irish authorities and accepted by the Commission. Implementation of the Nitrate Action Plan will lead into an increased demand for on-farm investments. The Irish authorities proposed to widen the range of co-financed measure under the Regional OPs and the Commission adopted in December 2003 a decision approving such proposal. These changes to the programmes would facilitate keeping EAGGF spending in track from 2004 onwards.

Payments on the other EAGGF-funded measures were proceeding well.

Mid Term Evaluation reports for Objective 1 regions were sent in by the end of 2003. Although problems in the implementation of the EAGGF funded measures were identified no reallocation of funds was recommended.

ESF

85% of ESF support to Ireland is concentrated in the Employment and Human Resources Development OP (EHRD OP), which is structured around the four pillars of the European

Employment Strategy. Other programmes receiving ESF support are the Regional OPs, in which ESF is used for investment in childcare, and a small share goes to the PEACE OP and the EQUAL Community Initiative. Although implementation continued to be slow under the entrepreneurship and equality pillars in the EHRD OP, this programme as well as all the others met the N+2 target by the end of the year. In addition, efforts were undertaken by the Irish authorities to increase activity and spend for the in-company training measures, which also form part of the recommendations to Ireland in the context of the European Employment Strategy (EES). The contribution of the ESF to the EES was confirmed by the ESF seminar which took place in Dublin on 21 November and the Midterm Evaluations (MTE) which were completed timely for all Irish OPs. For the EHRD OP, the MTE recommended that funding should remain broadly similar to that which was provided but there should be a greater focus on measures for the short-term unemployed to prevent the drift to long-term unemployment. It also recommended a greater focus on training for those at work and on lifelong learning.

Annual reports were received on time and the Annual Review meeting with the Irish authorities was held on 4 November.

ESF payments amounted to slightly over €105 million.

FIFG

Productive Sector

For the period 2000-2006 for this operational programme, the FIFG contribution is €42 million of which €24.5 million goes to the Border, Midlands and West region and €17.6 million to the Southern and Eastern region. The Sea Fisheries Development Priority funding will be provided primarily to meet the strategic objective of enhanced safety, quality and competitiveness of the fishing fleet. In June 2002 all public and Community aid for the fishing fleet was suspended until the national authorities provided an up-to-date and complete fishing fleet register. Hence only €10 million has been paid so far.

Border, Midland and Western region

For the period 2000-2006 for this operational programme, the FIFG contribution is €16 million to be expended under the Aquaculture sub-measure of the Fishery Harbours, Gaeltacht/Island Harbours and Aquaculture measure of the Local Enterprise Development Priority (sub-programme). After a slow start spending is starting to pick up (€4 million in payments).

Southern & Eastern region

For the period 2000-2006 for this operational programme, the FIFG contribution is €9.6 million to be expended under the Aquaculture sub-measure of the Fishery Harbours, Gaeltacht/Island Harbours and Aquaculture measure of the Local Enterprise Development Priority (sub-programme). After a slow start spending is starting to pick up (€2 million in payments).

Community Initiatives

LEADER+

After the late approval of the programme in 2001, the Leader groups were only effectively up and running in 2002. After a slow starting of the programme, spending increased at the end of

2002 and in 2003. So that approximately 46% of the planned OP spent was absorbed by the end of 2003. Spending for projects financing was for was reasonably good.

Evaluation report was sent in by the end of 2003. An update is due by end 2004. Recommendations for actions aiming at increasing the efficiency of the programme were made.

PEACE II

A first application for an intermediary payment was received by the end of 2003. The spending remains very low and it will be difficult to avoid the application of the N+2 rule on the outstanding commitments. The list of eligible rural development measures was completed with a new measure regarding the encouragement of tourist activities.

Closure of 1999-1999 programmes

ERDF

Applications for final payment for the 16 Irish programmes funded by the ERDF that were not previously closed were submitted by the deadline of 31 March 2003. The total funding from the ERDF committed to these programmes was €2015 million and the balance to pay amounted to €123 million. By the end of 2003, the procedures for closing the programmes were at an advanced stage of completion.

EAGGF

In addition to the final claims and final reports for three programmes: LEADER II (including Leader Networking), OP for Agriculture, Rural Development and Forestry (including Objective 5a measures) and Food sub-programme (EAGGF-funded) under the OP for Industry, the closure documentation was also received for Interreg for Ireland-N.Ireland, PEACE I and OP for Local Urban and Rural Development.

ESF

Closure documents for the six Irish programmes receiving funding through the ESF were received with the 31 March 2003 deadline. Since then, the article 8 closure statements, final reports and the final payment claims have been analysed. For some OPs, additional information was requested and by the end of 2003, two programmes were definitively closed, the remaining four were at an advanced stage of the closure process.

9. LUXEMBOURG

Objectif 2

Pour rappel, le DOCUP objectif 2 du Grand-Duché de Luxembourg a été adopté à la fin de 2001.

Après une année 2002 dédiée en grande partie à la préparation du « complément de programmation » et à l'appel public à projets, l'année 2003 a été consacrée à l'analyse des propositions de projets soumises par les promoteurs publics et privés. Ainsi, les premiers projets ont pu être formellement sélectionnés courant 2003, avec une intensification des sélections au deuxième semestre, suite à un renforcement de l'équipe d'assistance technique auprès des gestionnaires du programme (Ministère de l'Economie).

Le comité de suivi du programme s'est réuni à trois reprises en 2003, à l'initiative du Ministre de l'Economie et des Transports, autorité de gestion du programme. La Commission a participé activement aux travaux de ce comité. Par ailleurs, le premier examen annuel des résultats du programme a eu lieu en 2003 (novembre); il a permis à la Commission et aux autorités luxembourgeoises de passer en revue les résultats de la gestion et les aspects sur lesquels des efforts doivent être poursuivis (notamment la sélection des projets et leur mise en œuvre concrète).

2003 a également été l'année du lancement et de la réalisation de l'évaluation à mi-parcours du programme ; cette évaluation a été effectuée par un évaluateur indépendant, conformément aux prescriptions réglementaires. Les travaux en la matière ont été surtout concentrés sur les derniers mois de l'année (pour tenir compte des projets sélectionnés) et le rapport final de l'évaluateur a été jugé de bonne qualité, compte tenu notamment des contraintes de temps qui ont pesé sur sa mission.

Enfin, l'Etat membre a formellement communiqué à la Commission en décembre sa proposition en vue de l'allocation de la réserve de performance (3 Mio€) à mi-parcours ; cette proposition ainsi que le rapport final d'évaluation serviront de base à la discussion pour la révision à mi-parcours du programme en 2004.

En ce qui concerne les paiements, les premières demandes de paiements intermédiaires ont été présentées à la Commission en 2003, ce qui devrait permettre de respecter la règle « n + 2 » pour la tranche annuelle 2001 du programme.

Objectif 3

Le rapport annuel 2002 présenté en juin 2003 et débattu entre la Commission et le Luxembourg en novembre a fait apparaître peu de problèmes marquants. L'état d'avancement du programme se présente comme suit: une sous-consommation est à constater ou à craindre pour les axes 1 ("Prévention du chômage et politiques actives de l'emploi") et 3 ("Lifelong learning, promotion de l'adaptabilité et esprit d'entreprise), alors que les autres axes se portent bien. Ces constats, corroborés par l'évaluation à mi-parcours du programme menée en 2003 et par les conclusions d'un séminaire "Stratégie européenne pour l'emploi et Fonds social" organisé le 26 novembre de la même année, fondent les principes de la révision à mi-parcours et de l'attribution de la réserve de performance qui ont été décidés par le comité de suivi en décembre 2003 et janvier 2004: outre le projet de refinancer l'axe 3 par l'attribution de la réserve de performance (+ 1.712.000 €), les autorités de gestion ont proposé de renforcer, dans le cadre de la révision à mi-parcours, le

lien entre SEE et fonds social, en mettant par exemple l'accent sur un renforcement des mesures destinées aux travailleurs âgés.

Deux demandes de paiement intermédiaires ont été présentées en 2003 pour ce programme qui par ailleurs n'a pas subi de dégageant dans le cadre de l'application de la règle N+2. Les niveaux de dépenses présentées au paiement du FSE à la fin 2003 ont ainsi atteint 33,76% des subsides disponibles.

Initiatives communautaires

LEADER+

L'année 2003, peut-être considérée pour le Grand-Duché de Luxembourg comme la première de la mise en œuvre effective du programme Leader+. En effet, le complément de programmation a été soumis à la Commission après approbation du Comité de suivi et les GAL (Groupe d'action locale) ont traité les premiers projets.

La période 2001-2003 se solde par une dépense totale de 1.204.995€ dont 247.994€ à charge du FEOGA-Orientation soit 12% de l'allocation globale.

Le rapport relatif à l'évaluation à mi-parcours a également été soumis. Des conclusions, pouvant conduire à une modification du programme, seront tirées lors de l'examen de la mise à jour, prévue pour le premier semestre 2005.

Clôture de la période de programmation 1994-1999

FEDER

Le FEDER est présent dans une dizaine de programmes luxembourgeois de la période 1994-99 (DOCUP objectif 2 ou 5b, initiatives communautaires...).

Les autorités luxembourgeoises ont soumis toutes leurs demandes de clôture pour le FEDER à la date limite réglementaire du 31 mars 2003. Toutes ces demandes ont ensuite été examinées par les services de la Commission (rapports finals d'exécution, demandes de paiement du solde, déclarations indépendantes dites de l'« article 8 »).

Les services ont fait part aux autorités luxembourgeoises de leurs observations et demandes de clarifications nécessaires à la clôture administrative et financière des programmes. A la fin de l'année 2003, aucun programme n'a pu être clôturé (déclarations « article 8 » non conclusives, rapports finals à compléter...).

FSE

Les autorités luxembourgeoises ont soumis toutes leurs demandes de clôture pour le FSE à la date limite réglementaire du 31 mars 2003. Toutes ces demandes ont ensuite été examinées par les services de la Commission (rapports finals d'exécution, demandes de paiement du solde, déclarations indépendantes dites de l'« article 8 »).

Les services de la DG Emploi ont fait part aux autorités luxembourgeoises de leurs observations et demandes de clarifications nécessaires à la clôture administrative et financière des programmes. A la fin de l'année 2003, aucun programme n'a pu être clôturé (déclarations « article 8 » non conclusives, rapports finals à compléter...).

FEOGA

L'ensemble des rapports finaux et articles 8 ont été fournis à la Commission fin mars 2003. A fin décembre, aucun programme n'a pu être clôturé : les différents documents ayant nécessités des demandes d'informations complémentaires.

10. THE NETHERLANDS

Objective 1

For Flevoland, the only objective 1 programme, most attention in 2003 was devoted to the mid-term evaluation. With the draft evaluation report as starting point, a Strategy Day was organized in September which brought together everyone involved in the management and implementation of the program. In a number of working groups, the different aspects of the program were discussed and recommendations for improvement were made. The results were fed back into the final report, which was approved at a special Monitoring Committee on 1 October 2003. On the basis of the report, the program management prepared an extensive position paper, in which the analyses and recommendations from the evaluation report are translated into proposals for adaptation of the Single Programming Document and Program Complement.

As to the financial execution, the programme gained speed in 2003. By the end of the year, the level of expenditure had advanced well enough to fully absorb the budget available under the 2001 commitments.

The program also achieved the targets for allocation of the performance reserve, amounting to € million, which will be allocated to the more successful and effective measures.

Following the application of the “n+2” rule at the end of 2002, the de-commitment of some €70,000 of the EAGGF-instalment for 2000 was decided in 2003 and a modifying decision adjusting the financial tables for the program was adopted. (Commission Decision No C(2003) 4502 of 25/11/2003)

The EAGGF expenditure targets set for the end of 2003 to avoid automatic decommitment were met in the programme.

Within the Single Programming Document 2000-2006 for the regions of objective 1, adopted by the Commission on 27 July 2000, an amount of € 6,0 million has been allocated to FIFG-measures. The envisaged investment mainly concerns the adjustment of fishing effort and the processing and marketing of fish.

By the end of 2003, reimbursement claims for 33 % of the FIFG allocation had been submitted to the Commission.

Objective 2

The mid-term evaluation was also a central issue in the 4 Dutch objective 2 programmes. Mid-term evaluation reports were prepared, discussed, approved and submitted to the Commission by November 2003.

Progress in implementation of the programs accelerated in 2003. By the end of the year, progress in the financial execution of the programs was sufficient – in some cases with a wide margin – to avoid application of the n+2 rule. All of them also achieved the targets for allocation of the performance reserve. The Dutch government has therefore proposed to allocate the available total of €30 million for objective 2 regions and €6 million for phasing-out regions on a pro rata basis to each of the 4 programmes.

Proposals for adjustments to the programmes are in preparation. The changes involve mainly the adjustment of the financial tables, including the allocation of the performance reserve, but in some cases the modification of the SPD description of priorities and measures was considered appropriate. For example, the impact of the animal diseases in the years before is still felt, in particular in the Southern and Eastern parts of the country. Following discussions between the Commission, national ministry and program management, the rural policy measures of these programs will be reviewed.

The Annual Review Meeting was held on 12 December in the north-eastern town of Assen. As before, considerable attention was devoted to the continued difficulties that programs encounter in assuring the necessary national co-financing for their actions.

Objective 3

The mid-term evaluation was also a central issue in the Dutch objective 3 programme. The report was prepared in time which allowed for an thorough discussion with all the stakeholders during a national ESF seminar held in The Hague in November. It was then approved by the Monitoring Committee and submitted to the Commission by December 2003. The main conclusion of the midterm-evaluation is that the priority structure of the programme is still relevant. Just a modification in the description of the first two measures is needed so that the first measure can be fully dedicated to the unemployed, disabled and otherwise inactive and the second measure is geared towards the employed and otherwise active part of the labour force.

The mid-term evaluation points out that improved and more intensive information, support and advice could increase the take-up of the programme, make the implementation smoother and help to restore confidence in the ESF in the Netherlands. Rigid, burdensome rules should as far as possible be relaxed and simplified. An important area where improvements could be made is in the preparations for the final evaluation of the Objective 3 Programme through a better monitoring system.

The Dutch government has proposed to allocate the available performance reserve of €76 million to the two best performing measures in the programme. €3.5 million will go to the measure for training of workers and €12.5 million to the measure in the lifelong learning priority for combined working and learning trajectories. The external evaluator agreed that these are the two best performing measures, both in terms of financial absorption and in the sense that these two measures overlap the least with existing national programmes.

It was also proposed, as part of the mid-term review, to double the budget for innovative local action in the fourth measure from 1 to 2% of the budget, in line with article 4(2) of Regulation (EC) No 1784/1999. The Dutch authorities decided to rewrite the full text of the SPD to make the document once more up to date. The Dutch authorities presented the revised version of the single programming document together with their proposals for the mid-term review to the Commission at the end of December 2003.

In September of 2003 a first Commission decision was taken under the n+2 rule to decommit an amount of €2.2 million at the expense of the 2000 tranche. Similarly an amount of €25.7 million that was put in reserve must now also be decommitted at the expense of the 2000 tranche. Although progress in financial execution of the program improved in 2003 it was by the end of the year not sufficient to avoid another application of the n+2 rule. An amount of €167 million of the 2001 tranche will have to be decommitted in 2004. The proposals for adjustment of the programme under the mid-term review are in preparation. The financial table is modified to include both the allocation of the performance reserve and the n+2 decommitments.

The Annual Review Meeting was held in September in Rotterdam. The discussion focused at a series of new project proposals and at finding ways to improve programme implementation in order to increase absorption.

FIFG outside Objective 1 Regions

The Structural Programme Fisheries for the regions outside objective 1 has been submitted to the Commission on 29 December 2000 and provides a FIFG-allocation of € 32,1 million. The programme was only approved on 17 January 2002 and covers the period 2001-2006.

By the end of 2003 a total reimbursement claim covering 25,4 % has been submitted to the Commission.

Community Initiatives

LEADER+

The 4 Leader+ programmes are running at cruising speed at the moment. The targets for the EAGGF spending for the annual tranches 2001 were met by the end of 2003. However, due to an administrative mistake, the Leader+ programme North did not send a receivable payment application before 31.12.2003 and will submit an automatic decommitment of 499.097 Euro.

In 2003 the Mid Term Evaluation of all 4 programmes took place. All 4 programmes were evaluated by the same evaluation bureau in a common exercise. The evaluation reports were considered of acceptable quality. No major adaptations for the programmes were suggested in the current programming period.

The Commission received the annual reports on the implementation of the programmes in 2003.

On 4 December 2003 the second annual review meeting for Leader+ was organised in Zwolle.

Closure of the previous programming periods

In 2003, 4 more programmes from the 1994-1999 period involving objective 2, Interreg and Community Initiatives interventions could be closed.

For the remaining 22 programs of the 1994-1999 period with an ERDF component, the closure procedure is still on-going. All closure documents were submitted by 31 March 2003, but in a number of cases, the analysis of the closure documents gave rise to requests for clarification, additional information, or improvements of the documents. Nevertheless it is expected that it will be possible to close the majority of these programmes in the course of 2004.

EAGGF

The final reports, final claims and closure statements required for closing all of the 1994-1999 programmes have been received on time. A lot of insufficiencies in these documents however lead to a difficult closure exercise. By the end of 2003 non of the SF programmes with EAGGF contribution could be closed.

11. AUSTRIA

Objective 1

ERDF

During the year 2003, the main feature of the implementation of ERDF assistance was the follow-up of changes to programming documents already approved and the mid-term evaluation. The Commission approved the fourth amendment to the SPD of the Burgenland Objective 1 in October 2003. The change applies to the list of State aid schemes to include all the schemes currently necessary for implementation and to the financial tables.

The amendment to the Programme Complement was approved by the fourth Monitoring Committee meeting in June and accepted in November 2003 after adoption of the new version of the Burgenland SPD.

The “2002 annual report” was submitted to the Commission in June 2003 and was approved in August. The financial data corroborate the trend that, especially in the fields of human resources, infrastructure, research and development and tourism marketing, the programme is on schedule. For measures part-financed by the ERDF the SPD accounts for €174 million; by the end of 2003 the Commission had reimbursed €81 million.

The final report of the mid-term evaluation has been received on December 19th, 2003.

The SPD includes €55 million for Human resources measures financed by the ESF. By the end of 2003 the Commission had reimbursed €22 million.

The SPD includes €42 million for agricultural and rural development measures part-financed by the EAGGF out of a total cost of €157 million; by the end of 2003 the Commission had paid €19 million.

ESF

The total ESF commitments amount to €55 million. Some €20 million were paid by the end of 2003. The ESF implementation does not present any problems. The n+2 rule does not constitute any risk.

FIFG

Within the Single Programming Document 2000-2006 for objective 1 regions in Austria, adopted by the Commission on 7 April 2000, an amount of €0,8 million has been allocated for FIFG-measures. It mainly concerns aquaculture.

The progress of implementation is very slow. Until the end of 2003 the Austrian authorities have submitted reimbursement claims covering in total 11 % of the FIFG allocation.

Objective 2

ERDF

After a late start in 2001, the year 2003 was the second full year of implementation and there are differences in the financial implementation between the various Objective 2 programmes. According to the annual reports and presentations made by the managing authorities at the annual meeting, the Objective 2 programmes for Lower Austria and Vorarlberg are the most successful in terms of expenditure which have been made so far, the Objective 2 programmes for Styria and Vienna are lagging behind.

The Monitoring Committees were held in June 2003 in Vorarlberg (Vorarlberg, Tyrol, Salzburg and Upper Austria and Vienna) and in Styria (Lower Austria, Styria, Carinthia and Vienna). At the meetings, changes to the SPD and the programme complements and the first results of the mid-term evaluation were discussed.

In the reporting year there has been at least one amendment to every Objective 2 programmes in Austria. In most cases the changes apply to the list of state aid schemes to include all the schemes currently necessary for implementation (Objective 2 programmes for Austria - Carinthia, Lower Austria, Styria, Salzburg, Tyrol, Upper Austria, Vienna and Vorarlberg). In the Objective 2 programmes for Lower Austria, Salzburg, Tyrol, Upper Austria, Vienna and Vorarlberg there have been changes to the financial tables (financial transfers between priority axes).

The annual meeting with the Management Authorities for Objectives 1 and 2 in Austria took place on 27 November 2003. The first part was devoted to the results of the mid-term evaluation implementation of the programmes with presentations made by the managing authorities. After a discussion, the second part of the meeting dealt with the implementation of the programmes (with presentations made by the managing authorities) administrative topics and all the issues concerning the annual reports, experiences of programme management and with thematic discussions (simplification of the administration of Structural Policy, Future of Cohesion policy). The final report of the mid-term evaluation have been received on December 19th, 2003 and deemed acceptable.

ESF

The ESF is covered by three programmes: Carinthia, Styria and Vienna. The total ESF contribution amounts to €28 million (Carinthia €3.9 million, Styria €20 million and Vienna €4 million).

On the occasion of the Annual Meeting on 27.11.2003, DG EMPL pointed out that in the case of Carinthia and Styria the integrative approach, i.e. the coordination between ERDF and ESF projects in order to acquire regional added value should be improved.

ESF implementation in Carinthia will further catch up in 2004. Vienna does not present any problems with regard to ESF implementation.

In the case of Styria, the n+2 rule can not be complied with. €470,000 had to be decommitted.

Objective 3

The total commitments amount to €548 million. €239 million were paid by end 2003.

A series of seminars and meetings took place in 2003.

A Technical Meeting on 30.04.2003 highlighted the state of implementation of all priorities and in particular priority 3 –life long learning. Possible modifications in the run-up to the mid-term evaluation were discussed.

The 5th Monitoring Committee Meeting was organised on 23.06.2003, the 6th Monitoring Committee Meeting on 01.12.2003.

A seminar entitled "Labour market in movement –qualification, competition and responsibility" was held in Graz on 05.11.2003.

The National ESF Seminar Austria and the Annual Meeting took place in Vienna on 02.12.2003.

The Annual Implementation Report 2002 was submitted in August 2003.

The national ESF Seminar Austria primarily focused on the mid-term review of the current ESF programming period in Austria and included equally other topics such as the global role of the ESF and more specifically with regard to Austria, links between the National Action Plan and the employment policy, the effects of enlargement and the financial perspectives after 2006.

The Annual Meeting as well as the 6th Monitoring Committee Meeting focused on the mid-term evaluation and the respective draft report received shortly beforehand. Furthermore, the state of implementation and the allocation of the performance reserve constituted other important items.

Implementation runs smoothly. Priority 1 –prevention and fight against adult and youth unemployment- is overspent. The funds available will be absorbed in the course of the year 2005 whereas this priority will be relevant throughout the entire programming period.

The n+2 rule does not constitute any risk.

Community Initiatives

LEADER+

Le programme Leader+ de l'Autriche a été approuvé par la Commission le 26.03.2001 et prévoit une allocation totale du FEOGA de 75,5 Mio €, soit 46,75% du coût total de 161,5 Mio €. La participation publique totale s'élève à 103,5 Mio €. Le complément de programmation a été accepté par la Commission le 20 août 2001. La sélection des 56 GAL s'est effectuée en deux étapes et s'est terminée mars 2002. En juillet 2002 s'est tenu dans le cadre du réseau un forum Leader+ avec participation des GAL. Plus que 40 GAL ont présenté leurs programmes lors de cette réunion. Au mois de juin 2003 s'est tenu un atelier innovatif "Nachhaltigkeit und Lokale Agenda 21" (développement durable et agenda local 21) avec participation des GAL. Les paiements effectués au titre du FEOGA s'élevaient à la fin 2003 à 11,4 Mio €.

Le rapport final de l'évaluation à mi-parcours a été présenté fin décembre 2003 dans le délai prévu par la réglementation.

Closure of the 1994-1999 period

ERDF

After receiving all the necessary documents only the Objective 1 Burgenland has been closed in November 2003.

Out of the four Objective 2 programmes (Lower Austria, Upper Austria, Styria and Vorarlberg), only the programme for Upper Austria has been closed in February 2003; Lower Austria and Vorarlberg had already been closed in 2002.

ESF

14 programmes are concerned: Objective 1 and 2 (four programmes), Objective 3, 4 and 5b (7 programmes).

Part of the programmes could be closed. It is expected to close the open ones within the first half of 2004.

FEOGA (Objectifs 5a et 5b , Leader II et INTERREG) :

Au total 20 des 24 programmes 5a , 5B , Leader II et Interreg (avec volet FEOGA) et un projet selon l'article 8 du Règlement 4256/88 ont été clôturés jusqu'à la fin 2003. Les paiements effectués au titre du FEOGA pour ces interventions s'élevaient fin 2003 à 595 Mio €, ceux du FEDER à 178 Mio €

12. PORTUGAL

La priorité a été donnée à l'exécution budgétaire, ainsi qu'aux activités relatives à la révision à mi-parcours, y compris l'allocation de la réserve de performance. 20 compléments de programmation ont été modifiés ainsi que 19 PO .

Le programme « Economie » a fait l'objet d'une révision importante, comportant une modification des axes, une réduction du nombre et une redéfinition des mesures et l'ajout de certaines actions visant à cibler encore davantage les interventions sur l'accroissement de la compétitivité.

En outre, suite aux incendies qui ont ravagé le Portugal pendant l'été, on a procédé à une révision du programme Agriculture et de trois programmes régionaux afin de renforcer la mesure liée à la reconstitution du potentiel de production agricole affecté par cette catastrophe.

Le 23 décembre 2003, la Commission européenne a reçu la proposition des autorités portugaises pour l'attribution des réserves de programmation et de performance. Pour identifier l'efficacité des programmes, les autorités portugaises avaient défini 6 critères communs de gestion, 3 critères financiers et des critères d'efficacité. En outre, elles avaient aussi décidé de diviser la Réserve de performance en deux niveaux (base et prime), pour différencier les programmes efficaces des programmes très efficaces.

- 5 décisions de cofinancement de *grands projets* ont été prises en 2003, dont 4 portaient sur des projets présentés au cours de l'année 2003 et la cinquième portait sur un projet présenté en 2002. L'instruction des grands projets s'est avérée souvent lente du fait de la nécessaire vérification du respect de la législation communautaire en matière environnementale, de concurrence et de passation des marchés publics. Dans beaucoup de cas on a dû procéder à des demandes d'informations additionnelles et on a constaté des délais de réaction souvent très longs de la part des administrations nationales.

L'examen de chaque PO a eu lieu au moins une fois par semestre, à l'occasion des *comités de suivi*. Pour le CCA, et en raison de la décision de décaler dans le temps la réunion du CCA de celles des programmes pour améliorer le travail de synthèse, une seule réunion du Comité de Suivi a eu lieu en 2003.

Les comités de suivi ont permis une bonne appréciation de l'état d'avancement de l'exécution financière et des travaux d'évaluation à mi-parcours. Ils ont également permis de clarifier plusieurs aspects concernant la gestion et d'améliorer ultérieurement la qualité des rapports annuels. Ils furent l'occasion de mener des discussions thématiques liées à des questions des programmes et choisies d'un commun accord entre la Commission et les autorités de gestion . Ces discussions ont été appréciées par l'ensemble des membres des comités. Début 2003, suite aux *rencontres annuelles* de 2002, la Commission a communiqué au Portugal ses observations portant notamment sur les critères de sélection, le système de suivi, le contrôle, l'information et la publicité et les prévisions de paiement.

Une rencontre annuelle globale concernant tous les programmes a privilégié les aspects plus stratégiques. Elle a porté sur les thèmes clé du CCA portugais (productivité, innovation et compétitivité) par rapport auxquels le bilan de la mise en œuvre du CCA reste mitigé ainsi que sur les liens entre la programmation des Fonds structurels et les stratégies de Lisbonne et de Göteborg. Les discussions avaient en vue la préparation de la révision à mi-parcours et

l'attribution de la réserve de performance. L'importance de structures de coordination efficaces et opérationnelles qui permettent de mieux poursuivre certaines priorités du CCA (compétitivité, innovation, réforme de l'administration) a aussi été discutée, surtout compte tenu des résultats peu satisfaisants obtenus dans le cadre du fonctionnement des groupes thématiques. Une présentation détaillée du rapport d'évaluation à mi-parcours du CCA a aussi été faite par les autorités portugaises.

Ont encore été évoqués certains problèmes liés au fonctionnement du système d'information (encore incomplet pour certains volets) et le suivi des résultats des actions de contrôle.

Une rencontre annuelle pour les cinq programmes régionaux du continent a aussi été organisée. La discussion a surtout porté sur le modèle de gestion adopté de ces programmes - qui prévoit un axe avec des mesures sectorielles déconcentrées régionalement - et sur la coordination insuffisante entre les mesures reprises dans cet axe et les PO sectoriels ainsi que sur l'articulation entre mesures des PO Régionaux et le Fonds de Cohésion, pour le domaine de la gestion de l'eau.

Le PO national « Agriculture et développement rural » a fait l'objet d'une autre modification visant une augmentation financière du volet Feoga-O et des modifications à l'annexe relative aux restrictions sectorielles.

Le PO Madeira a été modifié afin d'inclure une exception à l'article 37.3 du règlement (CE) n° 1257/99 dans les secteurs de la vigne et des fruits et légumes.

Modifications des PO Centro, Lisboa e Vale do Tejo, Alentejo et Algarve en ce qui concerne le plan financier et des adaptations du contenu des mesures Feoga-O. La modification du PO Lisboa e Vale do Tejo a également visé la diminution du montant financier du Feoga-O pour un renforcement du PO « Agriculture et développement rural ».

FIFG

Continent

For the period 2000-2006, the FIFG contribution to the fisheries operational programme is € 163.3 million of which €64 million is for fleet measures and €56 million for protection and development of aquatic resources, port equipment, processing and marketing. At 31.12.2003, € 57.3 million had been reimbursed – including the compensation for inactivity following the non-renewal of the EU-Morocco fishing agreement.

Azores

For the period 2000-2006, the FIFG contribution is €29 million. The main objectives include modernising the fleet, protecting and developing fish resources and developing aquaculture. At 31.12.2003, €5.7 million had been reimbursed.

Madeira

For the period 2000-2006, the FIFG contribution is € 20 million - 16% of expenditure is earmarked for fleet measures. Objectives include doubling fish production and increasing aquaculture production fourfold. At 31.12.2003, €4.0 million had been reimbursed.

Alentejo

For the period 2000-2006, the FIG contribution is €0.55 million for improving the conditions of production, processing and marketing in the fisheries and aquaculture sectors. At 31.12.2003, less than 1% had been spent by the managing authority.

Algarve

For the period 2000-2006, the FIG contribution is €1.8 million for developing aquaculture and improving the quality of fish products. At 31.12.2003, €0.3 million had been reimbursed.

Centro

For the period 2000-2006, the FIG contribution is €1.5 million for developing aquaculture and improving the quality of fish products. At 31.12.2003, €0.1 million had been reimbursed.

Norte

For the period 2000-2006, the FIG contribution is €1.65 million for developing aquaculture and improving the quality of fish products. At 31.12.2003, €0.5 million had been reimbursed.

Les programmes sectoriels Science, Société de l'Information, Economie, Santé ainsi que les programmes sectoriels Emploi, Education et Pêche ont aussi été l'objet d'une rencontre annuelle spécifique. Ces rencontres se sont concentrées sur les résultats de l'évaluation de ces programmes.

Les travaux liés à l'évaluation ont connu un accroissement considérable suite aux activités qui découlent de l'évaluation à mi-parcours et de l'attribution de la réserve de performance. Pour chaque programme et pour le CCA, un groupe technique d'évaluation a été créé. Ces groupes se sont concentrés sur l'analyse des différents rapports produits par les équipes d'évaluation Ce travail a porté d'excellents résultats car tous les rapports ont été livrés et ont pu être acceptés dans les délais réglementaires accordés et la grande majorité ont été jugés d'une qualité bonne ou très bonne.

Au delà de ces évaluations réglementaires d'autres évaluations thématiques ont été lancées (exemple : PO Education et Economie).

Les travaux des huit *groupes thématiques* ont progressé de façon irrégulière. Pour mémoire, ces groupes ont été créés par décret ministériel et concernent les thèmes suivants : Société de l'information; PME /compétitivité /innovation; Santé; Ressources Humaines; Transports; Environnement; Egalité des chances et Développement Local. Ils ont pour but d'assurer le suivi thématique dans l'ensemble des programmes, en vue de promouvoir la coordination entre les autorités de gestion des différents programmes pour le thème concerné. Ils doivent soumettre au comité de suivi du CCA les propositions jugées utiles en vue d'accroître l'efficacité de l'intégration thématique au niveau de la gestion et pour résoudre des problèmes éventuels. Les activités de chaque groupe font l'objet d'une programmation pluriannuelle, approuvée par le comité de suivi du CCA, ainsi que d'un rapport annuel.

Le bilan de ce qui a été accompli jusqu'ici est très variable, mais en général on doit constater que les résultats espérés lors de la constitution de ces groupes n'ont pas été atteints. Certains groupes, en particulier le groupe chargé du suivi de l'égalité des chances, se sont toutefois avérés

relativement opérationnels. D'autres présentent un retard important par rapport au plan de travail établi. Le groupe "Développement local" n'a jamais été constitué.

Parmi les conclusions de l'évaluation à mi-parcours du CCA figure la nécessité de revoir et renforcer les modalités de coordination par rapport aux objectifs de la stratégie de Lisbonne entre les programmes sectoriels et les programmes régionaux, ce qui implique une révision du mandat et des fonctions des groupes thématiques.

En matière d'*exécution budgétaire*, l'année 2003 a vu un progrès significatif dans la mise en œuvre de la plupart des mesures ainsi qu'une accélération des dépenses : 59 paiements pour un montant de près de 2 Mia€ ont pu ainsi être effectués malgré une présentation des demandes de paiement encore trop fortement concentrée en fin d'année.

Au 31/12/2003, l'exécution financière représentait respectivement 43% des dépenses publiques du CCA et 66% des dépenses programmées pour 2000-2003, en termes de dépense publique.

La règle "n + 2" a été appliquée en 2003 à un seul programme : un dégagement, pour un montant limité, dans les volets FEDER (2,6 Mio €) et FSE (3,3 Mio €) du programme Assistance Technique. Pour ce qui concerne le Programme Economie, volet FSE, un montant de 3.9 million lié à deux grands projets, reste encore à décider.

Initiatives communautaires

LEADER+

Le programme a été modifié en 2003 afin notamment de prévoir une mesure « Assistance Technique » à l'intérieur du volet 2 'Coopération'.

Clôture de la période 1994-1999

Tous les rapports finaux d'exécution, toutes les déclarations article 8 et toutes les demandes de paiement du Portugal ont été traitées. S'agissant des clôtures, la qualité des dossiers transmis par l'Etat membre et les réactions rapides en cas de demandes d'informations supplémentaires, ont permis de clôturer en 2003 la quasi totalité des programmes. Néanmoins, un ensemble d'opérations devront être encore menées en 2004 pour régulariser des petits montants restés ouverts. Un dégagement en bloc a aussi été effectué pour les montants pour lesquels un accord a pu être conclu avec l'Etat Membre (y compris certains programmes qui ne sont pas encore clôturés).

Le RAL relatif aux PO portugais a pu être diminué de 80% par rapport à la situation du 31/12/2002.

13. FINLAND

In mainland Finland there are two Objective 1 programmes, Eastern and Northern Finland, and two Objective 2 programmes, Southern and Western Finland. There is also one Objective 2 programme in the Swedish-speaking, self-governing region of the Åland Islands. The total Structural Funds support for Finland in the period 2000–2006 is €1,436 million (1999 prices).

The Commission received the annual reports 2002 for the Finnish mainland Objective 1 and 2 programmes at the end of June 2003, and they were approved in August. The Åland report was received in the beginning of June and approved at the end of June. The main monitoring indicators of the programmes, i.e. creation of new jobs and businesses, showed the following results: the Northern Finland Objective 1 programme had reached 52 % of the target set for new jobs and 65 % of the target for new businesses, and Eastern Finland Objective 1 programme 85 % of the target for new jobs and 83 % of the new businesses respectively. By September 2003, the Southern Finland Objective 2 programme had reached 54 % of the target set for new jobs and 20 % of the target for new businesses, and the Western Finland objective 2 programme 43 % of the target for new jobs and 20 % of the new businesses respectively.

The third Annual Review Meeting between the Commission and the mainland Finland Objective 1 and 2 Managing Authority was held on 22 October. This was a joint meeting for Objectives 1 and 2 focusing on the preparation of the mid-term review. According to the mid-term evaluation results, it was not necessary to change the strategies. That of Åland Islands was held on 13 October in Brussels. The annual reports have considerably improved and therefore the partners could concentrate more on the content issues. The review covered the annual reports 2002, main events and results of year 2002 and follow-up, results of the mid-term evaluations, management and control issues, developments in the operational environment and the socio-economic situation, and exchange of information, including development around the future cohesion policy.

Objective 1

General and ERDF

In 2003 the financial implementation of the Northern and Eastern Finland Objective 1 programmes continued well and on schedule. By end of September 2003 the Objective 1 programmes together had allocated (committed) ca. 51 % of the total EU funding and paid ca. 30 % to the projects on the ground. Of the ERDF funds in Northern Finland (total ERDF €159 million) 52 % was committed and 32 % paid, and in Eastern Finland (total ERDF €311 million) 49 % committed and 30 % paid. Payment claims presented to the Commission - based on payments to projects by the end of 2003 were large enough to avoid any automatic de-commitments of the year 2001 budget of all four Structural Funds. In Objective 1 regions the percentage of funding going to environmentally beneficial project was : Northern Finland 31.86 % (target was: 20 %), Eastern Finland 29.98 % (target was: 20 %).

In 2003 the first Monitoring Committee meetings were organised in Pudasjärvi (North) and Savonlinna (East) in June. The main points on the agendas were the approval of the annual implementation reports for 2002, transfer of some funds within the fisheries measures in Eastern Finland and discussions on the draft mid-term evaluation reports. The committees also discussed the preparation of the future Cohesion Policy, visited several projects on the spot and met with the local press. The second Monitoring Committee meetings of the year were held in Helsinki in November, where the committees discussed programme implementation, approved the final

reports of the mid-term evaluation as well as the allocation of the 4 % performance reserve to both programmes in relation to their financial importance. Some programme modifications were also adopted, such as the inclusion of the Finnvera guarantee scheme for ERDF co-financing, increase of Technical Assistance and some transfers of funds between measures. Both the evaluation reports and the performance reserve proposals were submitted to the Commission at the end of 2003 for approval, and for a Commission Decision in the case of performance reserve.

EAGGF

The EAGGF expenditure targets set for the end of 2003 were met in both programmes. An amount of €50.4 million has been paid out of the €100.2 million committed in 2000-2003.

ESF

The ESF contribution for Northern Finland's Objective 1 amounts to €89.4 million.. By the end of September 2003, 45.6% of ESF funding was committed and 29.0% was paid in Northern Finland. Aid had been granted to 357 projects, in which 33,341 persons had started. The ESF contribution for Eastern Finland is €183.6 million. By the end of September 2003, 50.9% of ESF funding was committed and 32.8% was paid in Eastern Finland. Aid had been granted to 465 projects, in which 73,138 persons started.

FIFG

The total FIFG contribution for Northern Finland is €2.646 million.. The FIFG measure has a reasonable progress rate, 39 % of the FIFG funds for 2000-2006 were committed and 24 % paid by the end of the year. The commitment rates of different actions are generally quite balanced, with two exceptions. Small scale coastal fisheries and socio-economic measures have committed 0 % of available funds. . No modifications concerning the FIFG funding took place during 2003.

The total FIFG contribution for Eastern Finland is €4.207 million. The FIFG measure has a very good progress rate, 71 % of the FIFG funds were committed and 57 % paid by the end of the year 2003. The commitment rates of different actions are generally quite balanced, with three exceptions. Aquaculture has very high commitment rate of 94 %, while protection of aquatic resources and small scale coastal fisheries have only committed 3 % and 0 %, respectively. Two financial modifications concerning the FIFG funding took place during 2003. These modifications transferred funds within the priority and did not influence the overall financial frame.

Objective 2

Mainland Finland

In 2003 the financial implementation of the Southern Finland and Western Finland Objective 2 programmes progressed as planned. By September 2003, around 50% of the EU-funds had been committed to projects and around 30% have been paid out to projects. The payment claims to the Commission by the end of 2003 were large enough of avoid any automatic de-commitments based on the “N+2” rule. In Objective 2 regions the percentage of funding going to environmentally beneficial projects was: Western Finland 21.4 % (target was: 20 %), Southern Finland 33.2 % (target was: 30 %).

In 2003, both mainland Objective 2 programme Monitoring Committees met twice; first at the end of May in Kokkola (Western) and beginning of June in Parainen (Southern) and for a second

time at the end of November in Helsinki. In the first Monitoring Committee meetings the main points on the agendas were the approval of the annual implementation reports for 2002 and the presentation of the first draft reports of the mid-term evaluation. In the November meetings, the main points on the agendas were the approval of the final versions of the mid-term evaluation reports, the allocation of the performance reserve, the mid-term modifications to programmes and approval of the distribution of technical assistance for 2004.

ESF

The ESF contribution for Western Finland's Objective 2 is €65.7 million. By 31.12.2003, 51,9% of the ESF funding was committed and 32,2% was paid. The ESF projects had total 49 005 participants by 31.12.2003, 112,4% of target of the whole period.

The ESF contribution for Southern Finland's Objective 2 is €44.5 million. By 31.12.2003, 54,3% of the ESF funding was committed and 36,8% paid. The ESF projects had 58 000 participants by 31.12.2003, 69,6% of the target for the whole period.

Åland Islands Objective 2

The implementation of the Åland programme has been somewhat slower than that of the Finnish mainland programmes, but accelerated in 2003. By end of September, 35.6% of the funds were committed (commitment rate varying by measures between 57.1-18.0%), and 13.3% paid.

The Monitoring Committee meetings of Objective 2 and Objective 3 were held together, first one at the end of May in Eckerö, and the second one at the end of November in Mariehamn. In the Spring meeting, the main points on the agenda were approval of annual reports for both programmes, the progress of the mid-term evaluation and presentation of Åland's new Tourism Strategy. In the Autumn meeting the most important points were approval of the mid-term evaluation report and of the programme modifications incl. re-allocation of funds between measures, decision on technical assistance for 2004, and presentation of the report of Åland Sea Transport working group.

Objective 3

ESF funding for Objective 3 SPD (excluding Åland Islands) totals €415.8 million.

The main labour market problems the Objective 3 programme aims to address are the high rate of unemployment; the danger of exclusion of certain groups (e.g. long-term unemployed, young unemployed, ageing and handicapped people) from the labour market and increasing labour market bottlenecks; a relatively low rate of entrepreneurs; skills shortages concerning especially ageing workers with a low level of education and outdated skills; gender-based segregation in the labour and educational market; need to improve the relationship between research, education/training and working life; and to increase life-long learning opportunities and practices.

By the end of June 2003 commitments were 47.5% and payments 28.0% of the ESF allocation for 2000-2006. Aid had been granted to 1,354 projects, in which 209,418 persons had started.

The annual review took place in Helsinki on 10 October. The main purpose of the meeting was to discuss Finland's proposal for the modifications of the SPD and the programme complement, including the allocation of performance reserve. According to the midterm evaluation it would

not be necessary to make major revision on the programme. The evaluators presented a number of recommendations to be taken into account in the implementation of the programme.

The separate Objective 3 programme for the autonomous Åland Islands, with € 2.6 million funding from the ESF, proceeded as follows: ESF commitments 57.1%, payments 28.6%, number of projects 25, and more than 1000 persons participating in them. The annual review was organised on 27 November focusing on the preparation of the mid-term review. On the basis of the evaluation, there were no consequences for changing programme.

FIFG outside Objective 1 Regions

The programme was approved 22.08.2000 and the original programming complement was approved in September 2000. Three financial modifications concerning the FIFG funding took place during 2003. These modifications transferred funds within the priority 4: Other measures and did not influence the overall financial frame.

The total FIFG contribution for 2002-2006 is € 32 million. Of this, 55% is allocated for the protection and development of aquatic resources, aquaculture, fishing port facilities, processing and marketing and inland fishing. Åland Islands have a separate plan receiving 11% of the funds. The programme has a good progress rate, 50 % of the FIFG funds were committed and 32 % paid by the end of the year 2003. The implementation of different measures is quite unbalanced. Renewal of vessels, operations by members of the trade and innovative measures have reached almost 100 % commitment levels, while scrapping, small scale coastal fishing, socio-economic measures and temporary cessation of activities had no commitments by the end of the year 2003.

Receipt of an intermediary payment request guaranteed the respect of the N+2 rule.

Community Initiatives

LEADER+

In Finland there is one LEADER+ programme. The total public cost for the programme is € 110.8 million of which the contribution of EAGGF Guidance is €55.4 million (50%).

Under this programme there are 25 Local Action Groups (LAG's) selected in different regions of Finland and supported by a national network. There are two national themes in addition to the European wide ones. The national themes are 1) slowing down migration from rural areas to population centres, encouraging migration towards the rural areas, and 2) increased interaction between rural and urban areas.

In 2003 two Monitoring Committee meetings were held. The Commission received the annual report for LEADER+ 2002 in June 2003 and considered the document satisfactory. The annual review meeting with the managing authority was held in December 2003.

An amount of €10.7 million has been paid out of the €25.6 million committed in 2001-2003.

The mid-term evaluation report was received in December 2003 and it has been judged to be acceptable.

Closure of the period 1994-1999

ERDF

As regards the closure of the budget period 1994-1999, all Finnish programmes submitted their final reports and final payment claims to the Commission by the set deadline, 31.3.2003. Of the 17 Finnish programmes DG Regional Policy is responsible, 9 final reports were approved and final ERDF payment was paid by the end of 2003. These final ERDF payments amounted to € 25,274,472. Five programmes remained to be closed at the beginning of 2004 and three had already been closed in 2002.

ESF

All the programmes (Objective 2, 3, 4, 5b Mainland Finland, Objective 5b Åland Islands, and Objective 6) for 1995-1999 have been closed.

The total amount of decommitments for the Finnish programmes is going to be €38,614,819 i.e. 7.2% of the total commitments of €535,419,517. The decommitments have been implemented for all programmes but Obj5b Åland Islands, whose decommitment request is to be implemented at the beginning of 2004.

EAGGF

The final reports, final claims and closure statements required for closing all of the 1994-1999 programmes have been received on time. Out of the 14 Structural Funds interventions with EAGGF contribution, 6 were closed by the end of 2003.

14. SWEDEN

There are two Swedish Objective 1 programmes, Norra Norrland and Södra Skogslänsregionen, which cover 65% of Sweden's area but have a population of less than a million (11%). The total support from the Structural Funds for the period 2000 – 2006 is €748 million, of which the ERDF share is almost €466 million or 62%, the EAGGF share is €111.7 million or 15%. The ESF share is €158 million or 21 %.

There are four Objective 2 programmes, the North, West, South and the Islands with a total Structural Funds support of €423 million for the period 2000 – 2006 (ERDF 373 M€ or 88%, ESF 50 M€ or 12%). The programmes cover approximately 16% of the Swedish population.

The Annual Review meeting between the Commission and the Swedish authorities and the Managing Authorities for objective 1 and 2 was held in Brussels on October 24, 2003. With no management or control issues to bring forth from the Commission, the meeting was devoted to an exchange of information on the continued development of the programmes and a presentation by the Commission of the plans for handling the mid-term evaluations and the member states proposals for the performance reserve. The meeting concluded that the programmes were progressing well and the Commission did not request any additional information or follow up. A presentation of the French structural funds programme was much appreciated and requests were made for similar presentations at future meetings. A recording of a TV presentation from an EU-fair in North Sweden was also shown.

Objective 1

ERDF and general

The implementation of the Objective 1 programmes is running smoothly. By the end of 2003 some 83 % of the total 2000 – 2006 Structural Fund budget had been allocated to projects and more than 40% had been paid out to projects. Payment claims presented to the Commission by the end of 2003 were large enough to avoid any automatic de-commitments of the 2001 budget.

In 2003 two Monitoring Committee meetings were held for each programme. The agenda of the April meetings included presentations of the ex-post evaluations of Objective 6, Objective 2 Norra Norrlandskusten and Objective 2 Ångermanlandskusten, approval of the Annual reports 2002 and the adoption of some textual modifications of the SPDs and the programme complements. There were also project visits the day before the meetings. The November meetings focused on the mid-term review. The evaluators presented the mid-term evaluations which were not entirely finalised by the time of the meetings. In view of this the committees gave some recommendations to the evaluators and assigned responsibility to the chairs to approve the final versions. The meetings also adopted a proposal on how to distribute the performance reserve within each programme and on modifications of the SPDs and the programme complements. Due to the lagging timetable of the Objective 3 mid-term review, modifications related to the "Objective 3 measures" had to be postponed to early 2004, with a view to notify the SPD modifications to the Commission before March 2004.

A steering group involving members of both monitoring committees, the managing authorities, the Member State and the Commission has been actively involved in the follow-up of the mid-term evaluations and has met five times in 2003. The mid-term evaluations as well as the Swedish proposal for the allocation of the performance reserve were submitted to the

Commission on 22 December. The mid-term evaluations concluded that the programmes respond to the needs of the regions in an adequate way, and in more than one aspect create a genuine surplus value and contribute to social and financial solidarity. Projects and activities seem to correspond to the intentions of the programmes. The evaluators recommend that for the rest of the period more focus is put on activities with a view of attaining the best long term results, i.e. dynamic sustainable effects, and that the horizontal objectives should be better integrated in the project activities.

After a formal review, the Commission considered the annual implementation reports for the year 2002 as satisfactory. The reports were also discussed in the context of the annual review meeting.

Both Objective 1 programmes were modified in 2003. The modifications comprised an update of the chapter on management and control, an update of a regulation number, the widening of the scope of one EAGGF measure in order to harmonise with the national rural development programme and a revision of the state aid table.

The focus of the information and publicity activities has shifted from promotion of the programmes, in order to create demand, to promotion of results and examples of good practice. For this purpose both programmes have organised EU-fairs with a mix of seminars and project presentations/stands. One Swedish Objective 1 project was presented at the seminar “Competitive Regions – Shaping Best Practice” which was organised jointly by the Commission and Objective 1 South Yorkshire in Sheffield, UK, in October 2003.

FIFG

The Commission adopted two Objective 1 programmes for the period 2000-2006 on 24 May 2000, one for Södra Skogslänsregionen and one for Norra Norrland.

In the programme for Norra Norrland € 5.8 million are available from FIFG and total investments in the fisheries sector of 13 M€ are envisaged. The strategy for the development of the fisheries sector includes a wide range of FIFG measures but investments in aquaculture, processing and protection and development of aquatic resources should represent about 50 % of FIFG funds.

In the new programming period Södra Skogslänsregionen will benefit from a FIFG allocation of €5.7 million which should lead to total investments of €13 million. According to the strategy established for fisheries, three quarters of all FIFG funds will be used to develop the aquaculture and processing industries.

The implementation rate of these programmes has so far been lower than expected.

Objective 2

ERDF and general

All four programmes are progressing very well. At the end of 2003 on average 83 % of the total 2000 – 2006 budget had already been allocated to projects (82% for ERDF, 86 % for ESF) and 47 % had been paid out to projects (ERDF 46%, ESF 51%). At year end the Commission had paid out between 36 and 52 % for all programmes and funds, which were large enough to avoid any automatic de-commitment for the 2001 budget.

Each programme have held two monitoring committee meetings during 2003, one of which included one day of project visits. For each meeting a press release was prepared. The Spring meetings discussed the Swedish and the Commission objective 2 Ex-post evaluations, the objective 2 mid-term evaluations, some changes to SPD's and approved the annual reports. The autumn meetings were entirely devoted to discussions and approval of the mid-term reports and discussions of a great number of proposals for changes to the respective SPDs.

The annual reports for 2002 were received by the Commission at the end of June 2003 and were accepted at the end of August after some complementary information had been added. The reports this year showed a marked improvement by being more complete and by also giving some analysis of the performance, which was now possible since a number of projects had reached its completion during the year.

Two of the programmes (Södra and Öarna) modified their SPD's in 2003 to reflect a change in the Swedish legislation regarding the creation and responsibilities of local governance bodies. One programme shifted some funds between measures to better reflect the demand.

A steering group involving members from all four monitoring committees and the managing authorities, the ministry of Industry and the Commission examined the progress of the mid-term evaluations. The final reports were discussed and approved in the respective monitoring committees and sent to the Commission for approval. The four mid-term evaluations as well as the Swedish proposal for the allocation of the performance reserve were submitted to the Commission on 22 December. The Commission later accepted the mid-term evaluations and approved the proposal for the distribution of the performance reserve.

Two of the managing authorities participated in an exchange visit to an Italian programme and three managing authorities welcomed representatives from the three Baltic states to follow their work and learn about the set up of a managing authority. .

Objective 3

The program is progressing well. The financial implementation of the program has continued well and on schedule, enough to avoid an N+2 de-commitment.

In 2003 the programme three Monitoring Committee meetings where held. The meetings included the monitoring and review of progress made towards achieving the specific objections of the program, the mid term evaluation, proposal concerning the allocation of the performance reserve and the mid term review.

The third annual review meeting took place in Stockholm in late November 2003. The review covered mainly main events and results of 2002 and a follow up of last years comments including issues raised on monitoring and control.

The Annual Report was received by the Commission in June 2003 and it was accepted with some minor changes. There have been improvements in this years report particularly in terms of financial data.

The proposals for changes to the program related to the mid term review and the allocation of the performance reserve was approved by the Monitoring Committee and received by the Commission in time. The final mid term evaluation report has been approved by the Commission.

What concerns the proposal for the allocation of the performance reserve, a global decision has been prepared incorporating the Swedish proposal. Concerning the mid term review changes to the program are being negotiated.

FIFG outside Objective 1 Regions

Sweden's structural programme for the period 2000-2006 had been adopted by the Commission on 15 December 2000. In this programme, a FIFG contribution of € 62 million and total investments of €360 million are provided for the restructuring of the processing industry and a modernisation of the fleet as its main focus areas.

Community Initiatives

LEADER+

The Swedish LEADER+ programme covers the whole of Sweden, with the exception of the counties of Norrbotten, Västerbotten, Jämtland and Västernorrland. The programme is progressing well and after three years of implementation the financial execution is 37% in relation to the amounts committed.

Closure of programmes 1994 – 1999

FEDER

As regards the closure of the budget period 1994 -1999, all Swedish programmes submitted their final reports and final payment claims to the Commission by the set deadline, 31.3.2003. Of the 23 Swedish programmes which DG Regional Policy is responsible for, 19 final reports were approved and final ERDF payments of €36.7 million were paid by the end of 2003. Six programmes remain to be closed at the beginning of 2004

ESF

The closure of the Swedish ESF programmes is proceeding. For four OPs (952001SE2, 953001SE3, 955001SE5, 956001SE6) the proposed final payments have not yet been made.(but are with CELFI) For the other nine, final acceptance from the Swedish authorities is expected by 31 March 2004. The total amount of foreseen decommitment is €4.586.195, i.e. 6.47% of the total commitment of €689,628,585

EAGGF

The documentation needed for the closure of the Swedish Objective 5b and LEADER II programmes was received by the Commission during the year. The documentation was under examination by the Commission services and the closure of the programmes in question is expected during the first months of 2004.

15. UNITED KINGDOM

Objective 1

ERDF

The ERDF provides a total of €4038 million to Objective 1 programmes in the United Kingdom, including €258 million for “PEACE II” in Northern Ireland. The assistance is implemented through five single programming documents and two operational programmes.

Three of the single programming documents concern the English regions of Cornwall and the Isles of Scilly, Merseyside and South Yorkshire; the other two single programming documents concern Wales (West Wales and The Valleys) and Scotland (transitional programme for Highlands and Islands). Each programme covers between four and six priority areas, grouped around five main themes: support for small and medium-sized business, support for business modernisation, community economic regeneration, human resource development and development of strategic infrastructure.

The two operational programmes concern the Northern Ireland Community Support Framework, « Building Sustainable Prosperity », a transitional Objective 1 programme, and the EU Programme for Peace and Reconciliation in Northern Ireland and the Border Region of Ireland (« PEACE II » programme 2000-2004).

As a region in transition from Objective 1 and emerging from conflict to peace, the thrust of the « Building Sustainable Prosperity » operational programme is to move Northern Ireland towards a state of sustainable prosperity in a competitive economy, by focusing on restructuring to modernise business and providing for skills development of its people, to enable a higher technology future. This is complemented by the « PEACE II » programme which builds on the experience of the special support programme “PEACE I” 1995-1999 and illustrates the concrete support of the EU to the peace process after the Belfast Agreement.

During 2003, the implementation of all the programmes continued at an increasing pace. Payments processed by the Commission until the end of 2003 amounted to €966 million. In addition, a significant number of claims were received by the Commission during the last quarter of 2003 for an estimated payment amount of approximately €380 million. All Objective 1 programmes except one claimed sufficient expenditure to meet the “N+2” de-commitment target set by Article 31(2) of Council Regulation 1260/1999. In the case of PEACE II, the acceleration of spending at the end of 2003 contributed significantly to avoid de-commitment under the “N+2 rule”.

A significant challenge during 2003 was the completion of the Mid Term Evaluation and the Mid Term Review Process across all programmes. Overall the Mid Term Evaluation concluded that the strategies across the UK Objective 1 programmes remain relevant, as well as the emphasis placed upon economic restructuring and regeneration, based on development of key sectors and community economic development. The adjustments to be introduced with the Mid Term Review are essentially fine-tuning, e.g. reinforcing emphasis on quality jobs rather than quantity, more profitable businesses and associated investment infrastructure.

ESF

ESF intervenes in all UK Objective 1 programmes, these are highlighted above. The total value of ESF interventions is €1,830 million which represents approximately 30% of the total Structural Fund intervention in those programmes.

During 2003, the implementation of these programmes progressed well. Payments processed by the Commission until the end of 2003 amounted to €579 million, of this €185 million relates to payments processed during 2003. Payment claims totalling an additional €174 million ESF have been presented but not yet paid. All programmes claimed sufficient ESF expenditure to meet the 2003 'n+2' automatic de-commitment target referenced above.

All Annual Implementation Reports have been received and Annual Review meetings held. The contribution of the ESF to the EES was confirmed in these Reports and by the ESF seminar held 10th December 2003.

As stated above, the Mid-Term Evaluations were completed for all the UK Objective 1 programmes within established timeframes and Mid-Term Review meetings held with programmes in November. Programme strategies were found to be still broadly sound; and programme changes specific to ESF relate to an increased focus on higher-level skills and 'quality' jobs.

EAGGF

The EAGGF provides a total of € 353.8 million to Objective 1 programmes in the United Kingdom. To this should be added a further €112.7 million for Community Initiatives.

After a slow start the implementation of the EAGGF-funded measures start to gain momentum across the UK, one of the reasons being that the effects of the Foot and Mouth Disease now start to subside. Still uncertainties related to the future of the Common Agricultural Policy is often seen as a major reason why many farmers still wait with decisions to invest in their businesses. It is therefore expected that the agreement of the future CAP that was finally reached during the year may lead to a further increase in demand for support from the EAGGF-funded measures. After four years of implementation the financial execution is 33% for all UK Objective 1 programmes taken together in relation to the funds committed.

FIFG

Cornwall and Isles of Scilly

The total FIFG for fisheries is 16.99 M€ which represents 3 % of the total Community aid for the programme. In terms of organisation, DEFRA has overall responsibility for implementing the programme plus the management and control arrangements; a Fisheries Priority Management Group continued to meet regularly to review progress and approve applications. Progress and implementation of FIFG has been very encouraging in 2003. There has been a major increase in interest and funding of fisheries projects in this area compared to the previous programme periods. At the end of 2003 almost 50% of the total available amount of grants has been awarded.

Merseyside

Although the total FIFG allocation to Merseyside is very small, 0.4 M€ for the period 2000-2006, progress has been poor. In 2003 a grant has been awarded for participation in a safety training programme, available to all English fisherman, but there has been no approval of any capital projects.

Highlands & Islands objective 1 (transitional obj. 1)

The total FIFG allocation for the period 2000-2006 is 27.76 M€ which represents 9 % of the total Community aid for the programme. Progress and implementation of the programme are reasonably satisfactory. Almost 65 % of the FIFG allocation for the programme was committed before the end of the year. However, the execution of projects has been slow. The Highlands & Islands Fisheries Management Group met regularly to review progress.

All FIFG funds allocated to decommissioning in the programme has already been committed, thus the current scheme which covers all of Scotland will be 100 % funded from national currency.

Northern Ireland (BSP transitional obj. 1)

Although the total amount of FIFG (€29 million) is small in comparison to the total Funds available for this transitional objective 1 programme, it will have a significant impact on the fishing industry. The multi-fund programme was not approved until early in 2001 and it has taken until the end of 2002 to launch all 10 proposed FIFG support measures.

Initially progress was slow. However the “decommissioning” scheme introduced in 2001/2002 was co-financed with FIFG and absorbed the significant amount allocated to that measure. New schemes covering decommissioning, safety equipment, marketing and quality on board, and encouraging the provision of safe modern well maintained harbours are underway. A Fisheries Working Group was established in 2002 and meets regularly..

Wales

The amount of FIFG for the period 2000-2006 is €15.2 million and is considerably more than had been taken up by the Welsh fisheries industry in the past. Following Commission approval of the programme progress has been slow at the start mainly as a result of the fact that fisheries is now being administered by the newly formed Welsh European Funding Office where time was needed to set up the necessary documentation, procedures, and schemes to implement FIFG.

These changes in the administration and the increase of human resources working on fisheries have been positive. End 2003 almost 70 % of the FIFG allocation has been approved. Most of the money has been allocated to “state of the art” fish farming of halibut and other species

Objective 2

ERDF

The ERDF provides a total of €4325 million to Objective 2 programmes in the United Kingdom, implemented through fourteen single programming documents. Nine programmes concern the English regions of West Midlands, Yorkshire and the Humber, East Midlands, North East of England, North West of England, East England, South East England, South West England and

London; three concern the regions of South of Scotland, East of Scotland and Western Scotland, one concerns East Wales and one concerns Gibraltar. Each programme covers an average of three priority areas, grouped around three main themes: developing diverse, dynamic and competitive business bases, strategic spatial development, and community regeneration and economic and social development. ESF covers eight of the above fourteen programmes, providing a further €527 million.

The UK Objective 2 programmes were adopted in 2001, thus it was only in 2003 that increasing levels of activity and progress were registered. Payments processed by the Commission at the end of 2003 amounted to €740 million ERDF and €70 million ESF. In addition, a significant number of claims were received by the Commission during the last quarter of 2003 for an estimated payment amount of approximately €695 million ERDF and €78 million ESF. All Objective 2 programmes except one claimed sufficient expenditure to meet the “N+2” de-commitment target set by Article 31(2) of Council Regulation 1260/1999 for ESF and all but one programme for ERDF.

A number of Objective 2 programmes undertook strategic re-orientations during 2003, increasing the emphasis on venture capital and loan funding, as the most effective and sustainable mechanisms to deliver business support. This emphasis on repayable funding represented an important shift away from a grant dependency culture, aiming to leave a long-lasting legacy well beyond the life of the current Objective 2 programming period.

The strategic re-orientation concerned both ERDF and ESF funded activities, requiring the amendment of some single programming documents, to include new SME and social economy finance schemes, including ESF financed micro-loans. The single programming documents concerned were: North East of England, West Midlands, London, Yorkshire and The Humber and the East of England.

Similarly to Objective 1, a significant challenge during 2003 was the completion of the Mid Term Evaluation and the Mid Term Review Process across all programmes. Overall the Mid Term Evaluation concluded that the strategies across the UK Objective 2 programmes remain relevant, as well as the emphasis placed upon competitiveness, strategic spatial development, community regeneration and economic and social development. The adjustments to be introduced with the Mid Term Review are essentially to reinforce emphasis on new technology sectors, more profitable businesses and associated investment infrastructure

FIFG outside objective 1 Regions

For the period 2000-2006 the UK Fisheries programme outside objective 1 covers all areas of the UK which are not in objective 1. It covers most of England, all of Scotland excluding Highlands & Islands and a very small part of Wales. The total FIFG allocated over the period 2000-2006 is €125.5million with almost 50 % foreseen for Scotland.

Since the programme was not approved until December 2000, it was necessary for the administrations to put in place the various procedures and documentation required under fisheries regulations. A monitoring committee which included representatives from all sectors of the fishing industry plus members with specific interest in the environment was set up and meets regularly. FIFG grant schemes together with programme complements, application forms, guidance notes, state aid approvals have been drawn up.. A Fisheries management Working Group was set up in Scotland and meets regularly to review progress.

The big issue for the UK over the past two years has been to implement a policy of reducing the fleet capacity. Separate “decommissioning” schemes were introduced in England, Scotland and Northern Ireland during the period 2001/2002 (the Welsh Assembly decided they did not need a scheme). All 3 schemes were co-financed with FIFG. However the schemes launched in 2002 are co-financed with FIFG in England and Northern Ireland but not in Scotland where some £ 50 Mio was approved early 2003 by the Scottish Parliament for a decommissioning scheme and a temporary cessation compensation scheme.

Under this programme take up of FIFG for measures other than for decommissioning has been slow mainly because of the depressed state of the fishing industry and the fact that the maximum FIFG grant is only 15 %. Normally Scotland is more active but interest in developing the sector is currently slow.

The UK is also considering how to introduce a Satellite Monitoring grant aided scheme.

Fishermen in England were awarded a £ 6.4 Mio package in January 2003 to offset cod problems. Also Northern Ireland was awarded £ 5 Mio.

Objective 3

The UK's Objective 3 Programme is implemented through the Community Support Framework for the United Kingdom and the three operational programmes for England and Gibraltar, Scotland and Wales. All these programmes are structured along the five policy fields of the ESF regulation, e.g. promotion of active labour market policies, of equal opportunities for all, of lifelong learning, of a skilled and adaptable workforce and of measures to promote women's access to the labour market. Under Objective 3, the ESF provides €4.742 million during the programming period 2000-2006.

During 2003, the implementation of these programmes gathered pace. Payments processed by the Commission until the end of 2003 amounted to € 867 million (including the advance payment), of which €238 million were paid out in 2003. All the programmes claimed enough expenditure to meet the 'N+2' de-commitment target.

The Mid-Term evaluations, which were completed during 2003, showed that the objective 3 programmes were progressing well and contributing to the implementation of the European Employment Strategy in the UK. Overall, the strategies and priorities of the programmes remained appropriate, although greater consistency of monitoring across the three programmes and the CSF was suggested by the mid-term evaluations. On the basis of the mid-term evaluations, discussions on the mid-term review were started in the last quarter for all programmes, except for the England objective 3 programme. Initial discussions took also place with the British authorities on the allocation of the performance reserve, for which initial proposals had been received.

A major event was the ESF national seminar, which took place in London in December, with the aim to discuss with all key stakeholders the achievements of the ESF in the current programming period, the ESF contribution to the European Employment Strategy and challenges for the future.

Community Initiatives

LEADER+

After a rather slow start the implementation rate of the four UK LEADER+ programmes starts to increase considerably. After three years of implementation the financial execution is 21% in relation to the amounts committed.

PEACE II

The implementation rate of this Community Initiative is still low. After four years of implementation the financial execution is 9% in relation to the amounts committed.

Closure of pre-1999 programmes

ERDF

Closure of the pre-1999 programmes represented a major task in 2003. At the deadline of 31 March 2003 set by Article 52(5) of Regulation 1260/1999 for the receipt of the applications for final payment a total of 97 applications pertaining to an equal number of programmes had been received. The total funding committed to these programmes was €1.198 million. During the closure exercise higher priority was given to those programmes with a balance of funds above €10 million. At the end of 2003 a total of 71 programmes remained open but the total funding remaining to be paid or de-committed had been reduced to €534 million.

EAGGF

Some of the documentation needed for the closure of the Objective 5b and LEADER II programmes was received by the Commission during the year. However, Commission needed to ask for additional information from the UK authorities which had not yet been provided at the end of the year. Being without this additional information the Commission was not able to continue the process of closing the UK Objective 5b and LEADER II programmes.

ESF

In the UK, there were 29 programmes from the previous programming period, which included ESF funding. Closure documents for all these programmes were submitted by the deadline of 31 March 2003. By the end of 2003, 9 programmes had been closed, while the remaining 20 programmes were under treatment.

INFORMATION ON PROGRAMME DETAILS OF THE ACCEDING COUNTRIES

Community aid in million € at current prices:

Country	Objective 1	Objective 2	Objective 3	Interreg	Equal	FIFG out Obj. 1
Czech Rep.	1454.27	71.30	58.79	68.68	32.10	0.00
Estonia	371.36	0.00	0.00	10.60	4.07	0.00
Cyprus	0.00	28.02	21.95	4.30	1.81	3.42
Latvia	625.57	0.00	0.00	15.26	8.03	0.00
Lithuania	895.17	0.00	0.00	22.49	11.87	0.00
Hungary	1995.72	0.00	0.00	68.68	30.29	0.00
Malta	63.19	0.00	0.00	2.37	1.24	0.00
Poland	8275.81	0.00	0.00	221.36	133.93	0.00
Slovenia	237.51	0.00	0.00	23.65	6.44	0.00
Slovakia	1041.04	37.17	44.94	41.47	22.27	0.00
Total	14959.64	136.49	125.68	478.86	252.05	3.42

*average

Of the € 14.96 billion Structural Funds allocation for objective-1 regions in the new Member States, the share of ERDF-supported investments ranges in the most countries around 60 %, while the allocations for ESF-funded human resource development priorities are mainly between 15 and 25 %. The EAGGF-Guidance allocations exceed only in a few countries 15 % whereas the magnitude of FIFG- depends to a considerable degree on the geographic location and thus ranges from about 0.2 % (SK) to about 4,5 % (MT) [FISH]. These allocations will support the priorities for economic and social development which are agreed with each accession country as follows:

The **Czech Republic**, a land-locked country at the centre of Europe, has a strong industrial tradition. Restructuring of the economy is ongoing. The significant inflow of foreign direct investments (FDI) which amounted to 13 % of GDP in 2002 is a strong driving force for modernisation. However, some traditional industries, like heavy engineering, are still in the process of restructuring. The transport network is relatively dense, but is often not up to modern standards. Regional disparities are not especially marked, except between Prague and the rest of the country. The rate of unemployment averages 9.8%, but does show significant regional differences. In the regions North-West and Moravia-Silesia, in particular, structural unemployment has however become a chronic phenomenon with many negative consequences. Moreover, the share of long-term unemployed is very high, with 37%.

The CSF for the Czech objective-1 regions covers the whole country except the Prague region. It provides € 1.45 billion in Community aid which will be channelled through five Operational Programmes: “Joint Regional Operational Programme” (31,2%) covering six NUTS II regions; ” OP Industry and Enterprises” (17,9%); “OP Infrastructure”(16,9%); “OP Human Resources Development” (21,9%); and “OP Rural Development and Multifunctional Agriculture” (12%). The objective-2 SPD for the Prague region (€ 71 million) will concentrate on improving the urban environment, while the objective-3 SPD will promote the human resource development in that region.

Estonia, one of the smallest countries in Europe, started to create a stable macroeconomic environment after gaining independence in 1992. The stable macro-economic framework, rapid privatisation and other market economy reforms have led to a favourable economic environment in Estonia. The GDP per capita in Estonia increased in 1995-2002 —from 32% to 42%. The major foreign direct investments came from the neighbouring Scandinavian countries and Finland. However, the average productivity of industry is still extremely low and scores at 26% of EU average. The processing industry makes up a large share of the traditional branches of the economy, i.e. food, timber, machinery, equipment and light industry. In 2001 the employment rates were 61.0% (EU 64.1%) while the unemployment rate was 11.8% (EU 7.4%). There is a large disparity in the unemployment rates of Estonians (10.4%) and non-ethnic Estonians (16.8%). Nevertheless, the level of education is relatively high.

The Single Programming Document for Estonia (€ 371 million), will pursue to address the weaknesses in the professional preparation of the labour force and in the inadequacy to meet labour market requirements, as well as the insufficient competitiveness of the business sector. The Structural Fund supported actions aim at four priorities: human resources development (20,5%), competitiveness of enterprises (19,7%), agriculture, fisheries and rural development (18.7%, divided in EAGGF: 15.3% and FIFG: 3.4%), infrastructures and local development (37,2) and technical assistance (3,9%).

In **Cyprus** the objective-2 region has a population of about 212,000 people which corresponds to 31% of the total population of Cyprus. The objective-2 region consists of two geographically distinct areas: a wide rural area and an urban area along the cease-fire line in Nicosia, the last divided city in Europe. Both geographic areas are characterised by low economic activity which is more pronounced and acute in the rural areas since it directly translates into a lack of employment opportunities outside the primary sector for the local residents. Employment in the primary sector in rural areas constitutes 35% of the total employment compared to 9% at the national level. The relative lack of business activity in the urban area has a different significance, since it accentuates the area's unattractiveness and increases abandonment and degradation. In the rural areas, especially in the mountainous regions there is a lack of community facilities, a result of isolation which creates barriers to access to opportunities. In the urban area the problem is demonstrated as a lack of facilities of significant importance for the local population. On the other hand, the rural areas possess a remarkable natural landscape and a distinctive traditional socio-cultural heritage. These, combined with the good year-round weather conditions, the short distances from the urban centres, as well as from the coastal, highly-developed tourist areas, and the already existent accommodation capacity, present an excellent developmental potential for rural tourism.

The Single Programming Document for the objective-2 SPD (€ 28 million) is aimed at Sustainable Rural Development (66,0%), the regeneration of urban areas in decline (30,0 %), as well as technical assistance (4%). The Objective 3 SPD (€22 million) will seek to revitalise the labour market and promote continuous training and education. Cyprus also receives €3.4 million under a programme to support its fishing sector.

Latvia is a small and open economy which has gone through a process of transformation since restoration of independence. In the early 1990s agriculture and industry dominated. Over time sector transformation took place and in the mid-1990s the contribution of agriculture and industry in GDP had declined (agriculture – 7.8 %, industry – 21.3%). The trend remained till the end of 1990s. As a result, in 2001 the service sector formed over 70% of GDP. Industry sector now contributes only 15% of GDP. Despite robust average GDP growth rate over the period of 1996-2002 of 5.8% at constant prices, the GDP per capita is still only 33 % of the EU

15 average in PPS in 2001. Entrepreneurial activity in Latvia is small – there were only 18.3 economically active enterprises per 1000 inhabitants, while in the EU countries this indicator is 40-60 enterprises. An average share of the knowledge intensive sectors in the export structure of the EU is 30%, while in Latvia it is only 6%. Access to working and capital finance is a major barrier for individual entrepreneurs, SMEs and new start-ups. Also existing enterprises do not have enough financing to comply with the required standards for environment and work and consumer safety and they also lack access to public networks. Latvia also lags behind the EU member states in its use of information and communication technologies (ICT). As a result, the unemployment rate in the age group 15-64 is 12.1% (2002) which is considerably higher than the average in the EU but it is decreasing gradually. However, long-term unemployment is high, and the unemployment rate of non-ethnic Latvians (15,2% in 2002) is higher than that of the ethnic Latvians (9,9%).

The Single Programming Document of Latvia (€ 626 million) addresses promoting competitiveness and employment, development of human resources, and development of infrastructure. The programme focuses on four priorities: territorial cohesion (32,6%), enterprise and innovation (25,0%), human resources and promotion of employment (21,2%), development of rural areas and fisheries (18,5%) and technical assistance (2,7%).

Lithuania has undergone rapid socio-economic and political transformation since re-gaining independence in 1991. Lithuania responded to an economic setback in 1998-99 with strengthened fiscal and structural reforms allowing it to quickly recover sustainable growth. While recent GDP growth performance has been impressive with an average of 6% for 2001-2002 and 8,9% in 2003, Lithuania is still among the poorest of the acceding countries with a GDP per capita which corresponds to 38 % of the EU average. Lithuania had rather limited success in translating this growth into new employment opportunities. Unemployment still is a concern with an average of 13,8% in 2002. While 59% of manufactured products were exported, its structure is dominated by low-value added products and services. Small-scale and semi-subsistence agriculture - mostly of low level of productivity - remains an important sector which together with forestry and fisheries employs about 17% of the population. However, in rural areas agriculture accounts for approximately 50% of total employment. Insufficient investment for over a decade in social sectors such as health and education make them a priority for upgrading the quality and access in order to contribute to the reduction of spatial visible differences in well-being and development opportunities throughout the country.

The Single Programming Document for Lithuania (€895 million) will concentrate on social and economic infrastructure (38,7%), human resources development (18,3%), development of the productive sector (25%), rural and fisheries development (15%) (of which EAGGF accounts for 13.7 %) and technical assistance (3%).

Hungary started its economic reforms already in the 1980s and completed the transition to a market economy based on private ownership and competition by the second half of the 1990s. Hungary is a small open economy and trade is therefore of primary importance to its economic performance. The economies of Hungary and the EU are increasingly integrated. Overall shares of Hungarian exports to the EU amounted to over 75%. Hungary exports mainly machinery and electrical goods (51% share of total in the first half of 2002) followed by transport equipment. Foreign direct investments which are -per capita- among the highest in central Europe contributed substantially to restructuring and modernisation of the economy. The unemployment rate was 5.7% during the third quarter of 2003, one of the lowest amongst the acceding countries and considerably better than the EU average. It does not, however, reflect the substantial disengagement from the labour market and high levels of inactivity and social exclusion amongst

the working age population which still persist in Hungary. Employment and activity rates are lagging behind the EU average (by 7 and 9 percentage points respectively). Economic, social and infrastructural disparities exist across and within the Hungarian regions and increased during the 1990s. As a consequence, the country is characterised by a significant duality. Budapest and its agglomeration, the north-western part of the country and some regional centres have developed dynamically, while other regions have stagnated, primarily due to restructuring of the economy, insufficient accessibility, an unfavourable settlement structure, the lack of clear centres and the inadequate skills of the population

The CSF for Hungary (EUR 1 995 million) will be implemented through five Operational Programmes which concentrate on “Economic Competitiveness” (21,5%), ”Human Resources Development” (28,2%), “Environment and Infrastructure” (16,4%), “Agriculture and Rural Development” (15,9%) and ”Regional Development” (18%).

Malta comprises three islands: Malta, Gozo and Comino with a total population of 394 641. Malta has the highest population density in Europe, with an average of more than 1 250 persons/km² compared to the EU 15 average of 118.7 persons/km². Malta’s insularity and size are two of the main handicaps to its development. Further significant consequences of its high population density are the heavy pressure on natural resources (water; energy demand; natural ecosystems), pressure on the environment and the high level of waste requiring disposal). Additional consequences of the overall natural situation are the increased rate of urbanisation, the pressure on transport networks and the high demand for basic products. Malta recorded a relatively stable level of economic growth between 1996 and 2001, with Gross Domestic Product (GDP) at constant prices reaching growth of 6.1 per cent in 2000 but contracting by 0.8 per cent in 2001 due to the deteriorating international economic environment. During 2002, strong signs of recovery were evident. The employment rate remained essentially stable at 54.5%, with women's employment rate increasing to 33.6 %. In the same year, the unemployment rate rose to 7.4% from the 6.7% in 2001. Traditional sectors (agriculture, fisheries, manufacturing) are facing restructuring to survive in a more open and competitive environment. Tourism is an important economic factor. The major issue for the development of the tourism industry is to maintain growth in its contribution to GDP by maintaining social and environmental sustainability.

The overall objective of Malta’s development strategy in the period 2004-2006 is to strengthen the competitiveness of Malta’s economy in order to better equip the country to face the imminent economic and social challenges, whilst maintaining sustainable use of the environment. The Single Programming Document for Malta (€ 63.2 million) will pursue a policy of strategic investments specially in the environment sector and strengthening competitiveness (60%), developing people (17%), rural development and fisheries (11%) and technical assistance (2%). A specificity is to be noted: Malta will pay special attention to the issue of the regional distinctiveness of Gozo (10%) in addition to the available resources for this island under the other priorities.

Poland, is with a population of over 38.6 million the sixth largest country in the EU-25. At the beginning of the 1990s the GDP level per capita based on purchasing power parity (PPP) equalled 30% of the EU average. After an initial recession at the start of transition, GDP growth resumed quickly and higher growth rates than in the EU were continuously recorded. Therefore, in 2000 the GDP per capita in PPP reached 40% of the EU average. However from 1998 the Polish real growth rate gradually declined and sharply slowed down to 1% in 2001, mainly due to a decline in private investment. Since 2002 real growth has gradually recovered, reaching 3.8% year-on-year in the second quarter of 2003. However, Poland is characterized by strong

regional imbalances between urban centres with strong economic activity and rural or remote areas. The labour market situation has in general deteriorated dramatically. The average unemployment rate more than doubled from mid 1998 when it was below 10% reaching more than 20% at the end of 2002. The economic slowdown, improvements in productivity brought about in large part by reducing employment, a limited responsiveness of wages to labour market conditions, relatively high labour costs for the low-skilled as well as demographics are among the factors behind the substantial deterioration in the unemployment rate. The education attainment level of the Polish adult population remains low in comparison to the OECD average. A small proportion of Polish adults (12%) have attained tertiary education (22% in EU-15), but tertiary enrolment is developing rapidly. Rural areas and small towns, which are inhabited by a higher share of poor families, are educationally disadvantaged. Quality of rural education is also a specific problem.

The objective of the National Development Plan is to promote the development of a competitive economy based on knowledge and entrepreneurship ensuring employment, growth and the improvement of social, economic and spatial cohesion. The strategy to achieve this will be based on high and sustainable economic growth and an increase in employment. The CSF covers € 8 276 million, that is to be channelled through seven operational programmes: “OP Improvement of Competitiveness” (15,1%), “OP Human Resources Development” (17,8%), “OP Transport” (14,1), “Integrated Regional OP” (35,9%), “OP Fisheries and food processing” (2,4%), “OP Rural Development and Modernisation of the food sector” (14,4%) and “OP Technical Assistance” (0,3%).

Slovenia embraces a highly diverse topography ranging from Alpine, Dinaric Mediterranean to Pannonian areas on a relatively small territory. Slovenia enjoyed a relatively high level of development when it gained independence less than twelve years ago and reached due to steady GDP growth rates at 3-5% a GDP per capita (PPP) of 70% in 2001 from 56.4 % in 1992. In 2001 and 2002, economic growth fell below the average of several preceding years, reaching 2.9%. However, despite significant structural changes and positive growth trends, the main structural problems faced by the Slovene economy is that the average productivity remains significantly below the EU level due to inefficient ownership structure of companies, insufficient managerial skills, a lack of private investment in research and development and an unattractive corporate investment climate. The employment rate is relatively high (63.4% in 2002) and the unemployment rate relatively low (6% in 2002). Nevertheless, problems still persist, namely: a high long-term unemployment rate (57.7% in 2002) principally among older low-skilled workers; low educational attainment of the unemployed; a high rate of youth unemployment (16.7% in 2002); regional and local imbalances in unemployment, limited mobility of the labour force and a gender gap in terms of unemployment levels. A substantial proportion of the unemployed are disabled persons.

Slovenia thus intends to use EU structural assistance in order to achieve further convergence with the EU in economic and social development levels and -at the same time- to mitigate internal imbalances within Slovenia. The Single Programming Document (€ 237.5 million in Community funding) concentrates on three priorities: promoting the productive sector and competitiveness (57,5%), Knowledge, human resource development and employment (31,9%), restructuring of agriculture, forestry and fisheries (9,9%) and technical assistance (0,8%).

Slovakia introduced much needed economic adjustment and broad-based reforms in 1998/1999 and experienced subsequently economic growth about 4,2 % in 2003 that has been above the average for the EU-15. As a result, the level of GDP/capita reached 50% of the EU average (in PPP). However, the figure of 50% for the whole of Slovakia masks considerable imbalances

among regions in the country. There are pockets of extreme deprivation, particularly in the poorest regions, and among Roma communities in the centre and the east, which have severe problems in relation to housing, employment, education, and health. Only the Bratislava region does not have objective-1 status, as GDP per capita here is just short of the average of the EU15. In the other regions the GDP/capita reaches only 40% of the EU average. Bratislava can be seen as an important driving force behind economic growth in Slovakia. Large inflows of foreign direct investment (FDI) have been recorded since 2000 with Bratislava attracting 59,3 % of the total FDI, thanks notably to the proximity of the Vienna market and its position at the crossroads between Vienna, Budapest and Prague. Unemployment however remains of particular concern. In spite of higher growth since 2000, the unemployment rate was still at 17,7 % in 2003, reflecting structural rigidities in the labour market. The rates of unemployment differ significantly between Bratislava (4,18%) and the worst performing regions, where it is almost 23 % (Presov Region, Kosice Region). Groups particularly hit by unemployment include the low-skilled, the Roma minority, school leavers, and parents with young children. Of all the new Member States, regional differences in employment are the greatest in Slovakia.

The Community Support Framework focuses on the competitiveness of enterprises, and on active measures to provide training and to promote employment creation. It addresses this through growth poles to reduce and addresses the large inter-regional differences in wealth creation that are a feature in Slovakia. € 1 041 million is allocated to four Operational Programmes devoted to: “Industry and Services” (14,5%); “Human Resources Development” (27,3%); “Basic Infrastructures” (40,6%); and “Agriculture, Rural Development and Fisheries” (17,6%). The objective-2 SPD for the Bratislava region will concentrate on the outskirts of Bratislava, in particular on the rural areas surrounding the city, while the objective-3 SPD will promote the human resource development in the whole Bratislava region.

ANNEXE 3 – LISTE DES GRANDS PROJETS

Pays	Référence	Intitulé	Date décision
Deutschland	2002DE161PR006	Neubau der Bundesautobahn A71 AD Oberrölingen (A 38)- AS Erfurt-Bindersleben	31/03/2003
	2002DE161PR007	B96n (Federal Road A 20 Rüngen)	24/11/2003
	2003DE161PR001	Salziger See	10/09/2003
	2003DE161PR002	AMD Piesteritz	02/06/2003
	2003DE161PR004	City-Tunnel Leipzig	08/09/2003
	2003DE161PR005	Südanbindung-Halle	11/11/2003
	2003DE162PR001	Phoenix West	09/12/2003
	2003DE162PR002	Sartorius AG	24/11/2003
Total	8		

Ellada	2003GR161PR001	Developpement du tram d'Athènes	27/03/2003
	2003GR161PR002	Renouvellement de la flotte des bus et des trolleybus Ethel-Ilpap	06/05/2003
	2003GR161PR003	Thessaloniki East Ring Road from km 4 to km 12 (measure 1.6 of the ROP)	09/04/2003
	2003GR161PR004	Extension, amélioration et modernisation de l'aéroport de Thessalonique -"Makedonia"	16/05/2003
	2003GR161PR005	Hôpital Agioi Anargyroi- Etude, Construction, Equipement, Installation	29/04/2003
	2003GR161PR006	Restauration du lac de KARLA	06/10/2003
	2003GR161PR011	Modernisation ISAP	24/11/2003
	2003GR161PR013	Restructuring of OSE and implementation of the OSE business plan	18/11/2003
Total	8		

España	2001ES161PR003	Presa de la Breña II	08/12/2003
	2001ES161PR005	Autovia A-49 Sevilla -FRontera Portuguesa, Tramo: San Juan del Puerto-Enlace de Lepe	10/03/2003
	2002ES161PR016	Glapilk, A.I.E.	11/03/2003
	2002ES161PR018	Asturiana de Zinc, S.A.	08/05/2003
	2002ES161PR019	CONEXION ALMANZORA-PONIENTE ALMERIENSE FASE I - TRAMO DE VENTA DEL POBRE-NIJAR EN ALMERIA	22/08/2003
	2002ES161PR020	Autopista Santiago de Compostela-Orense, tramo:Santiago de Compostela-Alto de Santo Domingo	26/02/2003
	2002ES161PR021	Autovia del Cantabrico.Carretera Nacional 632, de Ribadesella a luarca.Tramo:Grases(Villaviciosa)-Infanzon(Gijon)	09/04/2003
	2002ES161PR022	Delphi Automotive System España, S.A.	27/03/2003
	2002ES161PR024	Autovia del Cantabrico. Carretera Nacional 632, de Ribadesella a Luarca. Tramo: Soto del Barco-Muros de Naón	09/04/2003
	2002ES161PR025	Conducción Júcar-Vinalopó	22/12/2003
	2002ES161PR026	Autovía Alacant-Alcoi y Villena Ibi (Tramo: Rambla de Rambuchar-Catalla)	29/07/2003
	2002ES161PR028	Dupont Iberica, S. L.	20/05/2003
	2002ES161PR029	Autovia de la Plata. Tramo Valverde de la Virgen-Ardon	27/01/2003

	2003ES161PR001	Nueva Carretera de acceso al Puerto de Castellón	03/06/2003
Pays	Référence	Intitulé	Date décision
España	2003ES161PR002	Fibras del Noroeste S. A.	03/06/2003
	2003ES161PR003	Bioetanol Galicia S. A.	03/06/2003
	2003ES161PR004	Autovia del Mediterraneo CN-240- Tramo: Nerja-Almuñecar	08/05/2003
	2003ES161PR005	Autovía del Cantabrico. Carretera Nacional 632, de Ribadesella a Lluvia. Tramo: Vegarrozadas- Soto del Barco	10/07/2003
	2003ES161PR006	Corredor del Morrazo (Rande-Cangas) - Tramos I y II	16/07/2003
	2003ES161PR008	Eje Atlántico - Tramo Santiago - Osoro (Variante Berdia)	11/11/2003
	2003ES161PR010	Ampliacion del Puerto de Sagunto	11/11/2003
	2003ES161PR011	Ford Espana S. A.	11/11/2003
	2003ES161PR012	Autovía del Mediterraneo CN-340 - Tramo: Enlace de Albuñol-Variante de Adra en las provincias de Granada y Almeria	10/10/2003
	2003ES161PR013	Plataforma logistica industrial en los municipios de Salvatierra y As Nieves (PLISAN)	16/10/2003
	2003ES161PR014	Circunvalacion de Vigo. Conexion Castrelo-Bouzas con autopista Puxeiros-Val Minor	10/10/2003
	2003ES161PR015	Construccion del Eje Atlantico de Alta Velocidad. Variante de Portas (Pontevedra). Tramo I Portela-Portas. Plataforma y vias	10/10/2003
	2003ES161PR016	Construccion del Eje Atlantico de Alta Velocidad. Variante de Bregua (A Coruna)	16/10/2003
	2003ES161PR017	BP Oil refinería de Castellón SA	21/10/2003
	2003ES161PR018	Terra mítica parque temático Benidorm SA	21/10/2003
	2003ES161PR020	Tableros Tradema S.A.	15/12/2003
	2003ES161PR022	Airbus Espana SL - Fabricacion automatizado Toledo	05/12/2003
	2003ES161PR023	Airbus Espana SL - Centro de excelencia de montajes Cadiz	05/12/2003
	2003ES161PR024	Tunel de penetracion del ferrocarril en Gijon - infraestructura y via	15/12/2003
Total	33		

France	2002FR161PR001	Deviation de Sainte-Marie (Ile de la Réunion)	10/02/2003
	2003FR161PR001	SEVELNORD	13/02/2003
	2003FR161PR002	Syndicat Inter Hospitalier de Mangot Vulcin	19/12/2003
	2002FR162PR003	ATMEL ROUSSET(Bouches du Rhône) Phase 3	03/12/2003
	2003FR162PR001	Lenglet	20/06/2003
	2003FR162PR002	electrification des lignes vosgines	22/08/2003
	2003FR162PR003	plate forme de Dourges	17/07/2003
	2003FR162PR004	Route Centre Europe Atlantique	01/07/2003
Total	8		

Österreich	2003AT162PR001	MAGNA STEYR Metalforming-MID Liegenschaftsverwaltungs	16/10/2003
Total	1		

Pays	Référence	Intitulé	Date décision
Portugal	2002PT161PR001	Aquisição de 29 Unidades Múltiplas Eléctricas par a Unidade de Subúrbios do Grande Porto	22/09/2003
	2002PT161PR002	EPCOS-Peças e Componentes Electrónicos SA	05/06/2003
	2002PT161PR002	EPCOS-Peças e Componentes Electrónicos SA	16/09/2003
	2003PT161PR001	CIMPOR-Indústria de Cimentos S.A.	15/12/2003
	2003PT161PR004	Plano de Expansão do Aeroporto Sá Carneiro	22/12/2003
	2003PT161PR005	MST-Metropolitano Ligeiro do Sul do Tejo (1a fase)	14/08/2003
Total	6		

United Kingdom	2002GB162PR001	Request for confirmation of the rate of assistance-productive investment obj 2 priority 5 Yorkshire and the Humber Partnership Investment Fund	02/04/2003
	2002GB162PR001	Request for confirmation of the rate of assistance-productive investment obj 2 priority 5 Yorkshire and the Humber Partnership Investment Fund	29/12/2003
	2003GB162PR001	Productive Investment: Objective 2 Finance Wales and Transitional Objective 2 Finance Wales Investment Funds	08/08/2003
Total	3		

ANNEXE 4 – DONNEES FINANCIERES

Financial execution 2003 - Objective 1

Country		Period 2000-2006					Financial year: 2003				
		ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF
Belgique-België	1.Decided	409.789.200,00	191.903.797,00	41.571.749,00	1.646.010,00	644.910.756,00	64.312.461,00	31.418.026,00	6.964.671,00	304.842,00	103.000.000,00
	2.Committed	286.384.918,00	104.206.850,00	23.284.991,00	1.036.326,00	414.913.085,00	64.312.461,00	31.418.026,00	6.964.671,00	303.798,00	102.998.956,00
	3.Paid	112.141.940,87	34.948.533,36	7.532.448,00	121.800,00	154.744.722,23	19.012.702,57				19.012.702,57
	% (2)/(1)	69,89%	54,30%	56,01%	62,96%	64,34%	100,00%	100,00%	100,00%	99,66%	100,00%
	% (3)/(1)	27,37%	18,21%	18,12%	7,40%	23,99%	29,56%	0,00%	0,00%	0,00%	18,46%
Deutschland	1.Decided	11.295.539.037,00	5.863.937.494,00	3.442.245.769,00	105.278.000,00	20.707.000.300,00	1.686.187.168,00	872.513.043,00	509.864.089,00	15.435.700,00	3.084.000.000,00
	2.Committed	6.607.303.828,00	3.448.042.336,00	1.975.803.009,00	88.846.500,00	12.119.995.673,00	1.686.187.168,00	872.513.043,00	509.864.089,00	15.435.700,00	3.084.000.000,00
	3.Paid	3.819.139.557,36	2.642.098.423,53	1.344.017.216,00	49.560.706,62	7.854.815.903,51	1.250.013.176,86	677.739.957,98	477.812.857,00	29.259.479,87	2.434.825.471,71
	% (2)/(1)	58,49%	58,80%	57,40%	84,39%	58,53%	100,00%	100,00%	100,00%		100,00%
	% (3)/(1)	33,81%	45,06%	39,04%	47,08%	37,93%	74,13%	77,68%	93,71%		78,95%
Ellada	1.Decided	14.702.395.752,00	4.241.200.000,00	2.260.300.000,00	211.100.000,00	21.414.995.752,00	2.624.541.656,00	721.100.002,00	382.294.000,00	36.674.000,00	3.764.609.658,00
	2.Committed	7.156.043.997,00	2.059.500.001,00	1.108.478.001,00	96.638.000,00	10.420.659.999,00	2.620.111.998,00	721.100.002,00	382.294.000,00	36.674.000,00	3.760.180.000,00
	3.Paid	3.157.147.641,21	1.106.550.149,81	476.711.910,00	56.255.199,81	4.796.664.900,83	829.566.262,34	386.925.959,75	129.291.965,00	41.440.722,04	1.387.224.909,13
	% (2)/(1)	48,67%	48,56%	49,04%	45,78%	48,66%	99,83%	100,00%	100,00%	100,00%	99,88%
	% (3)/(1)	21,47%	26,09%	21,09%	26,65%	22,40%	31,61%	53,66%	33,82%	113,00%	36,85%
España	1.Decided	24.189.922.378,00	8.832.277.622,00	5.021.200.000,00	1.504.600.000,00	39.548.000.000,00	3.618.670.081,00	1.304.877.622,00	782.386.800,00	223.900.000,00	5.929.834.503,00
	2.Committed	13.993.199.620,00	5.118.377.622,00	2.766.272.900,00	872.900.000,00	22.750.750.142,00	3.618.670.081,00	1.304.877.622,00	782.386.823,00	223.900.000,00	5.929.834.526,00
	3.Paid	9.908.283.858,15	3.564.494.749,45	2.007.262.761,00	655.414.437,12	16.135.455.805,72	3.500.827.071,23	1.324.028.236,05	792.439.168,00	261.322.691,69	5.878.617.166,97
	% (2)/(1)	57,85%	57,95%	55,09%	58,02%	57,53%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	40,96%	40,36%	39,98%	43,56%	40,80%	96,74%	101,47%	101,28%	116,71%	99,14%
France	1.Decided	2.292.647.330,00	938.618.020,00	675.953.218,00	40.781.432,00	3.948.000.000,00	339.082.827,00	137.183.925,00	103.668.104,00	5.142.544,00	585.077.400,00
	2.Committed	1.295.233.780,00	608.222.498,00	396.103.001,00	22.117.462,00	2.321.676.741,00	339.082.827,00	137.183.925,00	103.668.104,00	5.142.544,00	585.077.400,00
	3.Paid	510.800.377,52	272.394.894,63	180.716.344,00	8.189.591,25	972.101.207,40	261.974.984,62	44.796.082,26	91.304.860,00	3.952.133,49	402.028.060,37
	% (2)/(1)	56,50%	64,80%	58,60%	54,23%	58,81%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	22,28%	29,02%	26,74%	20,08%	24,62%	77,26%	32,65%	88,07%	76,85%	68,71%
Ireland	1.Decided	1.812.313.000,00	1.016.487.000,00	164.340.489,00	67.800.000,00	3.060.940.489,00	266.350.000,00	136.490.000,00	24.790.000,00	14.370.000,00	442.000.000,00
	2.Committed	1.347.227.000,00	677.243.000,00	114.760.000,00	38.770.000,00	2.178.000.000,00	266.350.000,00	136.490.000,00	24.790.000,00	14.370.000,00	442.000.000,00
	3.Paid	939.985.936,38	360.189.991,05	27.390.266,00	13.301.133,00	1.340.867.326,43	293.159.794,62	105.122.579,15	4.181.683,00	6.833.284,00	409.297.340,77
	% (2)/(1)	74,34%	66,63%	69,83%	57,18%	71,15%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	51,87%	35,43%	16,67%	19,62%	43,81%	110,07%	77,02%	16,87%	47,55%	92,60%
Italia	1.Decided	14.281.811.000,00	4.087.419.000,00	2.982.626.000,00	286.323.000,00	21.638.179.000,00	2.211.068.090,00	692.186.000,00	516.834.000,00	44.876.000,00	3.464.964.090,00
	2.Committed	8.928.459.330,00	2.319.538.000,00	1.703.932.000,00	162.103.000,00	13.114.032.330,00	2.211.068.090,00	692.186.000,00	516.834.000,00	44.876.000,00	3.464.964.090,00
	3.Paid	3.893.466.429,81	889.828.673,47	579.085.053,00	64.266.043,69	5.426.646.199,97	1.917.013.511,35	416.447.120,99	334.501.596,00	8.671.054,35	2.676.633.282,69
	% (2)/(1)	62,52%	56,75%	57,13%	56,62%	60,61%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	27,26%	21,77%	19,42%	22,45%	25,08%	86,70%	60,16%	64,72%	19,32%	77,25%

Country		Period 2000-2006					Financial year: 2003				
		ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF
Nederland	1.Decided	76.660.000,00	33.340.000,00	9.928.242,00	6.000.000,00	125.928.242,00	12.350.000,00	7.350.000,00	700.000,00	600.000,00	21.000.000,00
	2.Committed	59.550.000,00	17.950.000,00	5.228.242,00	4.200.000,00	86.928.242,00	12.350.000,00	7.350.000,00	628.242,00	600.000,00	20.928.242,00
	3.Paid	18.138.882,70	3.445.937,74	1.366.889,00	2.018.211,00	24.969.920,44	12.405.279,79	1.112.137,74	585.696,00	1.598.211,00	15.701.324,53
	% (2)/(1)	77,68%	53,84%	52,66%	70,00%	69,03%	100,00%	100,00%	89,75%	100,00%	99,66%
	% (3)/(1)	23,66%	10,34%	13,77%	33,64%	19,83%	100,45%	15,13%	83,67%	266,37%	74,77%
Österreich	1.Decided	173.815.630,00	55.013.336,00	41.814.610,00	356.424,00	271.000.000,00	25.655.444,00	8.120.049,00	6.224.507,00		40.000.000,00
	2.Committed	100.697.617,00	31.871.192,00	23.952.913,00	356.424,00	156.878.146,00	25.655.444,00	8.120.049,00	6.102.653,00		39.878.146,00
	3.Paid	72.139.364,80	22.233.947,82	18.552.078,00	58759,76	112.984.150,38	26.498.189,52	4.357.074,12	6.498.387,00		37.353.650,64
	% (2)/(1)	57,93%	57,93%	57,28%	100,00%	57,89%	100,00%	100,00%	98,04%		99,70%
	% (3)/(1)	41,50%	40,42%	44,37%	16,49%	41,69%	103,28%	53,66%	104,40%		93,38%
Portugal	1.Decided	12.428.157.000,00	4.414.266.886,00	2.117.353.000,00	217.694.000,00	19.177.470.886,00	1.873.024.000,00	657.091.000,00	321.784.000,00	33.101.000,00	2.885.000.000,00
	2.Committed	8.003.571.000,00	2.722.521.000,00	1.348.430.957,00	138.476.000,00	12.212.998.957,00	1.873.024.000,00	657.091.000,00	321.783.957,00	33.101.000,00	2.884.999.957,00
	3.Paid	5.382.415.530,71	1.942.057.026,08	701.862.234,00	83.005.684,70	8.109.340.475,49	1.962.814.495,18	607.410.355,25	263.659.303,00	36.085.065,96	2.869.969.219,39
	% (2)/(1)	64,40%	61,68%	63,68%	63,61%	63,68%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	43,31%	44,00%	33,15%	38,13%	42,29%	104,79%	92,44%	81,94%	109,02%	99,48%
Suomi/Finland	1.Decided	471.034.000,00	272.967.000,00	197.146.000,00	6.853.000,00	948.000.000,00	69.183.000,00	39.772.000,00	31.066.000,00	979.000,00	141.000.000,00
	2.Committed	285.807.000,00	158.119.000,00	100.158.000,00	3.916.000,00	548.000.000,00	69.183.000,00	39.772.000,00	31.066.000,00	979.000,00	141.000.000,00
	3.Paid	164.419.941,50	87.590.274,76	50.420.469,00	2.840.871,13	305.271.556,39	49.398.324,98	40.590.764,21	18.312.079,00	2.005.590,13	110.306.758,32
	% (2)/(1)	60,68%	57,93%	50,80%	57,14%	57,81%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	34,91%	32,09%	25,58%	41,45%	32,20%	71,40%	102,06%	58,95%	204,86%	78,23%
Sverige	1.Decided	465.739.352,00	158.735.508,00	111.757.760,00	11.767.380,00	748.000.000,00	69.731.272,00	23.762.589,00	16.741.558,00	1.764.581,00	112.000.000,00
	2.Committed	269.557.168,00	91.870.596,00	64.685.532,00	6.811.767,00	432.925.063,00	69.731.272,00	23.762.589,00	16.741.558,00	1.764.581,00	112.000.000,00
	3.Paid	201.820.604,59	58.546.559,85	39.952.969,00	1.574.609,56	301.894.743,00	90.742.401,22	26.097.205,52	14.652.803,00	465.206,41	131.957.616,15
	% (2)/(1)	57,88%	57,88%	57,88%	57,89%	57,88%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	43,33%	36,88%	35,75%	13,38%	40,36%	130,13%	109,82%	87,52%	26,36%	117,82%
United Kingdom	1.Decided	3.780.467.000,00	1.830.356.000,00	353.792.039,00	89.358.000,00	6.053.973.039,00	570.314.000,00	262.810.000,00	52.270.000,00	14.606.000,00	900.000.000,00
	2.Committed	2.380.855.000,00	1.085.249.000,00	211.469.039,23	52.400.000,00	3.729.973.039,23	570.314.000,00	262.810.000,00	52.270.000,00	14.606.000,00	900.000.000,00
	3.Paid	902.001.059,95	435.361.164,83	68.069.815,00	18.782.882,06	1.424.214.921,84	299.059.179,05	58.786.767,59	33.657.603,00	9.545.100,69	401.048.650,33
	% (2)/(1)	62,98%	59,29%	59,77%	58,64%	61,61%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	23,86%	23,79%	19,24%	21,02%	23,53%	52,44%	22,37%	64,39%	65,35%	44,56%
EU Interregional cooperation	1.Decided	313.302.434,00	170.458.365,00	43.782.029,00	3.457.172,00	531.000.000,00	70.268.466,00	29.308.183,00	8.673.515,00	749.836,00	109.000.000,00
	2.Committed	242.478.466,00	140.798.183,00	35.023.515,00	2.699.836,00	421.000.000,00	70.268.466,00	29.308.183,00	8.673.515,00	749.836,00	109.000.000,00
	3.Paid	64.682.569,71	15.493.154,94	3.138.100,00	242.200,00	83.556.024,65	44.171.869,71	2.214.154,94			46.386.024,65
	% (2)/(1)	77,39%	82,60%	80,00%	78,09%	79,28%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	20,65%	9,09%	7,17%	7,01%	15,74%	62,86%	7,55%	0,00%	0,00%	42,56%
Total	1.Decided	86.693.593.113,00	32.106.980.028,00	17.463.810.905,00	2.553.014.418,00	138.817.398.464,00	13.500.738.465,00	4.923.982.439,00	2.764.261.244,00	392.503.503,00	21.581.485.651,00
	2.Committed	50.956.368.724,00	18.583.509.278,00	9.877.582.100,23	1.491.271.315,00	80.908.731.417,23	13.496.308.807,00	4.923.982.439,00	2.764.067.612,00	392.502.459,00	21.576.861.317,00
	3.Paid	29.146.583.695,26	11.435.233.481,32	5.506.078.552,00	955.632.129,70	47.043.527.858,28	10.556.657.243,04	3.695.628.395,55	2.166.898.000,00	401.178.539,63	16.820.362.178,22
	% (2)/(1)	58,78%	57,88%	56,56%	58,41%	58,28%	100,00%	100,00%	99,99%	100,00%	99,98%
	% (3)/(1)	33,62%	35,62%	31,53%	37,43%	33,89%	78,19%	75,05%	78,39%	102,21%	77,94%

Source : SFC
Source : DG
No data available

FR

Financial execution 2003 -Objective 2

Country		Period 2000-2006			Financial year: 2003		
		ERDF	ESF	Total SF	ERDF	ESF	Total SF
Belgique-België	1.Decided	398.513.742,00	48.486.258,00	447.000.000,00	73.080.888,00	8.269.114,00	81.350.002,00
	2.Committed	222.130.138,00	25.569.866,00	247.700.004,00	73.081.888,00	8.269.114,00	81.351.002,00
	3.Paid	73.996.265,85	3.967.918,20	77.964.184,05	39.223.629,68	170.914,23	39.394.543,91
	% (2)/(1)	55,74%	52,74%	55,41%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	18,57%	8,18%	17,44%	53,67%	2,07%	48,43%
Danmark	1.Decided	134.146.177,00	54.853.823,00	189.000.000,00	19.863.066,00	8.136.934,00	28.000.000,00
	2.Committed	86.154.836,00	31.845.164,00	118.000.000,00	19.863.066,00	8.136.934,00	28.000.000,00
	3.Paid	44.266.966,52	12.669.588,59	56.936.555,11	20.095.316,85	4.533.072,83	24.628.389,68
	% (2)/(1)	64,22%	58,05%	62,43%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	33,00%	23,10%	30,13%	101,17%	55,71%	87,96%
Deutschland	1.Decided	3.137.782.667,00	488.217.329,00	3.625.999.996,00	514.776.115,00	79.933.585,00	594.709.700,00
	2.Committed	1.860.159.973,00	266.025.425,00	2.126.185.398,00	514.776.115,00	79.933.585,00	594.709.700,00
	3.Paid	793.104.125,65	129.414.157,59	922.518.283,24	261.133.421,02	55.969.667,67	317.103.088,69
	% (2)/(1)	59,28%	54,49%	58,64%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	25,28%	26,51%	25,44%	50,73%	70,02%	53,32%
España	1.Decided	2.432.478.500,00	315.521.500,00	2.748.000.000,00	375.932.422,00	34.067.578,00	410.000.000,00
	2.Committed	1.440.380.198,79	180.618.801,21	1.620.999.000,00	373.703.421,79	36.295.578,21	409.999.000,00
	3.Paid	1.143.499.504,26	76.615.192,24	1.220.114.696,50	462.283.841,57	32.083.469,19	494.367.310,76
	% (2)/(1)	59,21%	57,24%	58,99%	99,41%	106,54%	100,00%
	% (3)/(1)	47,01%	24,28%	44,40%	122,97%	94,18%	120,58%
France	1.Decided	5.383.448.055,00	878.550.945,00	6.261.999.000,00	807.010.578,00	129.596.948,00	936.607.526,00
	2.Committed	3.293.581.839,00	518.595.576,00	3.812.177.415,00	807.010.580,00	129.596.949,00	936.607.529,00
	3.Paid	1.537.931.335,08	173.910.931,42	1.711.842.266,50	881.735.832,16	72.943.758,33	954.679.590,49
	% (2)/(1)	61,18%	59,03%	60,88%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	28,57%	19,80%	27,34%	109,26%	56,29%	101,93%
Italia	1.Decided	2.608.000.000,00		2.608.000.000,00	480.100.000,00		480.100.000,00
	2.Committed	1.383.200.000,00		1.383.200.000,00	480.100.000,00		480.100.000,00
	3.Paid	453.787.779,25		453.787.779,25	271.136.348,54		271.136.348,54
	% (2)/(1)	53,04%		53,04%	100,00%		100,00%
	% (3)/(1)	17,40%		17,40%	56,47%		56,47%
Luxembourg (Grand-Duche)	1.Decided	41.000.000,00		41.000.000,00	7.450.000,00		7.450.000,00
	2.Committed	20.900.000,00		20.900.000,00	7.450.000,00		7.450.000,00
	3.Paid	2.883.581,50		2.883.581,50	13.581,50		13.581,50
	% (2)/(1)	50,98%		50,98%	100,00%		100,00%
	% (3)/(1)	7,03%		7,03%	0,18%		0,18%
Nederland	1.Decided	823.000.000,00		823.000.000,00	144.070.000,00		144.070.000,00
	2.Committed	452.540.000,00		452.540.000,00	144.070.000,00		144.070.000,00
	3.Paid	178.831.566,66		178.831.566,66	85.578.266,80		85.578.266,80
	% (2)/(1)	54,99%		54,99%	100,00%		100,00%
	% (3)/(1)	21,73%		21,73%	59,40%		59,40%

Country		Period 2000-2006			Financial year: 2003		
		ERDF	ESF	Total SF	ERDF	ESF	Total SF
Österreich	1.Decided	674.792.606,00	28.207.394,00	703.000.000,00	101.785.557,00	3.720.443,00	105.506.000,00
	2.Committed	421.858.215,00	15.623.785,00	437.482.000,00	101.785.557,00	3.720.443,00	105.506.000,00
	3.Paid	203.225.600,94	4.528.188,32	207.753.789,26	90.241.435,38	1.828.769,33	92.070.204,71
	% (2)/(1)	62,52%	55,39%	62,23%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	30,12%	16,05%	29,55%	88,66%	49,15%	87,27%
Suomi/Finland	1.Decided	396.831.000,00	110.169.000,00	507.000.000,00	59.596.000,00	16.404.000,00	76.000.000,00
	2.Committed	239.232.000,00	63.768.000,00	303.000.000,00	59.596.000,00	16.404.000,00	76.000.000,00
	3.Paid	128.084.568,78	35.969.588,55	164.054.157,33	36.665.236,83	18.154.300,03	54.819.536,86
	% (2)/(1)	60,29%	57,88%	59,76%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	32,28%	32,65%	32,36%	61,52%	110,67%	72,13%
Sverige	1.Decided	373.300.443,00	49.699.557,00	423.000.000,00	55.645.912,00	7.354.088,00	63.000.000,00
	2.Committed	231.992.734,00	29.007.266,00	261.000.000,00	55.645.912,00	7.354.088,00	63.000.000,00
	3.Paid	147.093.105,51	19.459.255,70	166.552.361,21	61.132.682,42	10.270.581,46	71.403.263,88
	% (2)/(1)	62,15%	58,37%	61,70%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	39,40%	39,15%	39,37%	109,86%	139,66%	113,34%
United Kingdom	1.Decided	4.324.648.000,00	527.352.000,00	4.852.000.000,00	646.487.000,00	78.513.000,00	725.000.000,00
	2.Committed	2.721.892.000,00	305.108.000,00	3.027.000.000,00	646.487.000,00	78.513.000,00	725.000.000,00
	3.Paid	740.797.081,92	74.825.512,48	815.622.594,40	360.160.407,25	36.848.783,48	397.009.190,73
	% (2)/(1)	62,94%	57,86%	62,39%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	17,13%	14,19%	16,81%	55,71%	46,93%	54,76%
Total	1.Decided	20.727.941.190,00	2.501.057.806,00	23.228.998.996,00	3.285.797.538,00	365.995.690,00	3.651.793.228,00
	2.Committed	12.374.021.933,79	1.436.161.883,21	13.810.183.817,00	3.283.569.539,79	368.223.691,21	3.651.793.231,00
	3.Paid	5.447.501.481,92	531.360.333,09	5.978.861.815,01	2.569.400.000,00	232.803.316,55	2.802.203.316,55
	% (2)/(1)	59,70%	57,42%	59,45%	99,93%	100,61%	100,00%
	% (3)/(1)	26,28%	21,25%	25,74%	78,20%	63,61%	76,73%

Source : SFC
Source : DG
No data available

Financial execution 2003 - Fisheries outside Objective 1 - Objective 3

Country		FIGF		ESF	
		Period	Financial year	Period	Financial year
		2000-2006	2003	2000-2006	2003
Belgique-België	1.Decided	35.300.000,00	5.300.000,00	765.174.700,00	113.964.600,00
	2.Committed	20.400.000,00	5.300.000,00	442.625.300,00	113.964.600,00
	3.Paid	4.057.955,09	759.049,09	146.068.883,69	15.115.862,71
	% (2)/(1)	57,79%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	11,50%	14,32%	19,09%	13,26%
Danmark	1.Decided	204.500.000,00	30.500.000,00	378.355.049,00	56.441.100,00
	2.Committed	118.300.000,00	30.500.000,00	219.210.600,00	56.441.100,00
	3.Paid	56.188.390,81	25.343.911,13	75.627.810,39	26.515.119,38
	% (2)/(1)	57,85%	100,00%	57,94%	100,00%
	% (3)/(1)	27,48%	83,09%	19,99%	46,98%
Deutschland	1.Decided	111.200.000,00	16.500.000,00	4.756.126.501,00	708.374.400,00
	2.Committed	64.300.000,00	16.500.000,00	2.751.243.800,00	708.374.400,00
	3.Paid	15.120.958,35	5.431.482,35	1.875.877.723,67	561.007.767,23
	% (2)/(1)	57,82%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	13,60%	32,92%	39,44%	79,20%
España	1.Decided	207.500.000,00	30.900.000,00	2.221.809.800,00	330.914.900,00
	2.Committed	120.100.000,00	30.900.000,00	1.285.235.000,00	330.914.900,00
	3.Paid	63.700.877,92	18.298.056,73	859.742.374,91	312.840.649,21
	% (2)/(1)	57,88%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	30,70%	59,22%	38,70%	94,54%
France	1.Decided	233.700.000,00	34.800.000,00	4.713.559.300,00	702.034.500,00
	2.Committed	135.200.000,00	34.800.000,00	2.726.620.300,00	702.034.500,00
	3.Paid	42.239.764,00	14.678.566,00	1.447.741.296,85	440.298.981,80
	% (2)/(1)	57,85%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	18,07%	42,18%	30,71%	62,72%
Italia	1.Decided	99.600.000,00	14.800.000,00	3.887.129.100,00	578.946.500,00
	2.Committed	57.600.000,00	14.800.000,00	2.248.560.903,00	578.946.500,00
	3.Paid	29.766.994,77	3.799.767,80	1.167.972.753,14	495.603.404,13
	% (2)/(1)	57,83%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	29,89%	25,67%	30,05%	85,60%
Luxembourg				39.452.700,00	5.876.100,00
				22.821.900,00	5.876.100,00
				11.624.354,25	4.715.453,19
				57,85%	100,00%
				29,46%	80,25%
Nederland	1.Decided	32.100.000,00	5.700.000,00	1.728.270.500,00	260.711.500,00
	2.Committed	15.900.000,00	5.700.000,00	990.389.613,36	238.528.013,36
	3.Paid	10.407.236,97	8.160.236,97	196.558.245,63	73.417.665,69
	% (2)/(1)	49,53%	100,00%	57,31%	91,49%
	% (3)/(1)	32,42%	143,16%	11,37%	28,16%

Country		FIFG		ESF	
		Period	Financial year	Period	Financial year
		2000-2006	2003	2000-2006	2003
Österreich	1.Decided	4.200.000,00	600.000,00	548.184.800,00	81.646.300,00
	2.Committed	2.400.000,00	600.000,00	317.104.700,00	81.646.300,00
	3.Paid	1.839.681,99	221.240,04	260.544.078,27	70.423.639,07
	% (2)/(1)	57,14%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	43,80%	36,87%	47,53%	86,25%
Suomi/Finland	1.Decided	32.100.000,00	4.800.000,00	418.406.300,00	62.317.200,00
	2.Committed	18.600.000,00	4.800.000,00	242.032.700,00	62.317.200,00
	3.Paid	10.269.560,03	6.660.871,03	152.456.606,17	79.856.923,91
	% (2)/(1)	57,94%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	31,99%	138,77%	36,44%	128,15%
Sverige	1.Decided	62.300.000,00	9.300.000,00	747.524.800,00	111.335.900,00
	2.Committed	36.000.000,00	9.300.000,00	432.415.600,00	111.335.900,00
	3.Paid	11.035.047,73	3.284.001,80	205.666.849,32	96.350.853,37
	% (2)/(1)	57,78%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	17,71%	35,31%	27,51%	86,54%
United Kingdom	1.Decided	125.500.000,00	18.700.000,00	4.742.629.600,00	706.364.200,00
	2.Committed	72.500.000,00	18.700.000,00	2.743.436.400,00	706.364.200,00
	3.Paid	14.309.072,00		1.199.180.461,99	238.620.203,11
	% (2)/(1)	57,77%	100,00%	57,85%	100,00%
	% (3)/(1)	11,40%	0,00%	25,29%	33,78%
Total	1.Decided	1.148.000.000,00	171.900.000,00	24.946.623.150,00	3.718.927.200,00
	2.Committed	661.300.000,00	171.900.000,00	14.421.696.816,36	3.696.743.713,36
	3.Paid	258.935.539,66	86.637.182,94	7.599.061.438,28	2.414.766.522,80
	% (2)/(1)	57,60%	100,00%	57,81%	99,40%
	% (3)/(1)	22,56%	50,40%	30,46%	64,93%

Source : SFC
Source : DG
No data available

Financial execution 2003 - Community Initiatives

Country		Period 2000-2006				Financial year: 2003			
		ERDF	ESF	EAGGF	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	Total SF
Emploi	1.Decided				0,00				0,00
	2.Committed				0,00				0,00
	3.Paid				0,00				0,00
	% (2)/(1)				0,00%				0,00%
	% (3)/(1)				0,00%				0,00%
Equal	1.Decided				0,00				0,00
	2.Committed				0,00				0,00
	3.Paid				0,00				0,00
	% (2)/(1)				0,00%				0,00%
	% (3)/(1)				0,00%				0,00%
Interreg	1.Decided	5.210.300.000,00			5.210.300.000,00	876.900.001,00			876.900.001,00
	2.Committed	2.444.027.710,00			2.444.027.710,00	876.900.000,00			876.900.000,00
	3.Paid	532.760.064,68			532.760.064,68	182.355.143,80			182.355.143,80
	% (2)/(1)	46,91%			46,91%	100,00%			100,00%
	% (3)/(1)	10,23%			10,23%	20,80%			20,80%
Leader	1.Decided			2.383.650.470,00	2.383.650.470,00			390.741.422,00	390.741.422,00
	2.Committed			974.692.661,00	974.692.661,00			346.566.422,00	346.566.422,00
	3.Paid			244.411.899,26	244.411.899,26			87.557.730,26	87.557.730,26
	% (2)/(1)			40,89%	40,89%			88,69%	88,69%
	% (3)/(1)			10,25%	10,25%			22,41%	22,41%
Urban	1.Decided	743.600.000,00			743.600.000,00	125.900.000,00			125.900.000,00
	2.Committed	361.600.000,00			361.600.000,00	125.900.000,00			125.900.000,00
	3.Paid	125.686.162,05			125.686.162,05	60.790.871,16			60.790.871,16
	% (2)/(1)	48,63%			48,63%	100,00%			100,00%
	% (3)/(1)	16,90%			16,90%	48,29%			48,29%
Total	1.Decided	5.953.900.000,00	0,00	2.383.650.470,00	8.337.550.470,00	1.002.800.001,00	0,00	390.741.422,00	1.393.541.423,00
	2.Committed	2.805.627.710,00	0,00	974.692.661,00	3.780.320.371,00	1.002.800.000,00	0,00	346.566.422,00	1.349.366.422,00
	3.Paid	658.446.226,73	0,00	244.411.899,26	902.858.125,99	243.146.014,96	0,00	87.557.730,26	330.703.745,22
	% (2)/(1)	47,12%		40,89%	45,34%	100,00%		88,69%	96,83%
	% (3)/(1)	11,06%		10,25%	10,83%	24,25%		22,41%	23,73%

Source : SFC
Source : DG
No data available

Financial execution 2003 - Community Initiatives

Country		Period 2000-2006				Financial year: 2003			
		ERDF	ESF	EAGGF	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	Total SF
Belgique-België	1.Decided	21.200.000,00	74.100.000,00	20.193.000,00	115.493.000,00	3.400.000,00	12.065.997,00	3.175.000,00	18.640.997,00
	2.Committed	11.000.000,00	38.921.995,00	7.800.000,00	57.721.995,00	3.400.000,00	12.065.997,00	2.500.000,00	17.965.997,00
	3.Paid	2.728.085,61	5.405.229,08	1.139.061,02	9.272.375,71	1.244.085,61	206.730,64	26.061,02	1.476.877,27
	% (2)/(1)	51,89%	52,53%	38,63%	49,98%	100,00%	100,00%	78,74%	96,38%
	% (3)/(1)	12,87%	7,29%	5,64%	8,03%	36,59%	1,71%	0,82%	7,92%
Danmark	1.Decided	14.863.000,00	29.900.000,00	34.000.000,00	78.763.000,00	2.524.992,00	5.058.000,00	5.600.000,00	13.182.992,00
	2.Committed	7.270.357,00	14.686.000,00	7.900.000,00	29.856.357,00	2.524.991,00	5.058.000,00	2.800.000,00	10.382.991,00
	3.Paid	1.563.856,39	3.134.445,62	2.233.251,00	6.931.553,01	523.446,39	1.007.908,40	1.043.251,00	2.574.605,79
	% (2)/(1)	48,92%	49,12%	23,24%	37,91%	100,00%	100,00%	50,00%	78,76%
	% (3)/(1)	10,52%	10,48%	6,57%	8,80%	20,73%	19,93%	18,63%	19,53%
Deutschland	1.Decided	148.700.000,00	514.500.000,00	262.800.000,00	926.000.000,00	25.200.000,00	86.793.000,00	43.200.000,00	155.193.000,00
	2.Committed	72.600.000,00	252.331.000,00	121.600.000,00	446.531.000,00	25.200.000,00	86.793.000,00	43.570.000,00	155.563.000,00
	3.Paid	25.747.032,88	85.419.317,93	23.128.829,00	134.295.179,81	12.800.360,32	49.404.317,93	4.687.653,00	66.892.331,25
	% (2)/(1)	48,82%	49,04%	46,27%	48,22%	100,00%	100,00%	100,86%	100,24%
	% (3)/(1)	17,31%	16,60%	8,80%	14,50%	50,80%	56,92%	10,85%	43,10%
Ellada	1.Decided	25.500.000,00	104.100.000,00	182.900.000,00	312.500.000,00	4.300.000,00	17.580.000,00	30.100.000,00	51.980.000,00
	2.Committed	12.400.000,00	51.059.775,00	84.600.000,00	148.059.775,00	4.300.000,00	17.580.000,00	30.100.000,00	51.980.000,00
	3.Paid	2.137.807,34	8.526.434,48	19.792.772,00	30.457.013,82	352.807,34	1.206.277,67	6.989.772,00	8.548.857,01
	% (2)/(1)	48,63%	49,05%	46,25%	47,38%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	8,38%	8,19%	10,82%	9,75%	8,20%	6,86%	23,22%	16,45%
España	1.Decided	112.600.000,00	515.400.000,00	496.900.000,00	1.124.900.000,00	19.100.000,00	86.916.000,00	81.697.572,00	187.713.572,00
	2.Committed	55.000.000,00	252.772.000,00	229.794.191,00	537.566.191,00	19.100.000,00	86.916.000,00	81.697.572,00	187.713.572,00
	3.Paid	27.427.226,15	68.614.151,99	50.786.235,00	146.827.613,14	13.660.218,01	31.816.690,93	16.003.235,00	61.480.143,94
	% (2)/(1)	48,85%	49,04%	46,25%	47,79%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	24,36%	13,31%	10,22%	13,05%	71,52%	36,61%	19,59%	32,75%
France	1.Decided	102.000.000,00	320.000.000,00	268.100.000,00	690.100.000,00	17.300.000,00	54.016.000,00	44.100.000,00	115.416.000,00
	2.Committed	49.900.000,00	156.972.000,00	124.100.000,00	330.972.000,00	17.300.000,00	54.016.000,00	44.100.000,00	115.416.000,00
	3.Paid	13.936.217,30	41.199.258,11	29.322.429,00	84.457.904,41	6.496.739,89	17.164.946,11	10.555.429,00	34.217.115,00
	% (2)/(1)	48,92%	49,05%	46,29%	47,96%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	13,66%	12,87%	10,94%	12,24%	37,55%	31,78%	23,94%	29,65%
Ireland	1.Decided	5.300.000,00	33.900.000,00	47.900.000,00	87.100.000,00	900.000,00	5.696.000,00	7.900.000,00	14.496.000,00
	2.Committed	2.600.000,00	16.632.000,00	22.100.000,00	41.332.000,00	900.000,00	5.696.000,00	7.900.000,00	14.496.000,00
	3.Paid	660.864,70	5.211.079,50	5.476.790,00	11.348.734,20	289.864,70	2.613.606,50	2.123.790,00	5.027.261,20
	% (2)/(1)	49,06%	49,06%	46,14%	47,45%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	12,47%	15,37%	11,43%	13,03%	32,21%	45,88%	26,88%	34,68%
Italia	1.Decided	114.800.000,00	394.400.000,00	291.850.000,00	801.050.000,00	19.400.000,00	66.538.000,00	47.968.850,00	133.906.850,00
	2.Committed	56.000.000,00	193.446.000,00	131.398.470,00	380.844.470,00	19.400.000,00	66.538.000,00	46.698.850,00	132.636.850,00
	3.Paid	25.270.549,30	36.399.816,26	23.480.948,00	85.151.313,56	12.990.305,32	8.783.979,10	3.593.948,00	25.368.232,42
	% (2)/(1)	48,78%	49,05%	45,02%	47,54%	100,00%	100,00%	97,35%	99,05%
	% (3)/(1)	22,01%	9,23%	8,05%	10,63%	66,96%	13,20%	7,49%	18,94%

Country		Period 2000-2006				Financial year: 2003			
		ERDF	ESF	EAGGF	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	Total SF
Luxembourg (Grand-Duche)	1.Decided		8.800.000,00	2.100.000,00	10.900.000,00		1.522.000,00	300.000,00	1.822.000,00
	2.Committed		2.187.300,00	900.000,00	3.087.300,00		761.000,00	300.000,00	1.061.000,00
	3.Paid		833.391,86	246.740,00	1.080.131,86		462.728,20	99.740,00	562.468,20
	% (2)/(1)		24,86%	42,86%	28,32%		50,00%	100,00%	58,23%
	% (3)/(1)		9,47%	11,75%	9,91%		30,40%	33,25%	30,87%
Nederland	1.Decided	29.800.000,00	416.800.000,00	82.900.000,00	529.500.000,00	5.100.000,00	70.320.000,00	13.600.000,00	89.020.000,00
	2.Committed	14.500.000,00	102.220.000,00	38.300.000,00	155.020.000,00	5.100.000,00	35.160.000,00	13.600.000,00	53.860.000,00
	3.Paid	5.102.344,56	15.249.987,00	9.415.318,24	29.767.649,80	2.026.456,00	661.987,00	3.612.318,24	6.300.761,24
	% (2)/(1)	48,66%	24,52%	46,20%	29,28%	100,00%	50,00%	100,00%	60,50%
	% (3)/(1)	17,12%	3,66%	11,36%	5,62%	39,73%	0,94%	26,56%	7,08%
Österreich	1.Decided	8.400.000,00	102.000.000,00	75.500.000,00	185.900.000,00	1.400.000,00	17.211.000,00	12.400.000,00	31.011.000,00
	2.Committed	4.100.000,00	50.037.000,00	34.900.000,00	89.037.000,00	1.400.000,00	17.211.000,00	12.400.000,00	31.011.000,00
	3.Paid	1.238.445,27	12.548.470,68	11.422.776,00	25.209.691,95	650.445,27	5.408.470,68	4.519.146,00	10.578.061,95
	% (2)/(1)	48,81%	49,06%	46,23%	47,90%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	14,74%	12,30%	15,13%	13,56%	46,46%	31,42%	36,44%	34,11%
Portugal	1.Decided	19.200.000,00	113.800.000,00	328.907.470,00	461.907.470,00	3.300.000,00	19.225.000,00	53.200.000,00	75.725.000,00
	2.Committed	9.400.000,00	55.875.000,00	74.800.000,00	140.075.000,00	3.300.000,00	19.225.000,00	26.600.000,00	49.125.000,00
	3.Paid	2.553.348,93	21.455.084,26	39.651.638,00	63.660.071,19	1.209.347,93	11.130.957,61	22.523.525,00	34.863.830,54
	% (2)/(1)	48,96%	49,10%	22,74%	30,33%	100,00%	100,00%	50,00%	64,87%
	% (3)/(1)	13,30%	18,85%	12,06%	13,78%	36,65%	57,90%	42,34%	46,04%
Suomi/Finland	1.Decided	5.300.000,00	72.300.000,00	55.400.000,00	133.000.000,00	900.000,00	12.153.000,00	9.100.000,00	22.153.000,00
	2.Committed	2.600.000,00	35.451.000,00	25.600.000,00	63.651.000,00	900.000,00	12.153.000,00	9.100.000,00	22.153.000,00
	3.Paid	661.849,94	11.521.406,83	10.672.697,00	22.855.953,77	290.849,94	6.390.462,35	4.861.447,00	11.542.759,29
	% (2)/(1)	49,06%	49,03%	46,21%	47,86%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	12,49%	15,94%	19,26%	17,18%	32,32%	52,58%	53,42%	52,10%
Sverige	1.Decided	5.300.000,00	86.200.000,00	121.500.000,00	213.000.000,00	900.000,00	14.536.000,00	19.800.000,00	35.236.000,00
	2.Committed	2.600.000,00	42.312.000,00	18.700.000,00	63.612.000,00	900.000,00	14.536.000,00	6.600.000,00	22.036.000,00
	3.Paid	828.906,91	14.066.871,55	6.804.256,00	21.700.034,46	457.906,91	7.164.358,45	3.969.256,00	11.591.521,36
	% (2)/(1)	49,06%	49,09%	15,39%	29,86%	100,00%	100,00%	33,33%	62,54%
	% (3)/(1)	15,64%	16,32%	5,60%	10,19%	50,88%	49,29%	20,05%	32,90%
United Kingdom	1.Decided	124.300.000,00	399.600.000,00	112.700.000,00	636.600.000,00	21.100.000,00	67.422.000,00	18.600.000,00	107.122.000,00
	2.Committed	60.800.000,00	195.974.000,00	52.200.000,00	308.974.000,00	21.100.000,00	67.422.000,00	18.600.000,00	107.122.000,00
	3.Paid	15.783.946,83	47.959.593,01	10.838.159,00	74.581.698,84	7.082.947,59	16.309.544,85	2.949.159,00	26.341.651,44
	% (2)/(1)	48,91%	49,04%	46,32%	48,54%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	12,70%	12,00%	9,62%	11,72%	33,57%	24,19%	15,86%	24,59%
EU internal needs.	1.Decided	15.900.000,00			15.900.000,00	2.700.000,00			2.700.000,00
	2.Committed	5.500.000,00			5.500.000,00	2.700.000,00			2.700.000,00
	3.Paid	1.113.000,00			1.113.000,00	1.113.000,00			1.113.000,00
	% (2)/(1)	34,59%			34,59%	100,00%			100,00%
	% (3)/(1)	7,00%			7,00%	41,22%			41,22%

Country		Period 2000-2006				Financial year: 2003			
		ERDF	ESF	EAGGF	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	Total SF
EU Interregional cooperation	1.Decided	3.288.947.199,00			3.288.947.199,00	563.542.982,00			563.542.982,00
	2.Committed	1.537.113.913,00			1.537.113.913,00	563.542.982,00			563.542.982,00
	3.Paid	304.650.666,32			304.650.666,32	84.974.008,48			84.974.008,48
	% (2)/(1)	46,74%			46,74%	100,00%			100,00%
	% (3)/(1)	9,26%			9,26%	15,08%			15,08%
Non-EU interregional cooperation.	1.Decided	1.911.789.801,00			1.911.789.801,00	311.732.027,00			311.732.027,00
	2.Committed	902.243.440,00			902.243.440,00	311.732.027,00			311.732.027,00
	3.Paid	227.042.078,30			227.042.078,30	96.983.225,26			96.983.225,26
	% (2)/(1)	47,19%			47,19%	100,00%			100,00%
	% (3)/(1)	11,88%			11,88%	31,11%			31,11%
Total	1.Decided	5.953.900.000,00	3.185.800.000,00	2.383.650.470,00	11.523.350.470,00	1.002.800.001,00	537.051.997,00	390.741.422,00	1.930.593.420,00
	2.Committed	2.805.627.710,00	1.460.877.070,00	974.692.661,00	5.241.197.441,00	1.002.800.000,00	501.130.997,00	346.566.422,00	1.850.497.419,00
	3.Paid	658.446.226,73	377.544.538,16	244.411.899,26	1.280.402.664,15	243.146.014,96	159.732.966,42	87.557.730,26	490.436.711,64
	% (2)/(1)	47,12%	45,86%	40,89%	45,48%	100,00%	93,31%	88,69%	95,85%
	% (3)/(1)	11,06%	11,85%	10,25%	11,11%	24,25%	29,74%	22,41%	25,40%

Source : SFC
Source : DG
No data available

Financial execution 2003 - All objectives and C.I

Country		Period 2000-2006					Financial year: 2003				
		ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF
Belgique- België	1.Decided	829.502.942,00	1.079.664.755,00	61.764.749,00	36.946.010,00	2.007.878.456,00	140.793.349,00	165.717.737,00	10.139.671,00	5.604.842,00	322.255.599,00
	2.Committed	519.515.056,00	611.324.011,00	31.084.991,00	21.436.326,00	1.183.360.384,00	140.794.349,00	165.717.737,00	9.464.671,00	5.603.798,00	321.580.555,00
	3.Paid	188.866.292,33	190.390.564,33	8.671.509,02	4.179.755,09	392.108.120,77	59.480.417,86	15.493.507,58	26.061,02	759.049,09	75.759.035,55
	% (2)/(1)	62,63%	56,62%	50,33%	58,02%	58,94%	100,00%	100,00%	93,34%	99,98%	99,79%
	% (3)/(1)	22,77%	17,63%	14,04%	11,31%	19,53%	42,25%	9,35%	0,26%	13,54%	23,51%
Danmark	1.Decided	149.009.177,00	463.108.872,00	34.000.000,00	204.500.000,00	850.618.049,00	22.388.058,00	69.636.034,00	5.600.000,00	30.500.000,00	128.124.092,00
	2.Committed	93.425.193,00	265.741.764,00	7.900.000,00	118.300.000,00	485.366.957,00	22.388.057,00	69.636.034,00	2.800.000,00	30.500.000,00	125.324.091,00
	3.Paid	45.830.822,91	91.431.844,60	2.233.251,00	56.188.390,81	195.684.309,32	20.618.763,24	32.056.100,61	1.043.251,00	25.343.911,13	79.062.025,98
	% (2)/(1)	62,70%	57,38%	23,24%	57,85%	57,06%	100,00%	100,00%	50,00%	100,00%	97,81%
	% (3)/(1)	30,76%	19,74%	6,57%	27,48%	23,00%	92,10%	46,03%	18,63%	83,09%	61,71%
Deutschland	1.Decided	14.582.021.704,00	11.622.781.324,00	3.705.045.769,00	216.478.000,00	30.126.326.797,00	2.226.163.283,00	1.747.614.028,00	553.064.089,00	31.935.700,00	4.558.777.100,00
	2.Committed	8.540.063.801,00	6.717.642.561,00	2.097.403.009,00	153.146.500,00	17.508.255.871,00	2.226.163.283,00	1.747.614.028,00	553.434.089,00	31.935.700,00	4.559.147.100,00
	3.Paid	4.637.990.715,89	4.732.809.622,72	1.367.146.045,00	64.681.664,97	10.802.628.048,58	1.523.946.958,20	1.344.121.710,81	482.500.510,00	34.690.962,22	3.385.260.141,23
	% (2)/(1)	58,57%	57,80%	56,61%	70,74%	58,12%	100,00%	100,00%	100,07%	100,00%	100,01%
	% (3)/(1)	31,81%	40,72%	36,90%	29,88%	35,86%	68,46%	76,91%	87,24%	108,63%	74,26%
Ellada	1.Decided	14.727.895.752,00	4.345.300.000,00	2.443.200.000,00	211.100.000,00	21.727.495.752,00	2.628.841.656,00	738.680.002,00	412.394.000,00	36.674.000,00	3.816.589.658,00
	2.Committed	7.168.443.997,00	2.110.559.776,00	1.193.078.001,00	96.638.000,00	10.568.719.774,00	2.624.411.998,00	738.680.002,00	412.394.000,00	36.674.000,00	3.812.160.000,00
	3.Paid	3.159.285.448,55	1.115.076.584,29	496.504.682,00	56.255.199,81	4.827.121.914,65	829.919.069,68	388.132.237,42	136.281.737,00	41.440.722,04	1.395.773.766,14
	% (2)/(1)	48,67%	48,57%	48,83%	45,78%	48,64%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	99,88%
	% (3)/(1)	21,45%	25,66%	20,32%	26,65%	22,22%	31,57%	52,54%	33,05%	113,00%	36,57%
España	1.Decided	26.735.000.878,00	11.885.008.922,00	5.518.100.000,00	1.712.100.000,00	45.850.209.800,00	4.013.702.503,00	1.756.776.100,00	864.084.372,00	254.800.000,00	6.889.362.975,00
	2.Committed	15.488.579.818,79	6.837.003.423,21	2.996.067.091,00	993.000.000,00	26.314.650.333,00	4.011.473.502,79	1.759.004.100,21	864.084.395,00	254.800.000,00	6.889.361.998,00
	3.Paid	11.079.210.588,56	4.569.466.468,59	2.058.048.996,00	719.115.315,04	18.425.841.368,19	3.976.771.130,81	1.700.769.045,38	808.442.403,00	279.620.748,42	6.765.603.327,61
	% (2)/(1)	57,93%	57,53%	54,30%	58,00%	57,39%	99,94%	100,13%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	41,44%	38,45%	37,30%	42,00%	40,19%	99,08%	96,81%	93,56%	109,74%	98,20%
France	1.Decided	7.778.095.385,00	6.850.728.265,00	944.053.218,00	274.481.432,00	15.847.358.300,00	1.163.393.405,00	1.022.831.373,00	147.768.104,00	39.942.544,00	2.373.935.426,00
	2.Committed	4.638.715.619,00	4.010.410.374,00	520.203.001,00	157.317.462,00	9.326.646.456,00	1.163.393.407,00	1.022.831.374,00	147.768.104,00	39.942.544,00	2.373.935.429,00
	3.Paid	2.062.667.929,90	1.935.246.381,01	210.038.773,00	50.429.355,25	4.258.382.439,16	1.150.207.556,67	575.203.768,50	101.860.289,00	18.630.699,49	1.845.902.313,66
	% (2)/(1)	59,64%	58,54%	55,10%	57,31%	58,85%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	26,52%	28,25%	22,25%	18,37%	26,87%	98,87%	56,24%	68,93%	46,64%	77,76%
Ireland	1.Decided	1.817.613.000,00	1.050.387.000,00	212.240.489,00	67.800.000,00	3.148.040.489,00	267.250.000,00	142.186.000,00	32.690.000,00	14.370.000,00	456.496.000,00
	2.Committed	1.349.827.000,00	693.875.000,00	136.860.000,00	38.770.000,00	2.219.332.000,00	267.250.000,00	142.186.000,00	32.690.000,00	14.370.000,00	456.496.000,00
	3.Paid	940.646.801,08	365.401.070,55	32.867.056,00	13.301.133,00	1.352.216.060,63	293.449.659,32	107.736.185,65	6.305.473,00	6.833.284,00	414.324.601,97
	% (2)/(1)	74,26%	66,06%	64,48%	57,18%	70,50%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	51,75%	34,79%	15,49%	19,62%	42,95%	109,80%	75,77%	19,29%	47,55%	90,76%
Italia	1.Decided	17.004.611.000,00	8.368.948.100,00	3.274.476.000,00	385.923.000,00	29.033.958.100,00	2.710.568.090,00	1.337.670.500,00	564.802.850,00	59.676.000,00	4.672.717.440,00
	2.Committed	10.367.659.330,00	4.761.544.903,00	1.835.330.470,00	219.703.000,00	17.184.237.703,00	2.710.568.090,00	1.337.670.500,00	563.532.850,00	59.676.000,00	4.671.447.440,00
	3.Paid	4.372.524.758,36	2.094.201.242,87	602.566.001,00	94.033.038,46	7.163.325.040,69	2.201.140.165,21	920.834.504,22	338.095.544,00	12.470.822,15	3.472.541.035,58
	% (2)/(1)	60,97%	56,05%	56,93%	56,93%	59,19%	100,00%	100,00%	99,78%	100,00%	99,97%
	% (3)/(1)	25,71%	25,02%	18,40%	24,37%	24,67%	81,21%	68,84%	59,86%	20,90%	74,32%

Country		Period 2000-2006					Financial year: 2003				
		ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF
Luxembourg (Grand-Duche)	1.Decided	41.000.000,00	48.252.700,00	2.100.000,00		91.352.700,00	7.450.000,00	7.398.100,00	300.000,00		15.148.100,00
	2.Committed	20.900.000,00	25.009.200,00	900.000,00		46.809.200,00	7.450.000,00	6.637.100,00	300.000,00		14.387.100,00
	3.Paid	2.883.581,50	12.457.746,11	246.740,00		15.588.067,61	13.581,50	5.178.181,39	99.740,00		5.291.502,89
	% (2)/(1)	50,98%	51,83%	42,86%		51,24%	100,00%	89,71%	100,00%		94,98%
	% (3)/(1)	7,03%	25,82%	11,75%		17,06%	0,18%	69,99%	33,25%		34,93%
Nederland	1.Decided	929.460.000,00	2.178.410.500,00	92.828.242,00	38.100.000,00	3.238.798.742,00	161.520.000,00	338.381.500,00	14.300.000,00	6.300.000,00	520.501.500,00
	2.Committed	526.590.000,00	1.110.559.613,36	43.528.242,00	20.100.000,00	1.700.777.855,36	161.520.000,00	281.038.013,36	14.228.242,00	6.300.000,00	463.086.255,36
	3.Paid	202.072.793,92	215.254.170,37	10.782.207,24	12.425.447,97	440.534.619,50	100.010.002,59	75.191.790,43	4.198.014,24	9.758.447,97	189.158.255,23
	% (2)/(1)	56,66%	50,98%	46,89%	52,76%	52,51%	100,00%	83,05%	99,50%	100,00%	88,97%
	% (3)/(1)	21,74%	9,88%	11,62%	32,61%	13,60%	61,92%	22,22%	29,36%	154,90%	36,34%
Österreich	1.Decided	857.008.236,00	733.405.530,00	117.314.610,00	4.556.424,00	1.712.284.800,00	128.841.001,00	110.697.792,00	18.624.507,00	600.000,00	258.763.300,00
	2.Committed	526.655.832,00	414.636.677,00	58.852.913,00	2.756.424,00	1.002.901.846,00	128.841.001,00	110.697.792,00	18.502.653,00	600.000,00	258.641.446,00
	3.Paid	276.603.411,01	299.854.685,09	29.974.854,00	1.898.441,75	608.331.391,85	117.390.070,17	82.017.953,20	11.017.533,00	221.240,04	210.646.796,41
	% (2)/(1)	61,45%	56,54%	50,17%	60,50%	58,57%	100,00%	100,00%	99,35%	100,00%	99,95%
	% (3)/(1)	32,28%	40,89%	25,55%	41,67%	35,53%	91,11%	74,09%	59,16%	36,87%	81,41%
Portugal	1.Decided	12.447.357.000,00	4.528.066.886,00	2.446.260.470,00	217.694.000,00	19.639.378.356,00	1.876.324.000,00	676.316.000,00	374.984.000,00	33.101.000,00	2.960.725.000,00
	2.Committed	8.012.971.000,00	2.778.396.000,00	1.423.230.957,00	138.476.000,00	12.353.073.957,00	1.876.324.000,00	676.316.000,00	348.383.957,00	33.101.000,00	2.934.124.957,00
	3.Paid	5.384.968.879,64	1.963.512.110,34	741.513.872,00	83.005.684,70	8.173.000.546,68	1.964.023.843,11	618.541.312,86	286.182.828,00	36.085.065,96	2.904.833.049,93
	% (2)/(1)	64,37%	61,36%	58,18%	63,61%	62,90%	100,00%	100,00%	92,91%	100,00%	99,10%
	% (3)/(1)	43,26%	43,36%	30,31%	38,13%	41,62%	104,67%	91,46%	76,32%	109,02%	98,11%
Suomi/Finland	1.Decided	873.165.000,00	873.842.300,00	252.546.000,00	38.953.000,00	2.038.506.300,00	129.679.000,00	130.646.200,00	40.166.000,00	5.779.000,00	306.270.200,00
	2.Committed	527.639.000,00	499.370.700,00	125.758.000,00	22.516.000,00	1.175.283.700,00	129.679.000,00	130.646.200,00	40.166.000,00	5.779.000,00	306.270.200,00
	3.Paid	293.166.360,22	287.537.876,31	61.093.166,00	13.110.431,16	654.907.833,69	86.354.411,75	144.992.450,50	23.173.526,00	8.666.461,16	263.186.849,41
	% (2)/(1)	60,43%	57,15%	49,80%	57,80%	57,65%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	33,58%	32,91%	24,19%	33,66%	32,13%	66,59%	110,98%	57,69%	149,96%	85,93%
Sverige	1.Decided	844.339.795,00	1.042.159.865,00	233.257.760,00	74.067.380,00	2.193.824.800,00	126.277.184,00	156.988.577,00	36.541.558,00	9.300.000,00	329.107.319,00
	2.Committed	504.149.902,00	595.605.462,00	83.385.532,00	42.811.767,00	1.225.952.663,00	126.277.184,00	156.988.577,00	23.341.558,00	9.300.000,00	315.907.319,00
	3.Paid	349.742.617,01	297.739.536,42	46.757.225,00	12.609.657,29	706.849.035,72	152.332.990,55	139.882.998,80	18.622.059,00	3.284.001,80	314.122.050,15
	% (2)/(1)	59,71%	57,15%	35,75%	57,80%	55,88%	100,00%	100,00%	63,88%	100,00%	95,99%
	% (3)/(1)	41,42%	28,57%	20,05%	17,02%	32,22%	120,63%	89,10%	50,96%	35,31%	95,45%
United Kingdom	1.Decided	8.229.415.000,00	7.499.937.600,00	466.492.039,00	214.858.000,00	16.410.702.639,00	1.237.901.000,00	1.115.109.200,00	70.870.000,00	33.306.000,00	2.457.186.200,00
	2.Committed	5.163.547.000,00	4.329.767.400,00	263.669.039,23	124.900.000,00	9.881.883.439,23	1.237.901.000,00	1.115.109.200,00	70.870.000,00	33.306.000,00	2.457.186.200,00
	3.Paid	1.658.582.088,70	1.757.326.732,31	78.907.974,00	33.091.954,06	3.527.908.749,07	666.302.533,89	350.565.299,03	36.606.762,00	9.545.100,69	1.063.019.695,61
	% (2)/(1)	62,75%	57,73%	56,52%	58,13%	60,22%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	20,15%	23,43%	16,92%	15,40%	21,50%	53,83%	31,44%	51,65%	28,66%	43,26%
EU internal needs.	1.Decided	15.900.000,00				15.900.000,00	2.700.000,00				2.700.000,00
	2.Committed	5.500.000,00				5.500.000,00	2.700.000,00				2.700.000,00
	3.Paid	1.113.000,00				1.113.000,00	1.113.000,00				1.113.000,00
	% (2)/(1)	34,59%				34,59%	100,00%				100,00%
	% (3)/(1)	7,00%				7,00%	41,22%				41,22%

Country		Period 2000-2006					Financial year: 2003				
		ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF	ERDF	ESF	EAGGF	FIFG	Total SF
EU Interregional cooperation	1.Decided	3.602.249.633,00	170.458.365,00	43.782.029,00	3.457.172,00	3.819.947.199,00	633.811.448,00	29.308.183,00	8.673.515,00	749.836,00	672.542.982,00
	2.Committed	1.779.592.379,00	140.798.183,00	35.023.515,00	2.699.836,00	1.958.113.913,00	633.811.448,00	29.308.183,00	8.673.515,00	749.836,00	672.542.982,00
	3.Paid	369.333.236,03	15.493.154,94	3.138.100,00	242.200,00	388.206.690,97	129.145.878,19	2.214.154,94	0,00	0,00	131.360.033,13
	% (2)/(1)	49,40%	82,60%	80,00%	78,09%	51,26%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	% (3)/(1)	10,25%	9,09%	7,17%	7,01%	10,16%	20,38%	7,55%	0,00%	0,00%	19,53%
Non-EU interregional cooperation.	1.Decided	1.911.789.801,00				1.911.789.801,00	311.732.027,00				311.732.027,00
	2.Committed	902.243.440,00				902.243.440,00	311.732.027,00				311.732.027,00
	3.Paid	227.042.078,30				227.042.078,30	96.983.225,26				96.983.225,26
	% (2)/(1)	47,19%				47,19%	100,00%				100,00%
	% (3)/(1)	11,88%				11,88%	31,11%				31,11%
Total	1.Decided	113.375.434.303,00	62.740.460.984,00	19.847.461.375,00	3.701.014.418,00	199.664.371.080,00	17.789.336.004,00	9.545.957.326,00	3.155.002.666,00	562.638.922,00	31.052.934.918,00
	2.Committed	66.136.018.367,79	35.902.245.047,57	10.852.274.761,23	2.152.571.315,00	115.043.109.491,59	17.782.678.346,79	9.490.080.840,57	3.110.634.034,00	562.637.878,00	30.946.031.099,36
	3.Paid	35.252.531.403,91	19.943.199.790,85	5.750.490.451,26	1.214.567.669,36	62.160.789.315,38	13.369.203.258,00	6.502.931.201,32	2.254.455.730,26	487.350.516,16	22.613.940.705,74
	% (2)/(1)	58,33%	57,22%	54,68%	58,16%	57,62%	99,96%	99,41%	98,59%	100,00%	99,66%
	% (3)/(1)	31,09%	31,79%	28,97%	32,82%	31,13%	75,15%	68,12%	71,46%	86,62%	72,82%

Source : SFC
Source : DG
No data available

ANNEX 5 - OUTTURN OF PAYMENT APPROPRIATIONS ON 31.12.2003 - BY BUDGET ITEM

ITEM	HEADING	BUDGET					ADDITIONAL APPROPRIATIONS			TOTAL		
		INITIAL APPROPRIATIONS 1	CHANGES 2	TOTAL 3 = 1+2	OUTTURN 4	% 5 = 4/3	APPROPRIATIONS 6	OUTTURN 7	APPROPRIATIONS 8 = 3+6	OUTTURN 9 = 4+7	% 10 = 9/8	% PREVIOUS YEAR 11
Title B2-1 : Structural Funds												
Chapter B2-10 : Objective 1												
B2-100	EAGGF	2.755.465.855	0	2.755.465.855	2.755.465.855	100	0	0	2.755.465.855	2.755.465.855	100	100
B2-101	FIFG	391.875.521	0	391.875.521	391.753.667	99,97	0	0	391.875.521	391.753.667	99,97	100
B2-102	ERDF	13.424.966.295	1.079.378	13.426.045.673	13.426.040.341	100	0	0	13.426.045.673	13.426.040.341	100	100
B2-103	ESF	4.895.753.634	-1.079.378	4.894.674.256	4.894.674.256	100	0	0	4.894.674.256	4.894.674.256	100	100
B2-104	PEACE	109.000.000	0	109.000.000	109.000.000	100	0	0	109.000.000	109.000.000	100	100
B2-105	Completion of earlier programs	0	0	0	0	0	55.293	0	55.293	0	0	61,22
Total Chapter B2-10		21.577.061.305	0	21.577.061.305	21.576.934.119	100	55.293	0	21.577.116.598	21.576.934.119	100	99,98
Chapter B2-11 : Objective 2												
B2-110	ERDF	3.267.054.622	16.514.918	3.283.569.540	3.283.569.540	100	0	0	3.283.569.540	3.283.569.540	100	100
B2-111	ESF	384.738.609	-16.514.918	368.223.691	368.223.691	100	0	0	368.223.691	368.223.691	100	100
B2-112	Completion of earlier programs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Chapter B2-11		3.651.793.231	0	3.651.793.231	3.651.793.231	100	0	0	3.651.793.231	3.651.793.231	100	99,98
Chapter B2-12 : Objective 3												
B2-120	ESF	3.718.927.200	0	3.718.927.200	3.718.927.200	100	0	0	3.718.927.200	3.718.927.200	100	100
B2-121	Completion of earlier programs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Chapter B2-12		3.718.927.200	0	3.718.927.200	3.718.927.200	0	0	0	3.718.927.200	3.718.927.200	100	99,98
Chapter B2-13 : Other structural measures (outside objective 1 areas)												
B2-130	FIFG	171.900.000	0	171.900.000	171.900.000	100	0	0	171.900.000	171.900.000	100	100
B2-131	Completion of earlier programs (FIFG)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B2-132	Completion of earlier programs (EAGGF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ITEM	HEADING	BUDGET					ADDITIONAL APPROPRIATIONS			TOTAL		
		INITIAL APPROPRIATIONS 1	CHANGES 2	TOTAL 3 = 1+2	OUTTURN 4	% 5 = 4/3	APPROPRIATIONS 6	OUTTURN 7	APPROPRIATIONS 8 = 3+6	OUTTURN 9 = 4+7	% 10 = 9/8	% PREVIOUS YEAR 11
Total Chapter B2-13		171.900.000	0	171.900.000		100	0	0	171.900.000	171.900.000	100	100
Chapter B2-14 : Community initiatives												
B2-140	LEADER	353.100.000	0	353.100.000	346.196.422	98,04	370.000	370.000	353.470.000	346.566.422	98,05	99,9
B2-1410	INTERREG III	876.900.000	0	876.900.000	876.900.000	100,00	0	0	876.900.000	876.900.000	100,00	100
B2-1411	Support for regions bordering the candidate countries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
B2-142	EQUAL	510.117.000	0	510.117.000	504.285.356	98,86	0	0	510.117.000	504.285.356	98,86	99,97
B2-143	URBAN Completion of earlier programs	125.900.000	0	125.900.000	125.900.000	100,00	0	0	125.900.000	125.900.000	100,00	100
B2-144	earlier programs	0	0	0	0	0,00	0	0	0	0	0,00	100
Total Chapter B2-14		1.866.017.000	0	1.866.017.000	1.853.281.778	99,32	370.000	370.000	1.866.387.000	1.853.651.778	99,32	99,98
Chapter B2-16 : Innovative measures and technical assistance												
B2-160	EAGGF	4.950.000	-3.400.000	1.550.000	1.379.571	89	0	0	1.550.000	1.379.571	89	61,59
B2-161	FIFG	3.600.423	0	3.600.423	2.788.661	77,45	159.963	159.963	3.760.386	2.948.624	78,41	80
B2-162	ERDF	87.638.202	3.365.565	91.003.767	90.689.304	99,65	847.738	847.738	91.851.505	91.537.042	99,66	99
B2-163	ESF Completion of earlier programs	47.112.639	-1.640.466	45.472.173	38.905.879	85,56	1.358	0	45.473.531	38.905.879	85,56	98
B2-164	earlier programs	0	1.674.901	1.674.901	1.674.358	99,97	1.657	0	1.676.558	1.674.358	99,87	99
Total Chapter B2-16		143.301.264	0	143.301.264	135.437.773	94,51	1.010.716	1.007.701	144.311.980	136.445.474	94,55	99,98
TOTAL TITLE B2-1		31.129.000.000	0	31.129.000.000	31.108.274.101	99,93	1.436.009	1.377.701	31.130.436.009	31.109.651.802	99,93	99,98
Title B2-1 : Structural Funds												
Chapter B2-10 : Objective 1												
B2-100	EAGGF	2.166.898.000	0	2.166.898.000	2.166.898.000	100	0	0	2.166.898.000	2.166.898.000	100	99,64
B2-101	FIFG	294.900.000	135.400.000	430.300.000	401.178.540	93,23	0	0	430.300.000	401.178.540	93,23	69,39
B2-102	ERDF	9.012.597.000	1.500.000	10.512.597.000	10.512.485.373	100	0	0	10.512.597.000	10.512.485.373	100	98,46
B2-103	ESF	3.850.020.000	-111.000.000	3.739.020.000	3.693.414.241	98,78	0	0	3.739.020.000	3.693.414.241	98,78	92,67
B2-1041	PEACE Completion of earlier programs	140.481.000	-45.000.000	95.481.000	46.386.025	48,58	0	0	95.481.000	46.386.025	48,58	0
B2-105	earlier programs	3.901.663.000	-2.788.487.309	1.113.175.691	1.088.449.927	97,78	1.978.255.293	1.077.147.950	3.091.430.984	2.165.597.877	0	17,98

ITEM	HEADING	BUDGET					ADDITIONAL APPROPRIATIONS			TOTAL		
		INITIAL APPROPRIATIONS 1	CHANGES 2	TOTAL 3 = 1+2	OUTTURN 4	% 5 = 4/3	APPROPRIATIONS 6	OUTTURN 7	APPROPRIATIONS 8 = 3+6	OUTTURN 9 = 4+7	% 10 = 9/8	% PREVIOUS YEAR 11
Total Chapter B2-10		19.366.559.000	-1.309.087.309	18.057.471.691	17.908.812.106	99,18	1.978.255.293	1.077.147.950	20.035.726.984	18.985.960.056	100	71,48
Chapter B2-11 : Objective 2												
B2-110	ERDF	2.569.400.000	0	2.569.400.000	2.569.400.000	100	0	0	2.569.400.000	2.569.400.000	100	85,57
B2-111	ESF	302.558.000	-50.000.000	252.558.000	232.803.317	92,18	0	0	252.558.000	232.803.317	92,18	38,33
B2-112	Completion of earlier programs	1.533.591.000	-622.732.936	910.858.064	638.269.111	70,07	217.200.000	146.482.390	1.128.058.064	784.751.501	69,57	15,20
Total Chapter B2-11		4.405.549.000	-672.732.936	3.732.816.064	3.440.472.428	92,17	217.200.000	146.482.390	3.950.016.064	3.586.954.818	90,81	71,48
Chapter B2-12 : Objective 3												
B2-120	ESF	2.924.723.000	0	2.924.723.000	2.414.766.523	82,56	0	0	2.924.723.000	2.414.766.523	82,56	84,07
B2-121	Completion of earlier programs	771.065.000	-421.851.344	349.213.656	133.495.281	38,23	153.200.000	0	502.413.656	133.495.281	26,57	0,02
Total Chapter B2-12		3.695.788.000	-421.851.344	3.273.936.656	2.548.261.804	77,83	153.200.000	0	3.427.136.656	2.548.261.804	74,36	71,48
Chapter B2-13 : Other structural measures (outside objective 1 areas)												
B2-130	FIFG	137.620.000	0	137.620.000	86.637.183	62,95	0	0	137.620.000	86.637.183	62,95	53,89
B2-131	Completion of earlier programs (FIFG)	24.575.000	-22.438.473	2.136.527	1.000	0,05	30.700.000	0	32.836.527	1.000	0,00	0,89
B2-132	Completion of earlier programs (EAGGF)	343.914.000	-220.969.752	122.944.248	89.241.223	72,59	0	0	122.944.248	89.241.223	72,59	39,61
Total Chapter B2-13		506.109.000	-243.408.225	262.700.775	175.879.406	66,95	30.700.000	0	293.400.775	175.879.406	59,95	71,48
Chapter B2-14 : Community initiatives												
B2-140	LEADER	146.077.000	0	146.077.000	87.563.498	59,94	0	0	146.077.000	87.563.498	59,94	51,65
B2-1410	INTERREG III	563.259.000	-370.000.000	193.259.000	182.239.396	94,30	0	0	193.259.000	182.239.396	94,30	74,77
B2-1411	Support for regions bordering the candidate countries	4.915.000	0	4.915.000	115.748	2,35	0	0	4.915.000	115.748	2,35	14
B2-142	EQUAL	393.200.000	-150.000.000	243.200.000	161.587.861	66,44	0	0	243.200.000	161.587.861	66,44	7,17
B2-143	URBAN	65.861.000	0	65.861.000	60.790.871	92,30	0	0	65.861.000	60.790.871	92,30	39,77
B2-144	Completion of earlier programs	1.106.791.000	-949.258.223	157.532.777	156.987.703	99,65	874.800.000	151.747.113	1.032.332.777	308.734.816	29,91	12,24
Total Chapter B2-14		2.280.103.000	-1.469.258.223	810.844.777	649.285.077	80,08	874.800.000	151.747.113	1.685.644.777	801.032.190	47,52	71,48

ITEM	HEADING	BUDGET					ADDITIONAL APPROPRIATIONS			TOTAL		
		INITIAL APPROPRIATIONS 1	CHANGES 2	TOTAL 3 = 1+2	OUTTURN 4	% 5 = 4/3	APPROPRIATIONS 6	OUTTURN 7	APPROPRIATIONS 8 = 3+6	OUTTURN 9 = 4+7	% 10 = 9/8	% PREVIOUS YEAR 11
Chapter B2-16 : Innovative measures and technical assistance												
B2-160	EAGGF	3.440.000	0	3.440.000	1.688.771	49,09	0	0	3.440.000	1.688.771	49,09	4,06
B2-161	FIFG	2.457.000	0	2.457.000	1.577.283	64,20	159.963	38.800	2.616.963	1.616.083	61,75	23,45
B2-162	ERDF	50.133.000	20.102.900	70.235.900	70.228.701	99,99	0	0	70.235.900	70.228.701	99,99	99,70
B2-163	ESF	36.371.000	0	36.371.000	25.742.239	70,78	1.358	0	36.372.358	25.742.239	70,77	83,76
B2-164	Completion of earlier programs	87.588.000	-38.553.914	49.034.086	46.107.614	94,03	1.657	0	49.035.743	46.107.614	94,03	56,17
	Total Chapter B2-16	179.989.000	-18.451.014	161.537.986	145.344.608	89,98	162.978	38.800	161.700.964	145.383.408	89,91	71,48
	TOTAL TITLE B2-1	30.434.097.000	-4.134.789.051	26.299.307.949	24.868.055.429	94,56	3.254.318.271	1.375.416.253	29.553.626.220	26.243.471.682	88,80	71,48

FR

FR